

THÈSE DE
PARIS,
1884.
N^o. 31.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
RÉPRESSION DE L'INJURE

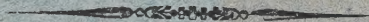
EN DROIT ROMAIN

ET

EN DROIT FRANÇAIS

PAR

DELAGARDE



PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires-Éditeurs
22, RUE SOUFFLOT, 22

1884



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA RÉPRESSION DE L'INJURE

EN DROIT ROMAIN ET EN DROIT FRANÇAIS

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le
Mercredi 18 Juin 1884, à 1 h. 1/2

PAR

DELAGARDE

PRÉSIDENT : M. CAUWÈS.

<i>Suffragants:</i>	{	MM. LEVEILLÉ,	}	professeurs.
		GLASSON,		
		MICHEL HENRI,	}	agrégés.
		CHAVEGRAIN,		



PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires-Éditeurs
22, RUE SOUFFLOT, 22

—
1884

Digitized by the Internet Archive
in 2026

DROIT ROMAIN

DE LA RÉPRESSION DE L'INJURE

INTRODUCTION

L'injure est de tout temps ; elle est aujourd'hui comme elle était hier, et il semble même qu'elle prenne plus d'importance à mesure que progresse la civilisation. Plus les hommes se fréquentent et s'assemblent, plus la contrariété de leur intérêts et la différence de leurs caractères les entraînent à des luttes où l'injure sous ses formes diverses sert d'arme offensive et défensive.

Un délit aussi commun ne pouvait manquer d'attirer de bonne heure l'attention du législateur, et il nous a semblé intéressant de rechercher par quelles dispositions il avait, aux différentes époques, essayé de le réprimer.

Il ne faut pas croire que le délit appelé injure soit unique : il comprend souvent, sous une même appellation, des choses bien différentes. On aurait tort aussi de s'imaginer que les délits compris sous ce mot soient les mêmes à toutes les époques et dans toutes les législations. Loin de là ! Le mot injure ne signifie plus guère aujourd'hui qu'invective, terme attentatoire à l'honneur ou à la considération d'une personne, proféré de vive voix ou contenu dans un écrit. En

droit romain, *injuria* signifie en général tout ce qui est contraire au droit, *generaliter omne quod non jure fit*. Les jurisconsultes et commentateurs de notre ancien droit se sont rappelés souvent cette première définition si large, et l'on est parfois étonné de rencontrer dans leurs œuvres, au chapitre des injures, des délits tels que coups et blessures même non intentionnels, accidents de toutes sortes, incendie, etc.

Plus spécialement, et c'est le sens qui nous occupera, *injuria* signifie *contumelia quæ a contemnendo dicta est* (*Inst. liv. IV, tit IV. pr.*). Mais même ainsi restreinte, l'expression avait plus de compréhension qu'elle n'en a aujourd'hui : beaucoup de délits y sont compris et ce n'est même pas l'injure proprement dite que l'on met en tête de l'énumération ; *Injuria autem committitur non solum quum quis pugno, puta, vel fustibus cæsus vel etiam verberatus sit etc.* « Il n'y a pas seulement injure à frapper du poing, à battre avec un bâton ou des verges, etc. » Que l'on place toujours en premier lieu les faits les plus graves, les coups ou injures réelles, je ne vois pas là, comme beaucoup d'auteurs l'admettent cependant, le résultat de l'ignorance où les premiers âges auraient été de l'injure et de la diffamation. Nos pères connaissaient d'autres moyens de se quereller que la lutte et les coups, et si l'on met au dernier rang l'injure proprement dite, c'est seulement qu'elle est moins grave et n'a dû être réprimée que plus tard.

Nous pourrions revenir sur cette question ; bornons-nous ici à constater que les distinctions sont aujourd'hui établies d'une manière bien plus nette et qu'on ne trouve plus sous la même dénomination des choses assez dissemblables. C'est ainsi, par exemple, que les coups et blessures sont prévus sous leur nom propre par les art. 309 et s. du Code pénal ; que la diffamation même, qui a tant de rapport avec

l'injure, s'en peut cependant séparer, et constituer un délit particulier. Il nous faudra donc, dans notre modeste travail, suivre autant que possible les progrès de la législation et, si nous voulons rester fidèle à notre titre, éliminer à mesure que nous avancerons, les délits qui cesseraient d'être compris sous le nom d'injure.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

Quelques mots sur la législation grecque

Tite-Live (tr. Nisard, III, 31) nous dit que sous le consulat de P. Curatius et Sex. Quinctilius, vers l'an 300 de la fondation de Rome, les plébéiens et les patriciens, d'accord sur le besoin de nouvelles lois et divisés sur le choix d'un législateur, envoyèrent à Athènes Sp. Postumius Albus, A. Manlius, P. Sulpitius Camerinus, avec l'ordre de copier les fameuses lois de Solon et de prendre connaissance des institutions des autres États de la Grèce, de leurs mœurs et de leurs droits. Au retour de cette mission, on rédigea dix tables de lois, auxquelles on en ajouta deux autres l'année suivante : c'est cet ensemble que nous connaissons sous le nom des lois des XII tables.

Ce récit de Tite-Live, malgré sa vraisemblance, a été souvent regardé comme une fable ; cependant il nous semble qu'on doive y ajouter foi, et malgré les profondes différences qui existent entre les législations romaine et grecque, notamment dans le sujet qui nous occupe, il n'est pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil sur l'une avant d'aborder l'autre.

Les Grecs punissaient les coups et les blessures, la ca-

lomme, et l'injure au moins dans certaines circonstances.

Pour les coups, nous trouvons l'action *αικίας* ; voici la traduction du texte : *Si quis alterum prior pulsarit injuriarum postulator* (1). Il n'y a lieu à l'action *αικίας* que dans le cas où l'on avait porté le premier coup, où l'on avait attaqué ; Celui qui *vîn vi, arma armis repulisset*, n'avait fait qu'user de son droit et ne pouvait être poursuivi. Il y a discussion sur le point de savoir si l'action *αικίας* était ouverte à tous ou bien avait un caractère privé.

Heraldus (cité dans le *Recueil des lois attiques*, VII, I), prétend que les Athéniens avaient deux actions semblables *αικίας* et *ῥήριος* pour poursuivre l'injure, et que la seule différence entre elles était que la première était privée, la seconde publique. Salmasius (*eod. loc.*) veut que l'action d'injure, quand il ne s'agit que de coups *αικίας δικη* soit privée, alors que l'action d'injure pour blessures *τραυματων εκ προνοιας*, — *de inflicto vulnere*, — serait publique.

Si nous en croyons Plutarque (*Solon*, 32, trad. d'Amyot) on doit décider que l'action d'injure est publique dans tous les cas : « Estimant qu'il estoit besoing de prouver encore à la foiblesse du menu populaire, il (Solon) permet à qui voudroit de prendre et espouser la querelle de celui que l'on auroit outragé : car s'il y avait aucun qui eust été blécé, battu, forcé, ou autrement endommagé, il estoit loisible à quiconque vouloit d'appeler l'outrageant en justice, et le poursuivre. Ce qui fut sagement ordonné par luy, pour accoustumer les citoyens à se ressentir et à se douloir du mal les uns des autres comme d'un membre de leur corps qui aurait esté offensé. » Ces quelques lignes si claires me semblent un argument d'autant plus fort que Plutarque était à même de connaître les lois de Solon, puisque de son

(1) Ce texte, ainsi que les suivants, est emprunté au *Recueil des lois grecques* de Sam. Petitus.

temps on conservait encore dans les archives de la ville d'Athènes les rouleaux sur lesquels le grand législateur les avait fait graver. (Plut., *Solon*, LII.)

L'action aboutissait à une peine pécuniaire, dont nous ignorons le taux ; il y a tout lieu de croire que la loi avait à dessein négligé de s'expliquer sur ce point : *Recte atque ordine factum est ; quippe cum non idem omnibus qui pulsati essent datum esset damnum, neque eadem quoque debebat esse multa.* (Sam. Pet., VII.I.) Il est probable que le juge se décidait d'après les circonstances, et que, pour guider son appréciation, la personne lésée devait estimer le tort causé.

Si au lieu de simples coups, il y avait eu blessure faite avec intention et dans le dessein de donner la mort, on agissait par l'action τραυματου εκ προνοιας ; la peine était alors plus grave : c'était l'exil et la confiscation des biens : *Si quis alterius corpus, aut caput, aut vultum, aut manus aut pedes destinato læserit vulnere, exulato a vulnerati patria et bona ejus publicantur.* — Si celui qui était ainsi envoyé en exil avait l'imprudence de revenir dans sa patrie, il encourait la peine de mort.

Solon ne s'était pas contenté de punir les coups et blessures ; Plutarque nous dit qu'il avait interdit la diffamation des morts : « Car c'est bien et dévotement fait de penser que l'on ne doit toucher aux trespassez non plus aux choses sacrées, et se doit on bien garder d'offenser ceulx qui ne sont plus en ce monde. » (Plut., trad. Amyot, *Solon*, XXXIX.) Les atteintes à l'honneur et à la réputation des vivants étaient également punies, mais ce que nous trouvons ici de remarquable, c'est qu'il n'y a pas de disposition générale : on se contente de réprimer le délit dans certaines de ses applications. Il semble en être de même dans la plupart des législations primitives ; le législateur a peine à généraliser dès le début, et il s'attache à des cas spéciaux ; c'est

la méthode que nous retrouverons appliquée dans la loi sabbatique, par exemple.

Une première disposition s'applique à la diffamation : *De nemine qui in vivis supersit detrahito inter sacra, in iudicium aut magistratum testimoniis aut in spectaculis*. (S. Pet., VII, 6.) Ce n'est donc pas toute injure, tout outrage ou diffamation qui est punie, c'est celle qui, par suite des circonstances de lieu, prend un caractère plus grave, celle qui est faite pendant un sacrifice, pendant une audience ou un spectacle. Dans tous ces cas, il y a une publicité qui aggrave certainement le délit ; l'ordre public est troublé : il faut sévir. Dans les deux premiers, une raison toute spéciale vient s'ajouter encore : la nécessité de faire respecter la justice et la religion. Petitus, commentant ce passage, dit que si l'on ne peut arriver à modérer les hommes au point de ne jamais se livrer à leurs colères, il doit cependant y avoir une limite, et que les sacrifices, les jugements, les spectacles doivent être respectés. — Plutarque avait dit avant lui « que c'estoit une licence trop dissolue de ne pouvoir tenir nulle part sa colère. » (Plut., *Solon*, XXXIX, tr. Amyot.)

La peine était dans ce cas de cinq drachmes : trois étaient allouées au plaignant à titre de dommages-intérêts : deux étaient versées au trésor public.

Ne faut-il pas conclure de la disposition que nous venons d'étudier que dans tout autre lieu que ceux énumérés par la loi, on eût pu injurier une personne sans courir aucun risque ? Malgré l'avis de quelques commentateurs, il me semble impossible de ne pas admettre cette solution. Les auteurs ont souvent remarqué le peu d'importance que les anciens attachaient à l'injure. Montaigne, parlant » de la coutume de si exactement poiser et mesurer les paroles, et d'y attacher nostre honneur, » nous dit : » Il est aysé à juger qu'elle n'e stoit pas anciennement entre les Romains

et les Grecs ; et il m'a semblé souvent nouveau et étrange de les voir se desmentir et s'injurier, sans entrer pourtant en querelle... Nous voyons la liberté des invectives qu'ils font les uns contre les autres, je dis les plus grands chefs de l'une et l'autre nation, où les paroles se revengent seulement par les paroles et ne se tirent à autre conséquence.» — A quoi bon faire une loi qui réprime l'injure si les mœurs n'en rendent pas la répression nécessaire ? Au début de la civilisation, le législateur est porté tout d'abord à sévir contre les délits les plus graves, le meurtre, le vol, etc. ; il ne peut tout prévoir, et l'injure, délit relativement peu important, ne doit pas attirer son attention.

... Pour des injures
Dis m'en tant que tu voudras :
Ce sont légères blessures,
Et je ne m'en fâche pas

(MOLIÈRE, *Amphitryon*, I 2.)

Plus tard seulement, lorsque la civilisation aura rendu les hommes plus sensibles, plus chatouilleux sur le point d'honneur, il sera temps d'agir et de réprimer un délit qui devient d'autant plus dangereux qu'il est souvent irréparable (1). Outre cette raison, qui ne pourrait conduire qu'à la probabilité, nous ne voyons rien dans la législation grecque qui s'oppose à notre opinion. Tout au contraire : nous venons d'étudier une disposition qui atteint les injures commises dans certaines circonstances, qui offrent une gravité toute particulière : on laisse donc de côté les injures simples !

C'est encore par système d'élimination que le législateur interdit de reprocher à quelqu'un un fait puni par la loi,

(1) Une mauvaise langue est plus qu'aucune arme de fer, et plus à craindre qu'un serpent. (Papon.)

comme par exemple d'avoir commis un homicide ou d'avoir jeté son bouclier. L'amende dans ce cas s'élève à 500 drachmes. Il nous faut supposer que le reproche n'est pas fondé pour que la peine soit applicable ; si le fait était réel, on pourrait, en le prouvant, échapper à l'action d'injure. Sam. Petitus, VII, v, s'appuie sur cette disposition pour démontrer que toute injure était punie chez les Grecs : *an vero licet alibi convicium facere ?* dit-il après avoir parlé de la défense relative aux injures faites dans les sacrifices, etc. *Non certe, dat enim lex actionem adversus eum qui alium conviciis incesserit, nec valeat demonstrare manifeste quicquam eorum quæ dixerit.*

L'argument ne saurait nous toucher ; au contraire, puisqu'il prouve que toute injure sera impunie si elle porte sur un fait vrai. D'un autre côté, la plupart des invectives ne reposent pas sur un fait ; ce sont de simples mots, et l'on ne voit pas quelle preuve on pourrait admettre pour ou contre. Il y aura donc deux classes d'injures impunies : celles qui ne contiennent l'allégation d'aucun fait et ne sont pas proférées pendant un sacrifice, une audience, un spectacle, et celles qui contiennent l'allégation d'un fait reconnu vrai.

Nous devons maintenant examiner à un autre point de vue cette disposition remarquable qui permet de faire la preuve des faits allégués : c'est établir une différence entre la diffamation et la calomnie : la diffamation est la divulgation de faits réels ou imaginaires ; en la réprimant, on échappe à la distinction si difficile à établir entre les faits vrais ou faux ; on tranche le mal par la racine. Si l'on se contente, au contraire, de réprimer la calomnie, la divulgation de faits portant atteinte à l'honneur ou à la considération ne sera punie qu'autant que les faits ne seront pas prouvés. C'est ce second système qu'avait adopté la légis-

lation grecque, et nous devons soigneusement le remarquer ; en droit romain nous verrons que la question est vivement débattue, et l'argument de ceux qui prétendent que la calomnie seule était punie à Rome, est précisément que les Grecs admettaient la preuve des faits allégués.

Si, dit-on, les Romains se sont inspirés, comme nous le croyons, de la législation grecque, ils ont dû consacrer le même système.

Dans l'ancien droit français, nous verrons dans certains cas, et au début surtout, faire cette distinction entre la calomnie et la diffamation. Aujourd'hui, le délit sera puni dans tous les cas ; on a considéré qu'il serait le plus souvent bien difficile de distinguer ce qu'il peut y avoir de vrai ou de faux dans une imputation : la permettre dans un cas, la défendre dans l'autre serait se créer des difficultés sans nombre, et des dangers d'une extrême gravité. Alors même que le calomniateur est atteint par la loi ; on ne se lave jamais si complètement d'une accusation qu'il n'en reste quelque chose ; d'un autre côté, si le reproche adressé est vrai, il ne semble pas juste que celui à qui a été condamné pour un fait se l'entende sans cesse reprocher : ce serait prolonger et même perpétuer sa peine et le pousser peut-être à la haine de la société.

Pour résumer en quelques mots cette rapide étude, disons que les lois de Solon ne semblent pas prévoir tous les cas d'injure, que les peines prononcées sont assez douces et presque toujours pécuniaires ; la divulgation de faits déshonorants y reste impunie, si le divulgateur prouve son dire. Mais, pour assurer avec plus de certitude la répression dans le cas où elle est prononcée, l'action en justice, dans notre opinion du moins, sera ouverte à tous.

CHAPITRE II

I^{re} SECTION

De l'injure en général

Après ces quelques mots sur la législation grecque, nous allons aborder le droit romain, dont l'étude sera plus intéressante et plus fructueuse, grâce à des sources fort nombreuses et souvent commentées.

Il s'agit tout d'abord de donner une définition de l'injure ; les auteurs se contentent généralement de citer des exemples, sans donner aucune définition, et, si nous considérons la multiplicité des formes qu'elle peut revêtir, les éléments divers dont elle peut se composer, nous serons tentés de dire que l'injure se sent plutôt qu'elle ne se définit, et que c'est au pouvoir arbitraire du juge de décider de son existence. Nous pouvons cependant dire avec Ulpien, I, § 2, *D. de inj.* : *Injuria fit in corpus, ad dignitatem, vel ad infamiam*, et traduire ainsi le texte : « L'injure est une atteinte portée au corps, — à la considération — ou à l'honneur d'une personne. » Cette définition, très large et un peu vague, nous semble convenir à toute espèce d'injure.

Si nous voulons maintenant, pour mettre quelque clarté dans notre sujet, établir des distinctions entre les diverses sortes d'injure, nous en trouverons une première adoptée par tous les auteurs, celle qui repose sur le caractère plus ou moins grave de l'injure ; nous verrons bientôt ce qu'il faut entendre par injure légère, — injure atroce. Nous adopterons, en outre, la distinction établie par Labéon, I, § 1, *D. h. t.* L'injure peut se commettre *re aut verbis*, — en

y joignant cependant l'injure *litteris* que Labéon semble oublier, bien qu'elle fût sévèrement punie par les lois romaines.

Nous examinerons donc d'abord les caractères généraux de l'injure, en indiquant les circonstances qui peuvent la rendre atrox : nous passerons ensuite en revue les injures verbales, réelles, écrites.

SECTION II

Caractères généraux de l'injure

Comment arriver à reconnaître l'injure ? Faut-il s'attacher uniquement à la définition que nous venons de donner, et dire qu'il y aura injure toutes fois qu'une atteinte aura été portée à la personne physique, à l'honneur ou à la considération d'autrui ? Non certes : si l'on frappe quelqu'un en se jouant ou en luttant, nous dit Ulpien (L. 3, § 3, *D.*, *h. t.*), il n'y a pas lieu à l'action d'injure ; — et Paul dans la loi 4 : « Si je veux frapper mon esclave et que sans le vouloir j'atteigne un voisin, je ne serai pas tenu de l'action d'injure. » C'est qu'il faut, outre l'atteinte, l'intention d'injurier, l'*animus injuriandi*. — On peut dire qu'aucun autre caractère de l'injure n'est fixe ; l'intention seule doit toujours exister, quel que soit le dommage causé, et c'est là un critérium infaillible.

Le *furiosus*, l'*impubes* et celui qui n'est pas *doli capax* peuvent souffrir une injure, mais ne peuvent en commettre, nous dit Ulpien (3, 1, *D.*, *h. t.*), car l'injure consistant dans l'intention de celui qui la fait, il nous faudra dire que ces personnes, qu'elles aient frappé ou proféré des outrages, ne doivent pas être regardées comme coupables d'injure. — De même dans la loi 3, § 2 : on peut souffrir une injure sans la

ressentir : mais on ne peut injurier qu'avec l'intention de le faire.

Avec notre critérium, il devient aisé de donner des solutions à différentes questions de détail qui ont été soulevées par les commentateurs : si on tourne en dérision un bossu, un chauve ou, en un mot, si l'on reproche à une personne un défaut physique, y a-t-il injure ? La raison de douter vient de ce qu'en définitive un tel reproche, s'il porte sur un vice évident, n'apprend rien à personne, puisque chacun est à même de remarquer ce vice ; en outre, il n'entache en rien l'honneur. Mais il n'y a là, selon nous, qu'une question d'intention. — Si vous amenez la populace pour vous venger d'un homme contrefait, croirez-vous donc n'être pas plus coupable que celui qui a employé à l'égard d'une personne quelconque un terme grossier ? Les suites ne sont-elles pas évidemment plus fâcheuses, dans le premier cas que dans le second ?

Puisque c'est l'intention en elle-même qu'il faut avant tout considérer, il nous faut décider que celui qui veut injurier une personne et s'adresse par erreur à une autre, n'en aura pas moins commis le délit, et sera passible de l'action. (L. 3, § 2, *in fine*, D., *h. t.*)

Voet, dans son commentaire des *Pandectes*, décide que l'on devrait donner l'action d'injure contre celui qui, en état d'ivresse, aurait injurié quelqu'un ; « bien que les ivrognes aient perdu une partie de leur raison, dit-il, ils sont coupables de s'être enivrés, surtout s'ils savent ne pouvoir supporter la boisson. » Mais je pense que c'est là une solution trop absolue et qu'on devra toujours examiner si en fait il y avait mauvaise intention et raison suffisante pour comprendre la portée de ses actes.

Si l'intention coupable est l'élément essentiel de l'injure, il est bien entendu qu'il faut, pour qu'elle tombe sous

le coup de la loi, qu'elle se soit manifestée extérieurement au détriment d'une personne certaine. Le texte de l'édit du préteur porte : *Qui adversus bonos mores convicium cui fecisse...* (L. 15, n° 1, D., *h. t.*), — le mot *cui* indique précisément qu'il faut que l'injure soit adressée à une personne certaine : *nam si incertæ personæ convicium fiat, nulla executio est.* (*Id.* § 9.)

Les manifestations extérieures de l'intention injurieuse sont accompagnées de circonstances qui rendent l'injure plus ou moins grave suivant la cause, la personne, le lieu, le temps et la qualité.

A. — LA CAUSE. — Il ne saurait y avoir injure sans intention coupable, comme nous venons de le voir, et il est des cas où l'on présume qu'elle n'existe pas.

On ne saurait considérer comme injurieux les reproches adressés, ou les corrections données par un maître à son élève, un père à son fils. (L. 16, § 2, D., *de pœnis*). De même celui qui ne fait qu'user d'un droit ne commet pas d'injure (L. 13, § 1, D., *h. t.*) — Un magistrat qui n'a pas l'intention d'injurier, mais seulement de donner satisfaction à la vindicte publique, ne peut être poursuivi par l'action d'injures alors même qu'il fait un acte qui peut paraître outrageant pour une personne. (L. 33, D. *h. t.*)

B. — LA PERSONNE. — Elle doit être considérée du côté de l'offenseur et du côté de l'offensé ; on ne doit pas admettre qu'un délit commis par un homme libre soit puni comme s'il était commis par un esclave ; celui qui se rend coupable envers son maître ou son père mérite une peine plus grave que s'il s'agissait d'un étranger. (16, § 3 D., *de pœnis*.)

C. — LE LIEU. — On pourrait entendre par là l'endroit du corps où la blessure a été faite, ou le coup porté ; nous verrons par exemple que crever un œil est une injure atroce,

alors qu'un coup donné dans la poitrine peut n'être qu'une injure légère. — Par *locus* on entend plus généralement le lieu où l'injure a été commise, de quelque genre qu'elle soit du reste. En ce sens l'injure commise sur une place publique ou dans un théâtre sera plus grave ; celle qui n'a eu qu'une publicité restreinte le sera moins. (*Inst.*, § 9, de *inj.*)

D. — LE TEMPS. — Attendre quelqu'un la nuit en embuscade, sera plus sévèrement puni que l'attaquer en plein jour ; il y a plus de perversité à commettre une faute préparée de longue main, plus de lâcheté à l'exécuter dans l'ombre.

E. — QUALITAS. — L'injure sera plus ou moins grave selon les termes employés, les coups donnés, etc. Par exemple, frapper du poing sera moins grave que frapper d'un bâton.

SECTION III

Injures légères et injures atroces

Les différentes circonstances que nous venons de passer rapidement en revue servent à établir deux classes d'injures : les injures légères et les injures atroces.

C'est le pouvoir arbitraire du magistrat qui devra décider si l'offense doit être comprise dans la première ou la seconde catégorie ; il serait inutile de chercher un critérium qui permît de faire la distinction à première vue : tout dépend des circonstances ; du reste, les jurisconsultes se bornent à signaler la division, en donnant des exemples : l'injure sera *atrox vel ex facto, veluti si quis ab aliquo vulneratus fuerit, vel fustibus cæsus : vel ex loco, veluti si cui in theatro, vel in foro, vel in conspectu prætoris, injuria facta sit.*

(*Inst.*, 4, 4, § 9.) Le caractère d'atrocité peut résulter de cette circonstance que la personne injuriée est un magistrat, un sénateur, un père, un patron, en un mot de toute circonstance qui aggrave la faute du coupable.

Ulpien se demande s'il faut, pour que l'injure soit atroce, qu'elle atteigne le corps; peut-on dire qu'il y ait injure atroce à couper le vêtement d'une personne, à éloigner d'elle ses suivants, à proférer contre elle une injure verbale. Pomponius se prononce pour l'affirmative : la considération de la personne peut suffire à donner le caractère d'atrocité. (9 pr., *D.*, *h. t.*) — Ces différences semblent à première vue de peu d'importance, et l'on pourrait croire que la décision était laissée à l'arbitraire du magistrat : il n'y a pas d'intérêt à insister plus longtemps. — Nous y reviendrons cependant à propos de la répression : l'estimation de la peine ne se fait pas de la même manière en cas d'injure simple ou d'injure atroce; d'autre part, certaines personnes ne peuvent être poursuivies que pour injures atroces : par exemple, le patron ne peut être poursuivi par son affranchi lorsqu'il ne s'agit que d'injure légère. (7, § 2, *D.*, *h. t.*) Le prêteur ne peut admettre que l'esclave d'hier, libre aujourd'hui, vienne se plaindre parce que son maître lui a dit quelque injure ou l'a corrigé; il ne doit aussi accorder à un enfant émancipé l'action d'injure qu'avec beaucoup de circonspection et dans le cas seulement où elle serait atroce. (7, § 3, *D.*, *h. t.*)

SECTION IV

Injures verbales, réelles, écrites

Jusqu'ici nous n'avons examiné que des points généraux, des circonstances qui peuvent se présenter dans toute es-

pèce d'injure; il nous reste maintenant à entrer dans le détail et à étudier séparément les trois classes dont nous avons déjà parlé.

A. — INJURES VERBALES. — Nous devons comprendre sous ce terme non seulement l'invective proprement dite mais même tous propos outrageants tenus sur le compte d'autrui; l'injure verbale est quelquefois désignée par le terme général de *contumelia*, plus souvent par le mot *convicium* (L. 1, § 1, *D., h. t.* — L. 15, § 3 et 4, *id.*). *Convicium dicitur vel a concitatione, vel a conventu hoc est a collatione vocium: cum enim in unum complures voces conferuntur, convicium appellatur quasi convocium.* Cette expression nous semble correspondre dans bien des cas à ce que nous appellerions aujourd'hui charivari; dans d'autres cas, c'est un scandale, un attroupement, provoqué contre une personne. *Convicium est quum quis in celebri aliquo urbis loco contumelia tali me afficit, ut eam ob causam magna hominum turba concurrat.* (Théoph.) L'injure verbale s'appelle aussi *maledictum*, terme plus général, puisqu'Ulpien nous dit: *non omne maledictum convicium esse.* Tous les auteurs ne semblent pas du reste s'accorder sur la signification exacte qu'il faut donner à ces deux termes.

L'injure verbale peut être faite en présence ou en absence de la partie (L. 15, § 7. *D., de inj.*); elle peut être directe ou indirecte, comme dans le cas où l'on se moque d'une personne en la louant par dérision, où l'on se vante de n'avoir jamais commis tel ou tel acte, en laissant à entendre qu'un autre l'a commis: *ego saltem homicida non sum.* (Voet.)

Il se peut du reste que le terme employé n'ait rien d'injurieux par lui-même, mais qu'il soit rendu tel par l'intention coupable qui l'a dicté; c'est ainsi qu'il peut y avoir injure à reprocher à quelqu'un d'être pauvre, men-

diant, aveugle, chauve, etc. On ne doit pas en effet permettre que l'offensé soit impunément tourné en dérision et devienne un objet de mépris.

L'injure verbale était sans doute fort commune même en justice à Rome, et nous en voyons de nombreux exemples dans les différents auteurs. Dans le *Pro Cluentio*, Cicéron accuse un juge, Stalénus, d'avoir été vendu à Oppianicus, il le dit l'intrigant le plus habile à trouver des ressources, le plus effronté à les mettre en œuvre; il l'accuse d'avoir deux ans auparavant reçu et dissipé six cent mille sesterces destinés à corrompre les juges; d'en avoir extorqué six cent quarante mille à Oppianicus, promettant de lui acquérir des voix, et de se les être ensuite appropriés. Il ne ménage pas plus Bulbus, un autre juge. (*Pro Cluent.* XXIV, trad. Nisard).

Dans le *Pro Roscio*, il reproche à un certain Fimbria d'avoir essayé d'assassiner Scévola, il ne craint pas de dire à Erucius, l'accusateur : « Comment parlez-vous des sentiments qu'un père peut avoir pour son fils. *Si tibi fortuna non dedit ut a patre certo nascerere, ex quo intelligere posses qui animus patrius in liberos esset.* (*Pro Ros.*, 16.)

Il ne semble pas du reste que, pendant longtemps au moins, on se soit occupé des injures dites au cours de plaidoiries; bien qu'elles eussent plus de retentissement que les autres, il semblait peut-être que le droit de la défense les devait faire excuser. Plus tard, nous trouvons une constitution des empereurs Valentinien et Valens qui recommande aux avocats de se garder des injures et de ne dire que ce qui peut être utile pour la défense.

B. — INJURES *re*. — Les auteurs donnent à cette classe la dénomination de *injuria re* — ou *facto*. (Theoph., liv. IV, tit. IV, § 1^{er}.)

Peu importe le terme employé, pourvu qu'il soit assez large pour comprendre toute injure qui ne sera ni verbale

ni écrite. — Ce sera une injure réelle que de frapper ou blesser quelqu'un, de l'appeler en justice sans raison et seulement pour lui causer un désagrément (43, § 3, *D.*, de *injur.*), — de le poursuivre comme esclave fugitif alors qu'on le sait libre (22, *D.*, de *inj.*), de le couvrir de fumier ou de boue, de l'enfumer par malice s'il demeure au-dessus de vous (44, *D.*, de *inj.* — *Sent. Paul.* V, 4, 15) ; de troubler son esprit en lui administrant des drogues (15 pr., *D.*, *h. t.*) Ce serait aussi un fait injurieux que d'appeler des jeunes filles, *id est pudicitiam earum blanda oratione adtentare* ; de leur tenir des propos obscènes, d'éloigner d'elles les personnes chargées de les accompagner, que ce soit par force ou persuasion ; de suivre avec insistance une mère de famille. (*Inst.*, § 4, de *inj.* — 15, § 15, et *S.*, *D.*, *h. t.*)

L'action d'injures protégerait encore celui que l'on voudrait empêcher de jouir d'un droit, de pêcher dans la mer qui est commune à tous, etc. (43, *D.*, *h. t.*)

On pourrait citer bien d'autres exemples, car ils abondent dans les textes ; mais ceux-ci peuvent suffire à donner une idée de l'injure réelle. Mille circonstances diverses peuvent se produire qui modifieront les espèces : c'est au juge de les apprécier après avoir étudié les faits.

C. — *INJURE scriptis ou litteris* — Elle est plus grave que l'injure verbale, puisqu'elle a un caractère de persistance fort dangereux ; elle est plus lâche puisqu'elle permet de semer sous le couvert de l'anonyme la calomnie et la diffamation. A Rome ce genre d'injure était fort répandu sous le nom de *libellus* ou *carmen famosum*. C'était souvent une pièce de vers satiriques, ou même un simple écrit en prose, — ou bien une chanson *cantica* (*Sent. Paul.* V, 4, 15), ou toute autre composition de nature à nuire à l'honneur d'autrui. On se montrait fort sévère pour ces sortes d'ouvrages : l'intérêt public demandait une protection efficace

de la réputation de tous, et l'on flétrissait également tous ceux qui se rendaient coupables de ce délit ; s'il s'agissait d'une chanson, on sévissait contre le compositeur et le chanteur, qui risquaient la relégation dans une île.

Une constitution des empereurs Valentinien et Valens, qui forme la loi unique au *Code de famosis libellis*, recommande à tout individu qui trouve un libelle de le détruire ; si au lieu de le brûler, il le répand dans le public, il en sera considéré comme l'auteur.

Les anciens auteurs se sont préoccupés de la question de savoir si le libelle devait être qualifié de diffamatoire au cas seulement où il serait anonyme. — Il est vrai que généralement le libelle ne portera pas de signature, mais qu'importe qu'il y ait ou non une signature si le libelle est écrit *ad infamiam alicujus* ? Le mal commis serait-il moins grand ? Et ne serait-il pas injuste, comme nous le fait remarquer Voet (*Com. ad. Pand.*) que les plus impudents en proclamant leur nom puissent se déchaîner en violentes injures alors que les plus timides seraient punis des peines les plus sévères ? Les crimes commis le plus ouvertement ne sont-ils donc, pas ceux qu'il importe de réprimer tout d'abord, puisqu'ils dénotent chez leur auteur une plus grande perversité, une corruption plus grave ?

Un point à remarquer à propos du libelle, c'est que, contrairement à l'injure verbale, qui ne pouvait être poursuivie lorsqu'elle s'adressait à une personne incertaine (15, § 9, *D., de inj.*), il était puni même alors qu'il était impossible de découvrir quelle personne on avait voulu atteindre. Un sénatus-consulte spécial l'avait décidé ainsi. (*L. 6. D., de injur.*)

CHAPITRE III

SECTION I

Qui est coupable d'injure ? qui peut être poursuivi par l'action d'injure ?

Celui là est coupable d'injure qui, ayant conscience de ses actes a l'*animus injuriandi*. C'est ce que nous avons déjà dit en traitant de l'intention : le *furiosus* ne peut donc commettre une injure, pas plus que l'impubère qui n'est pas *doli capax*.

Il importe peu du reste qu'on agisse pour son compte ou pour le compte d'autrui, car le délit existe dans les deux cas ; il importe peu aussi que l'on ne soit que mandant, et qu'on n'ait rien exécuté par soi-même : *fecisse convicium non is tantum videtur qui vociferatus est, verum is quoque qui concitavit ad vociferationem alios, vel qui summisit ut vociferentur*. (15, § 8, *D., h. t.*). Il en serait de même au cas où il s'agirait de libelles diffamatoires. (5, § 9, *D., h. t.*) Il semble contraire à la règle qu'il n'est point de mandat pour les choses honteuses, de punir le mandataire et le mandant, mais ce n'est point le mandat qui permet de rechercher le mandant ; on agira directement contre lui en vertu du délit commis, puisqu'il a tout le premier l'*animus injuriandi*, (17 § 7, *D., h. t.*) — « Si je t'ai soudoyé pour faire une injure à quelqu'un, nous dit Ulpien (11, § 3 et 4, *D., h. t.*), nous serons tous deux tenus de l'action d'injure : moi pour avoir donné le mandat, toi pour l'avoir accepté. »

SECTION II

Injures commises par des esclaves

Si le délit est commis par un esclave, il sera plus grave que s'il était commis par un homme libre, d'après ce principe qui veut que la considération de la *personne*, tant celle de l'offenseur que de l'offensé, serve à l'appréciation de l'injure. — *Crescit enim contumelia ex persona ejus qui contumeliam fecit.* (17, § 3, *D., h. t.*) Une autre particularité relative à l'injure commise par l'esclave, c'est qu'elle peut, comme tout autre délit, donner lieu à l'abandon noxal.

Si un esclave a commis une injure, le maître peut choisir entre le paiement de l'estimation du litige et l'abandon noxal de l'esclave, car, nous dit Gaius (IV, § 75), *erat iniquum nequitiam eorum (servorum) ultra ipsorum corpora dominis damnosam esse.* Lorsque le maître a fait ainsi l'abandon noxal de son esclave, la propriété en est transmise à perpétuité à celui qui a souffert de l'injure, mais, pour adoucir la situation de l'esclave, le préteur interviendra pour l'affranchir, même contre le gré de son nouveau maître, quand il aura fait des acquisitions suffisantes pour désintéresser du délit commis. C'est le préteur qui avait introduit l'action noxale en matière d'injure. (*Inst.*, IV, VIII, 4.)

Le maître, s'il le préférait, pouvait remettre son esclave pour être frappé de verges, et donner ainsi satisfaction à celui qui avait reçu l'injure; le préteur laissait alors au juge le soin de décider, *quasi boni viri arbitrato*, le nombre de coups que devait recevoir l'esclave. (17, § 5, *D., h. t.*) Et quand une réparation de ce genre avait été donnée à l'injurié, il ne pouvait plus agir contre le maître, étant considéré comme ayant reçu pleine et entière satisfaction.

Si l'esclave avait agi sur l'ordre du maître on pouvait certainement poursuivre le maître. Faut-il donner la même décision au cas où depuis le délit l'esclave a été affranchi ? Labéon veut que l'action soit donnée contre l'esclave lui-même, *quia et noxa caput sequitur, et non in omnia servus domino parere debet.* (17, § 7, D., h. t.) Ces derniers mots font allusion à une disposition de la loi qui veut que, dans le cas où il ne s'agit que d'injure légère, l'esclave qui a obéi au maître soit excusé, le mandant étant seul tenu. — Quand il s'agit d'un délit qui n'a rien d'atroce, trouvons-nous dans la loi 157. D. de reg. jur., on pardonne aux esclaves qui ont obéi à leur maître. De même dans la loi 41, § 7, D., *quod vi au, clam : Ad quædam quæ non habent atrocitatem facinoris vel sceleris ignoscitur servis, si vel dominis vel his qui vice domino-rum sunt obtemperaverint.* Ne pouvons-nous pas étendre ces dispositions et conclure en nous appuyant sur les motifs qui ont inspiré le législateur, que toutes les fois qu'il ne s'agira pas d'injure atroce, si celui qui a agi pour le compte d'autrui a été dans la nécessité d'obéir, il ne pourra être poursuivi ? La loi romaine était fort dure pour les esclaves, et si quel qu'exception leur était accordée, nous pouvons supposer qu'elle le serait à tout autre, à un fils de famille, par exemple, s'il avait agi sur l'ordre de son père. Cependant on pourrait nous opposer la loi 41, § 5, D., de inj., qui donne deux actions d'injures à celui qui a été injurié par un fils obéissant à son père ; mais nous pensons que cette loi n'a trait qu'aux injures atroces.

SECTION III

Excuses que peut invoquer celui qui est poursuivi pour injures

Nous pouvons citer tout d'abord le cas où, conformément à ce que nous venons de dire, un esclave n'aurait fait qu'obéir à son maître, un fils à son père, en remarquant toutefois que cette excuse ne pourra s'appliquer qu'en cas d'injure légère.

Outre cette première excuse, nous en trouvons toute une série fondées sur cette présomption que l'intention délictueuse n'a pas existé. Par exemple, le préteur qui fait incarcérer celui qui a contrevenu à ses décrets, le citoyen qui s'oppose à ce que des honneurs soient décernés à une personne indigne, le duumvir qui impose à quelqu'un une charge onéreuse en dehors de son tour, ne sont pas tenus de l'action d'injure (13, § 1 et s., *D.*, *h. t.*).

Il faudra donner la même solution au cas où quelqu'un, interrogé dans les limites de son art, aura fait une réponse qui peut porter dommage à quelqu'un, le priver par exemple d'une place qu'il sollicite, et à laquelle il serait impropre. C'est ainsi que le devin ou l'astrologue, consulté sur le compte d'une personne, ne peut être poursuivi par l'action d'injure pour l'avoir dite voleuse, alors qu'il n'en était rien. Il est vrai que l'astrologue n'y gagne rien, puisqu'il est poursuivi en vertu des constitutions. (15, § 13, *de inj.*)

En un mot, dans tous les cas où l'on présume l'absence d'intention criminelle, pas d'action d'injure. Mais quid dans les cas où il n'y a pas de raison pour se décider? Est-ce à l'accusé de prouver qu'il n'y a pas eu intention d'injurier, ou bien est-ce au plaignant de prouver qu'elle a

existé ? *Actori incombis probatio*, dit l'axiome ; ce sera donc au plaignant à faire la preuve. Cependant, nous verrons que du moins à partir d'une certaine époque, on avait admis le demandeur à déférer le serment au défendeur, et que ce dernier devait sous peine d'être condamné, jurer qu'il n'avait pas commis d'injure. Avant que l'on eût établi cette règle, une difficulté pouvait se présenter quand l'accusé s'était servi de paroles ambiguës ; devait-il alors être considéré comme coupable d'injure, s'il reconnaissait avoir prononcé les paroles, sans du reste vouloir donner d'explication ? Nous ne le pensons pas : on ne doit présumer l'existence du délit que lorsqu'on ne peut admettre d'autre interprétation.

Nous pensons, au contraire, que si les paroles, par leur signification ordinaire eussent été outrageantes, c'eût été au défendeur à démontrer qu'il n'avait pas eu d'intention coupable. (3, *C. de inj.*)

Nous arrivons ici à une question fort controversée : celui qui a révélé certains faits portant atteinte à l'honneur d'une personne peut-il échapper à la rigueur des lois en prouvant la vérité de ce qu'il avance ? Nous avons déjà vu que dans la législation de Solon, la preuve était permise. Plusieurs auteurs, s'appuyant sur la légende que nous avons rapportée, de délégués romains allant étudier le droit en Grèce, prétendent qu'évidemment le principe romain doit être le même que celui des Athéniens (Chassan, *Délits et contraventions de la parole et de la presse*, I, p. 453). Il est vrai que l'on ne trouve nulle part de disposition bien précise en ce sens. La loi des XII tables contient deux dispositions, l'une punissant l'injure verbale, l'autre le *carmen famosum*, mais il n'y est rien dit de la preuve à faire ; il ne faut pas prétendre que ce soit là un oubli et qu'il faille compléter la loi romaine par la loi grecque : en

effet, si la loi romaine est complètement originale comme le prétendent quelques-uns, il n'y a aucune raison de se référer à une législation qui n'a pu avoir aucune influence sur ses dispositions. Si, au contraire, elle a été tirée, au moins pour partie, de la loi grecque, il est certain que par cela même qu'elle ne rapporte pas une disposition expresse de ladite loi, elle n'a pas entendu se l'approprier. Il nous semble donc que dans les deux cas, en partant de principes différents, on doit arriver à la même solution.

On ne trouve donc rien dans la loi des XII tables ; examinons rapidement les divers documents qui, dans les œuvres postérieures, ont été invoqués à l'appui de l'opinion que nous combattons.

On cite d'abord un fragment d'Horace :

..... Si quis
Opprobriis dignum laceraverit integer ipse,
Solventur risu tabulæ, tu missus abibis.

On s'accorde à dire qu'il s'agit là de la loi des XII tables, mais on diffère sur l'explication à donner à ces mots : *Solventur risu tabulæ*. M. Grellet-Dumazeau (liv. III, ch. I, *Traité des injures et de la diffamation*) pense que le préteur avait introduit un cas d'excuse dans son édit, particulièrement rédigé dans le but de tempérer par l'équité les rigueurs du droit. Cette explication est très plausible ; cependant, il ne nous semble pas que ce texte doive être invoqué dans la matière qui nous occupe. En effet, en le considérant sans parti pris, on voit qu'il signifie seulement que si celui qui est *integer* attaque celui qui est *opprobriis dignus*, les juges l'absoudront. En premier lieu, nous ferons remarquer qu'il ne s'agit pas ici de tout individu qui aurait commis un délit quelconque que l'on s'engagerait à prouver ; l'*opprobriis dignus* sera un homme perdu de réputation, un homme dont l'*existimatio* est fort entachée, mais

non pas celui qui aurait subi une simple condamnation, par exemple, pour un motif de peu de gravité, et serait ensuite devenu fort honnête homme. — Ensuite, pourquoi ces mots : *integer ipse*, si la preuve est admise, elle doit l'être en tous cas ; on ne peut donc conclure du texte qu'il y a une règle générale qui serait ainsi conçue : *veritas excusat*. Nous allons même plus loin que M. Dumazeau : selon nous, rien de fixe : il ne s'agit que d'une question d'appréciation et non d'une règle établie par le préteur : la loi existe, mais il est des cas où l'on n'aura pas le courage de l'appliquer !

En fait, l'acquittement, dans des circonstances analogues à celle prévue par notre texte, ayant lieu presque toujours, il dut se former une jurisprudence en ce sens. Mais nous ne croyons pas que l'édit contînt de disposition à ce sujet.

Nous croyons que c'est une allusion à cette jurisprudence que contient la loi 18 pr. *D.*, de *inj.*

C'est un commentaire de Paul sur l'édit :

Eum qui nocentem infamavit non esse bonum, æquum ob eam rem condemnari, peccata enim nocentium nota esse et oportere et expedit.

On peut dire que cette loi a été, et est encore le pivot de la discussion qui nous occupe. Nous ne voulons pas citer tous les systèmes auxquels elle a donné lieu. Boerius en comptait sept, paraît-il (Grellet-Dumazeau, p. 323, n° 1).

Nous nous contenterons de citer deux systèmes qui semblent se présenter le plus naturellement à l'esprit pour expliquer le passage de Paul :

1° La diffamation portant sur un fait vrai ne doit pas être punie : *veritas convicij excusat*. Ce système, trop affirmatif et trop général peut-être, n'a guère de partisans. Il a été soutenu par M. Chassan (I, p. 453).

2° Dans un second système on pense qu'il y a un lien intime entre la première et la seconde phrase, et qu'il faut

bien se garder de les traduire isolément. La seconde phrase sera en quelque sorte une explication de la première, en même temps qu'elle en atténuera la généralité. On ne punit pas le détracteur qui prouve son dire, parce qu'il importe de punir les coupables, mais par cela même que telle est la raison qui sert d'excuse, il faut en conclure que l'impunité cessera toutes les fois qu'il n'y aura pas intérêt pour la société à connaître les faits révélés. Il n'y a pas à présumer, nous dit Voet (1), que celui qui pouvait agir dans un but louable et profitable à l'État ait voulu agir avec l'intention coupable d'injurier. Mais s'il n'y a rien dans les faits dévoilés qui puisse intéresser la république, comme s'il s'agit d'une infirmité corporelle, d'un crime dont la peine a été subie, il y aura lieu à l'action d'injure malgré la vérité du fait : il ne peut y avoir ici place pour une présomption de bonne intention.

Nous croyons pour nous qu'il ne faut pas chercher dans la loi de Paul plus qu'elle ne semble dire à première lecture : nous ne voyons là qu'une réflexion inspirée par le texte de l'édit, et une allusion à une jurisprudence de fait et non de droit.

Ne voyons-nous pas que l'action d'injure n'est pas donnée dans tous les cas, et spécialement qu'elle n'est accordée que lorsqu'il y a *injuria facta adversus bonos mores* ? (15, D., § 2 et 38, de inj.). Cette seule condition *adversus bonos mores* ne fera-t-elle pas excuser dans bien des cas celui qui semble coupable ? Eh bien ! celui qui *nocentem infamavit*, en général du moins, n'aura pas diffamé *adversus bonos mores*, puisqu'il importe de connaître *peccata nocentium*. Tout du reste peut être ramené à une question d'intention, et c'est ce qui nous porte à ne voir aucune règle spéciale dans notre texte, mais bien l'application des principes géné

(1) Voet, *Commentaire ad Pandectas, De injuriis*.

raux ; ne voit-on pas ailleurs que celui qui s'oppose à ce qu'on décerne des honneurs à quelqu'un ne peut être considéré comme coupable d'injure (13, § 4, *D., de inj.*). Il aura pourtant révélé l'indignité de celui qui les brigait, mais il l'a fait dans une bonne intention, il n'a pas voulu que l'on donnât à tort une récompense imméritée. Notre opinion se rapproche ainsi de celle exposée par la plupart des commentateurs dans l'ancien droit : pour eux, *veritas convicii non excusat*, sauf si l'État est intéressé à la révélation. Pour nous, rien de fixe, pas de critérium qui permette de donner une solution à priori : tout dépendra des circonstances et de l'appréciation du juge.

Il nous reste à parler d'une loi qui a été souvent invoquée et interprétée en sens divers, la loi 5 au Code, *de inj.* Les empereurs Dioclétien et Maximin écrivent à un nommé Victorinus, qui leur a demandé avis dans une circonstance qui l'embarrassait. Voici la réponse :

Si non convicii consilio te aliquid injuriosum dixisse probare potes : fides veri a calumnia te defendit. Si autem in rixam inconsulto calore prolapsus homicidii convicium objectisti, et ex eo die annus excessit : cum injuriarum actio annuo tempore præscripta sit, ob injuriæ admissum conveniri non potes.

Un premier système traduit *veri* par vérité du fait allégué : « Si tu n'as pas eu l'intention d'injurier et que le fait que tu as allégué soit vrai... » Cela signifie alors qu'il faut pour échapper à l'action d'injures prouver : 1° qu'on n'a pas eu l'intention d'injurier ; 2° que le fait avancé est vrai (1).

La première proposition me semble toute naturelle : un mot a été dit qui a une signification injurieuse : il y a présomption d'injure. Prouvez le contraire si cela vous est possible.

(1) M. Chassan, p. I, liv. II, chap. VII, voit là une confirmation de son système : *veritas convicii excusat*.

Quant à la seconde, je ne la crois pas exacte. La construction de la phrase ne peut permettre une semblable traduction, et ce serait le cas de dire : *incivile est nisi tota lege inspecta judicare*. Tout se tient, et c'est vouloir tomber dans l'erreur que de travailler sur un membre isolé. Voici selon nous les deux cas prévus : si tu as dit quelque chose d'injurieux, mais que te puisses prouver qu'il n'y avait pas de ta part intention d'injurier, cette preuve faite te mettra à l'abri de l'action. Mais si, dans une dispute, te laissant entraîner à une colère irréfléchie, tu as reproché un homicide, etc. Dans ce second cas, il sera impossible à Victorinus de prouver qu'il n'y a pas intention coupable, le fait est patent, évident. Il est donc certainement coupable et rien ne peut le protéger sauf la prescription. Cette explication nous semble être parfaitement exacte ; elle suit le sens naturel des mots et respecte la liaison des idées, alors que le système que nous avons exposé ne tient pas compte du « *si autem* » qui relie évidemment la première hypothèse à la seconde, et les met en opposition l'une à l'autre. D'ailleurs, en étudiant isolément la première phrase, on voit qu'elle contient deux parties distinctes : *si non convicti, etc.*, — *et fides veri*. Il y a une condition à remplir pour être à l'abri de l'action, — si cette condition est remplie..., tel est nous semble-t-il le sens qu'il faut donner à la phrase ; les mots *fides veri* se rapportent directement à ce qui précède et ne doivent pas être pris comme ayant un sens distinct et séparé, comme ayant trait à la vérité du fait allégué, qui viendrait se greffer ici je ne sais trop pourquoi.

Comment expliquer alors le *si autem* de la phrase suivante ? Et dans cette seconde phrase, distingue-t-on entre le fait vrai ou faux, ou dit-on qu'il soit l'un ou l'autre ? Il est probable du reste, que Victorinus n'avait pas dans sa

lettre précisé les faits injurieux, et que les empereurs prennent le premier exemple venu ; dans la première phrase, ils emploient un terme fort général : *aliquid injuriosum* ; dans la seconde, au contraire, le fait est spécial : *homicidii convicium objecisti*. Selon nous, l'opposition qu'ils ont voulu marquer par le *si autem* est une opposition entre le cas où il y a, et celui où il n'y a pas intention coupable. Et c'est là une simple application des principes, qui veulent que celui-là seul soit coupable d'injure qui a eu l'intention coupable (3, § 1, *in fine*, D., *de inj.*)

Pour résumer cette discussion, disons que notre opinion est qu'en principe la loi romaine n'admet pas que la preuve d'une allégation puisse excuser le détracteur, mais que la réunion de diverses circonstances et surtout la considération de la personne pourront quelquefois faire refuser l'action.

CHAPITRE IV

SECTION I

Qui peut être injurié ? qui peut exercer l'action d'injures ?

Pour acquérir l'action d'injure il faut être homme libre, mais cette condition suffit, et l'on n'exige pas que l'injurié se rende compte de l'injure qui lui a été faite : ainsi le *furius*, l'*impuer* peuvent souffrir une injure. (D., 3, § 1 et 2, *de inj.*)

En sens inverse, l'esclave, qui ressent fort bien une injure, n'aura aucune action parce qu'il n'est pas considéré comme une personne, *quia nullum caput habet*. (Gaius, III, 222,

Inst., de cap. dimini., § 4.) Cependant en fait l'injure faite à un esclave est le plus souvent punie, parce que le maître agit comme s'il était lui-même injuré. (*D.*, 1, § 3, *de inj.*) D'autre part, le préteur avait apporté un remède à la situation trop dure des esclaves, en déclarant qu'il punirait ceux qui frapperaient l'esclave d'autrui ou lui appliqueraient la question sans l'ordre de son maître : alors même qu'on n'aurait pas eu ainsi l'intention d'injurier le maître de l'esclave, le préteur sévira parce qu'évidemment l'esclave a ressenti une telle injure. (15, § 35, *D.*, *de inj.* — En ce sens aussi *L. I.*, *C. de inj.*)

S'il s'agit d'injure faite par un maître à son propre esclave, il n'y a pas en droit de répression possible. Mais les constitutions des empereurs avaient même en ce cas donné un certain droit à l'esclave et amélioré sa situation, Ulpien (2, *D.*, *de his qui sui vel alien. jur.*) et Justinien (I, VIII, § 2), rapportent à ce propos un rescrit d'Antonin le Pieux. L'empereur, consulté au sujet de quelques esclaves qui s'étaient enfuis et réfugiés auprès de la statue du prince, écrit au proconsul de la Bétique : la puissance des maîtres sur leurs esclaves doit sans doute rester intacte, et nul ne doit être dépouillé de son droit ; mais l'intérêt des maîtres eux-mêmes défend de refuser un secours imploré à juste titre contre les sévices, la faim ou des affronts intolérables. Informez donc sur les plaintes des esclaves qui ont quitté la maison de Sabinus pour se réfugier à la statue du prince, et si vous reconnaissez qu'ils ont été châtiés trop durement ou couverts d'opprobre, faites-les vendre, de manière qu'ils ne rentrent pas sous la puissance de leur maître (1).

Nous voyons donc qu'au moins dans le dernier état du droit, l'injure et les mauvais traitements sont punis même

(1) Gaius nous apprend (I, 141), qu'on n'aurait pu injurier la personne *in mancipio* sans s'exposer à l'action d'injures.

de maître à esclave ; mais, à vrai dire, il faut qu'il s'agisse de faits très graves, scandaleux, *adversus bonos mores* (15, § 38, *D., de inj.*).

SECTION II

Que dirons-nous si l'injure est faite à une personne qui ait perdu tout ou partie de son *existimatio* ?

L'*existimatio* est ainsi définie par Callistrate, 5, § 1, (*De extraord. cogn.* : *Existimatio est dignitatis illæ sæ status legibus ac moribus comprobatus, qui ex delicto nostro auctoritate legum aut minuitur aut consumitur*. Cette définition nous conduit tout naturellement à penser que l'*existimatio* peut être atteinte de deux manières différentes : *moribus*, *legibus*.

A. — MORIBUS. — Dans tout pays, la réputation d'un individu est soumise au jugement de ses concitoyens, c'est ce qu'on appelle souvent le tribunal de l'opinion ; à Rome cette expression peut être prise au propre, car les censeurs, qui ne font souvent que ratifier les arrêts de l'opinion, exercent une véritable juridiction. On peut ainsi perdre l'*existimatio* soit en fait aux yeux de ses concitoyens, soit parce qu'on a été noté par le censeur.

B. — LEGIBUS. — Il faut entendre par là que la perte de l'*existimatio* peut résulter de dispositions légales. En effet, certaines condamnations doivent emporter cette conséquence. La plupart du temps l'*existimatio* sera seulement atteinte et non détruite : elle est *minuta-si manente libertate circa statum dignitatis poena plectimur* (5, § 2, *De extraord. cogn.*). Dans ce cas nous pensons que le préteur devra accorder l'action d'injure ; mais, puisque nous l'avons vu, on doit toujours tenir compte du caractère de la personne injuriée,

on doit dire que la peine prononcée sera d'autant plus faible que l'*existimatio* sera moindre. C'est là une question d'appréciation, une question de fait sur laquelle on ne peut guère donner une solution à priori. On sera porté à absoudre celui qui a commis une simple injure verbale envers un individu privé d'une partie de son *existimatio*, mais on sera obligé de prononcer une peine contre celui qui l'aurait blessé ou frappé.

Dans le cas où l'*existimatio* est complètement détruite, ce qui a lieu *quoties magna capitis deminutio intervenit, id est quum libertas adimitur*, nous n'avons plus devant nous qu'un esclave, et il faut se reporter à ce que nous avons dit des injures faites aux esclaves.

SECTION III

Comment nous acquérons par autrui l'action d'injures

Ce n'est pas seulement directement et pour des injures à nous personnelles que l'action d'injures nous est donnée. Il arrive fort souvent qu'une autre personne soit injuriée et que ce soit nous qui exerçons à ce propos l'action, soit parce que c'est à nous qu'est donné l'exercice des actions appartenant à cette personne, soit parce que le prêteur nous accorde une action personnelle. Comme exemple du premier cas, nous pouvons citer l'action donnée contre celui qui a gravement injurié un esclave sans avoir eu l'idée d'insulter le maître (15, § 35, *D., de inj.*). Ce n'est pas l'esclave lui-même qui pourra exercer son action, c'est le maître auquel l'esclave acquiert toute chose. Nous avons comme exemple du second cas, l'action donnée personnellement au père de famille pour l'injure commise contre son fils, que l'on savait

fil's de famille sans, du reste connaître son père. (1, § 8, *D.*, *de inj.*)

Nous allons examiner successivement comment nous pouvons acquérir ainsi par intermédiaire l'action d'injure, en qualité d'héritiers, de maîtres, de père de famille et d'époux.

A. — ACTION D'INJURES ACQUISE A L'HÉRITIER. — Si l'on commet un outrage sur le cadavre d'une personne dont nous sommes héritiers ou *bonorum possessores*, nous pouvons exercer en notre propre nom l'action d'injure, car l'injure qui est faite au défunt nous atteint nous même. Il en serait de même si l'on attaquait la réputation d'une personne dont nous sommes héritiers. (1, § 4, *D.*, *de inj.*) Nous pouvons comme exemple citer le cas prévu par la loi 8 pr. *de religiosis* : On se demande, nous dit Ulpien, si le propriétaire d'un terrain peut déterrer sans décret du pontife ou ordre du prince des ossements qui ont été ensevelis par un tiers : Labéon répond que le propriétaire devra attendre la permission du pontife ou l'ordre du prince, sans quoi il s'exposera à l'action d'injure. Nous pouvons citer aussi la loi 27, *D.*, *de inj.* qui accorde au fils l'action d'injure si la statue de son père, placée sur un monument funèbre a été brisée à coups de pierres.

Il n'est pas indifférent de remarquer l'époque à laquelle l'injure a été commise. Si elle l'a été après l'adition d'hérédité, on peut dire en quelque sorte qu'elle est faite à l'héritier lui-même, puisqu'il lui importe de maintenir sans tache la mémoire du défunt. (1, § 6, *D.*, *de inj.*) C'est donc à l'héritier lui-même qu'appartiendra l'action d'injure, et il devra y avoir autant de condamnations qu'il y aura d'héritiers, puisque l'action sera née multiple.

Si au contraire l'injure est commise avant l'adition d'hérédité, l'hérédité n'étant à ce moment, à proprement par-

ler, qu'une chose *nullius*, sans propriétaire,] il semble qu'aucune action ne puisse naître. Cependant, pour que le dommage ne restât pas sans réparation, les jurisconsultes avaient introduit la fiction *hereditas personam sustinet*, — *hereditas defuncti locum obtinet*. (31, § 1, *D.*, de *hered. inst.*) Grâce à cette fiction, l'action pouvait naître, et, par l'effet de l'adition, passer à l'héritier. Mais dans ce cas, contrairement à ce que nous avons dit pour l'action née après adition d'hérédité, nous pensons qu'il n'y aura qu'une seule action à exercer alors même qu'il y aurait plusieurs héritiers, parce que l'action n'est pas née multiple, mais simple, et que la transmission n'a pu en changer le caractère.

Labéon (1, § 7, *D.*, de *inj.*) se demande à qui on devra accorder l'action d'injure au cas où l'on a injurié un esclave héréditaire affranchi par testament. Si l'injure a été commise avant l'adition, l'action est née au profit de l'hérédité, conformément à ce que nous venons d'exposer, et par conséquent de l'héritier qui l'exercera. Après l'adition, c'est dans la personne de l'esclave que naîtra l'action, soit qu'il sache, soit qu'il ignore sa libération.

Une autre question fort intéressante est celle de savoir si l'on doit considérer seulement la qualité d'héritier proprement dit, ou si l'on doit aussi avoir égard à la parenté, au lien du sang, qui nous attache encore plus fortement à la personne de défunt, et nous intéresse davantage à sa réputation. Je suppose, par exemple, qu'un fils s'est abstenu de l'héritage paternel pourra-t-il, si l'on fait injure au cadavre de son père, exercer l'action d'injure ? Il semble à première vue bien dur de la lui refuser ; cependant on peut dire que le fils ne saurait agir ni comme fils, puisque le fils n'exerce jamais d'action au nom de son père, ni comme héritier, puisqu'il a répudié la succession. Cela est vrai, mais rien n'empêche d'accorder au fils une action personnelle : attaquer

son père, c'est l'attaquer lui-même, et personne ne niera qu'il soit gravement atteint si quelqu'un vient prétendre par exemple que son père était esclave. Les textes ne semblent pas contraires à notre opinion : dans la loi 27, *D., de inj.* Labéon accorde sans distinction l'action d'injure au fils quand la statue de son père a été mutilée. D'autre part nous trouvons un argument d'analogie qui nous paraît fort concluant dans la loi 10, *de sep. viol., D.* Cette loi permet à l'héritier nécessaire qui s'est abstenu, d'exercer l'action *sepulchri violati*, parce qu'il s'agit là non d'intérêts pécuniaires, mais de simple vindicte. L'action *de sepulcro violato*, n'est n'est en définitive qu'une sorte d'action d'injure, et il nous paraît fort raisonnable d'admettre la même solution dans les deux cas.

B. — ACTION D'INJURE ACQUISE AU MAÎTRE. — « L'injure faite à nos esclaves est regardée comme faite à nous-mêmes. » (*Inst., de inj.*, § 3. — 15, § 34, et s. *D., de inj.*) Si en injuriant l'esclave, on a eu l'intention d'injurier le maître, le maître agira en son propre nom. (15, § 35, *D., de inj.*) Tels sont les principes du droit romain; encore faut-il cependant, pour que le maître soit réputé atteint, que l'injure présente un certain caractère de gravité. S'il ne s'agissait que de quelques coups ou d'injures légères, le préteur n'accordait pas l'action. (15, § 38, *D., de inj.*) Il fallait que l'esclave ait été frappé violemment, ou qu'on lui eût appliqué la question, c'est-à-dire qu'on lui eût infligé des tourments pour tâcher d'obtenir de lui des révélations. (15, § 41, *D., de inj.*)

Au moyen d'une *cognitio causæ*, le préteur accordait ou refusait l'action; il devait faire porter son examen sur la gravité de l'injure et sur la qualité de l'esclave, intendait fidèle ou esclave vulgaire, etc. (15, § 44, *D., de inj.*)

Lorsque le maître était ainsi admis à exercer l'action, il

ne pouvait agir ainsi au nom de son esclave et au sien, comme nous verrons que cela avait lieu, quand il s'agissait d'un fils de famille et de son père. Le maître n'a qu'une seule action, qui lui est personnelle et qui naît au cas où on peut le réputer atteint par l'injure faite à son esclave. Nous avons vu que plus tard le prêteur promit l'action quand l'esclave aurait été gravement maltraité sans qu'on eût outragé le maître ; dans ce cas il n'y a aussi qu'une action ; elle naît en faveur de l'esclave , auquel on est obligé d'accorder une certaine personnalité ; de l'esclave l'action passe au maître qui n'agit plus ici en son propre nom.

Si le même fait ne peut donner au maître le droit d'exercer deux actions d'injures, rien ne l'empêche d'exercer deux actions différentes si les circonstances le permettent. Ainsi , je suppose mon esclave battu et meurtri ; j'ai agi par l'action d'injures, puis-je ensuite exercer l'action de la loi Aquilia ? Oui, dit Labéon, parce que les deux actions n'ont pas le même but : l'une tend à désintéresser du dommage causé, l'autre à réparer un outrage. (15, § 46, *D., de inj.*)

Si, au lieu d'être faite à un esclave à nous appartenant, l'injure était faite à un homme libre qui *bona fide servit*, ce ne serait plus à nous, mais à lui-même d'exercer l'action, à moins cependant que l'outrage n'ait été fait en vue de nous atteindre. (*Inst., de inj.*, § 6) S'il s'agissait de l'esclave d'autrui, qui nous sert de bonne foi, nous n'aurions également l'action que dans le cas où l'on aurait voulu nous injurier indirectement. (*Eod. in fine.*) En sens inverse, l'injure ne peut rejaillir sur nous si l'on vient à insulter notre esclave qui passe pour un homme libre. (15, § 45, *D., de injur.*)

CAS OU IL Y A PLUSIEURS MAÎTRES

L'injure est-elle faite à un esclave appartenant à plusieurs maîtres, l'action d'injures leur est donnée à tous. (*Inst.*, de *inj.*, § 4. — 15, § 49, *D.*, de *inj.*) Mais il faut pour cela que l'on ait su, en commettant l'injure, que l'esclave appartenait à plusieurs maîtres sans qu'il soit d'ailleurs besoin de les connaître.

Si j'ai battu un esclave du consentement de l'un de ses maîtres, que je croyais le seul, ni lui, ni les autres n'auront d'action contre moi ; si je savais que l'esclave avait plusieurs maîtres, celui qui a consenti n'aura encore pas d'action, mais les autres pourront me poursuivre. (17, pr, *D.*, de *inj.*)

Doit-on, pour établir le montant de la condamnation, examiner la part de propriété que chaque maître a sur l'esclave, ou faut-il faire une estimation différente pour chaque copropriétaire ? Le premier système est indiqué par Paul : *Sed non esse æquum pro majore parte quam pro qua dominus est damnationem fieri, Pedius ait, et ideo officio judicis portiones æstimandæ erunt.* (16, de *inj.*, *D.*) Mais cette opinion est en contradiction manifeste avec le § 4, *De inj.*, *Inst.* : *Si communi servo injuria facta sit, æquum est non pro ea parte qua dominus quisque æstimationem injuriæ fieri, sed ex dominorum persona, quia ipsis fit injuria.* Il semble que celui qui a rédigé cette phrase eût sous les yeux le texte de Paul, et le suive mot à mot pour le réfuter d'une manière plus évidente. C'est qu'en effet les principes que nous avons exposés plus haut nous doivent conduire à ce double résultat : 1° Si celui qui a commis l'offense savait qu'il existait trois maîtres, par exemple, il y aura trois actions d'injures à exercer contre lui ; si l'un des maîtres pardonne,

cela ne peut empêcher les autres d'agir, puisqu'il ne s'agit ici que de considérations personnelles. 2° La personne étant un des éléments principaux qui doivent guider le juge dans son appréciation, l'estimation sera différente pour chacun des maîtres, et d'autant plus élevée qu'ils seront plus honorables. Parler de condamnation proportionnée à la part de propriété serait fort bien s'il s'agissait de réparer un dommage ; mais ici il s'agit de punir une offense. (15, § 46, *D., de inj.*) Nous adopterons donc le système de Justinien, et penserons que c'est par erreur que l'on a inscrit au *Digeste* la loi 16 *de inj.*, qui relate une opinion abandonnée, avec raison selon nous, au moment de la rédaction (1).

Si c'est l'un des copropriétaires qui a frappé l'esclave, il n'y a lieu à aucune action, parce qu'il n'a fait qu'user du *jus domini*. (15, § 36, *D., de inj.*) De même qu'on ne présume pas l'intention de voler chez un associé, on ne présumera pas ici l'intention d'injurier. (*D., 51, pro socio*)

Si l'un des maîtres a été injurié par l'esclave, il ne peut recourir contre ses associés *ea propter quia et ipse injuriarum tenetur*. (17, § 9, *D., de inj.*)

ESCLAVE APPARTENANT EN NUE PROPRIÉTÉ A L'UN, EN USUFRUIT
A L'AUTRE

Le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent battre l'esclave ou l'injurier, sans avoir de recours l'un contre l'autre. (15, § 37, *D.*) Ils sont ainsi sur le pied de l'égalité ; mais, si l'injure était faite par un tiers, l'action serait accordée de préférence au nu-propriétaire ; (*Inst., de inj., § 5.*) — à moins que l'offenseur n'ait évidemment voulu faire injure à l'usufruitier. (*D., 15, § 47, de inj.*) Si l'injure est faite par l'es-

(1) On peut cependant expliquer le texte de Paul en supposant qu'il s'agit du cas où les maîtres ne sont pas injuriés personnellement et n'ont l'action que du chef de l'esclave.

clavé à l'usufruitier, ce dernier pourra exercer l'action noxale contre le nu-propriétaire, car on ne peut admettre que l'on soit dans une condition plus défavorable quand on a l'usufruit que lorsqu'on ne l'a pas. (*D.*, 17, § 9, *de inj.*)

C. ACTION D'INJURES ACQUISE AU PÈRE. — *Patitur autem quis injuriam non solum per semetipsum sed etiam per liberos suos quos in potestate habet.* (*Inst.*, *de inj.*, § 2.) Nous sommes en effet atteints dans notre honneur par l'injure faite à ceux qui sont sous notre puissance (1). (*D.*, 1, § 3, *de inj.*) Et cela est si vrai que si mon fils consent à se laisser vendre comme esclave, j'aurai l'action d'injure en mon nom personnel; quant à lui, il ne pourrait l'avoir, *quia nulla injuria est quæ in volentem fiat.* (1, § 5, *D.*, *de inj.*) Il importe peu du reste que l'on sache que c'est moi le père du fils injurié, pourvu qu'on ait su que le fils n'était pas *sui juris*. Si au contraire on l'a cru *paterfamilias*, je n'aurai aucune action. (18, § 4 et 5, *D.*, *de inj.*)

Il naîtra donc en général deux actions distinctes au cas d'injure faite à un *filius familias* : l'une au nom du fils, l'autre au profit du père; mais, conformément au principe romain qui concentre dans les mains du père de famille l'exercice des droits des enfants, c'est le père seul qui devra exercer les deux actions.

Que faut-il décider au cas où le père est absent?

L'édit du préteur prévoyait le cas : il accordait l'action au fils lui-même qui avait souffert l'injure : *Ait prætor : Si ei qui in alterius potestate erit, injuria facta esse dicetur; et neque is cujus in potestate est præsens erit, neque procurator quisquam existat, qui eo nomine agat, causa cognita, ipsi qui injuriam accepisse dicetur, judicium dabo.* (17, § 10, *D.*, *de inj.*)

(1) Il n'en est pas de même pour les fils émancipés, parce que la puissance paternelle et l'unité de personne ont disparu.

Nous allons d'abord étudier le cas d'absence du père; nous dirons ensuite quelques mots de l'exercice de l'action par procureur.

a. — Nous venons de voir que le préteur, en cas d'absence du père accordait l'action au fils injurié; il y avait lieu à *cognito causæ*, c'est-à-dire que le préteur devait, dans une enquête, examiner d'abord si le père était très éloigné, si l'on pensait qu'il dût bientôt revenir, etc. Si l'absence du père se produisait après la *litis contestatio*, il y avait une *translatio judicii* au profit du fils; il aurait fallu décider de même au cas où le fils aurait été émancipé, (17, § 14 et 22, *D., de inj.*)

Il ne faut pas prendre trop à la lettre ce que nous venons de dire : que l'action est accordée au fils de famille injurié quand le *paterfamilias* est absent; en effet, si l'injure est faite à un petit-fils dont le père est présent, l'aïeul absent, c'est au père qu'on doit de préférence accorder l'action d'injure, car c'est à lui qu'il appartient même du vivant de l'aïeul, de veiller en tout à son fils. (17, § 18, *D., de inj.*)

Si le père est présent, mais ne peut agir, parce qu'il est atteint de folie, il y aura les mêmes raisons d'accorder au fils l'action que dans le cas d'absence du père. (17, § 11, *D., de inj.*) Mais si le père est présent et refuse d'agir parce qu'il veut attendre, ou qu'il a pardonné, on doit en principe refuser l'action au fils : en effet, si on lui accorde en cas d'absence du père, c'est parce qu'on présume que le père l'exercerait s'il était présent. Nous disons « en principe », c'est qu'il y a là une règle générale mais non absolue : si par exemple le père est *vilis et abjectus* alors que le fils est *honestus*, nous déciderons qu'alors même que le père fait remise de l'action, le fils peut agir; il ne faut pas qu'un père *vilissimus* puisse à son gré spéculer sur l'outrage fait à son fils. (17, § 13, *D., de inj.*)

b. — CAS OU IL Y A UN PROCURATOR. — Le père pouvait, au lieu d'intenter lui-même l'action, nommer un *procurator* pour l'exercer en son lieu et place ; ce *procurator* n'est pas nécessairement un *procurator* spécial *ad actionem injuriarum* ; il suffit qu'il ait un mandat général d'administration.

Il sera toujours, à défaut du père, préféré à toute personne, même au fils qui a souffert l'injure, sauf le cas de négligence ou de collusion. (17, § 15, *D., de inj.*) Il était également loisible au fils, dans le cas où le prêteur lui accordait l'action, de l'exercer par procureur ; sans quoi, il eût pu se faire que sa santé ne lui permettant pas d'agir par exemple, et personne n'étant là pour agir en son lieu et place, l'injure fût demeurée impunie. (17, § 19, *D., de inj.*)

Au cas où le père, comme dans l'exemple cité plus haut, agit pour son fils en absence de l'aïeul *paterfamilias*, il peut aussi nommer un *procurator*. (17, § 20, *D., de inj.*)

Pour terminer, disons que le fils de famille, au cas où le prêteur lui donne l'action, agit en son propre nom ; c'est lui seul qui est désormais titulaire de l'action, et le père ne peut plus y prétendre de son côté : *si filius familias injuriarum egerit, patri actio non competit*. (17, § 21, *D., de inj.*)

D. ACTION D'INJURE ACQUISE AU MARI. Si l'on insulte une femme que l'on sait mariée, sans qu'il soit besoin du reste de connaître avec qui (18, § ult., *D., de inj.*), l'époux, considéré comme offensé, pourra exercer l'action d'injures. (*Inst., de inj.*, § 2.) La réciproque ne serait pas vraie : la femme ne pourrait agir au cas où l'on aurait insulté son mari, *quia defendi uxores a viris, non viros ab uxore æquum est*. (*D.*, l. 2, *de inj.*) — Ce n'est pas l'action de la femme qu'exerce le mari, mais bien une action propre, délivrée à lui personnellement. Nous en trouvons un exemple dans la loi 11, § 7, *D., de inj.* Une affranchie ne peut

agir pour injures contre son patron ; mais si elle est mariée, le mari pourra exercer l'action ; en effet, il n'est pas attaché au patron par les mêmes liens que sa femme, on le suppose du moins dans cet exemple. Nous trouvons une autre preuve encore plus frappante dans la loi 18, § 2, *in fine*, où il est dit que si la femme est *sui juris*, elle aura le droit d'exercer l'action alors même que le mari aurait déjà agi de son côté.

En combinant ces principes avec ceux que nous venons d'étudier à propos de l'injure faite au fils de famille, nous verrons qu'un même fait peut donner naissance à un grand nombre d'actions. Si par exemple, nous dit Neratius (1, § 9, *D., de inj.*), ou injurie une femme mariée qui est fille de famille, l'action sera donnée à la femme elle-même, à son mari et à son père. Les pères de famille, comme nous l'avons vu, exerceront les actions au nom des personnes qui sont en leur puissance ; on décide même que le beau-père peut agir pour sa bru, si le mari est encore en puissance. (§ 2, *Inst., de inj.*)

Dans le cas où l'action est exercée par le père de la femme et le mari, il y a lieu à une estimation distincte pour chacune des actions ; on devra, nous dit Pomponius (cité par Paul, 18, § 2, *D., de inj.*), condamner le coupable à l'égard du père, comme si sa fille était veuve, à l'égard du mari, comme si sa femme était *sui juris*.

Ce n'est point seulement l'époux qui peut être atteint, c'est aussi le fiancé. Cela n'a rien qui doive nous étonner, si nous nous rappelons que les Romains regardaient comme alliés le fiancé et la fiancée. (302, *Frag. Vatic., Inst., § 2, de inj.*)

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Plusieurs dispositions en droit Romain ont successivement atteint l'in-jure : *Injuriarum actio aut lege, aut more, aut mixto jure introducta est*, nous dit Paul, *Sent.*, V, IV, § 6; *lege Duodecintabularum, moribus quoties factum pro qualitate sui arbitrio judicis æstimatur* (c'est l'action prétorienne). *Mixtum jus*, c'est la loi Cornelia.

Nous allons adopter cette division présentée par Paul et donner successivement quelques détails sur ces trois phases de la législation romaine. Nous verrons ensuite s'il n'y a pas lieu d'ajouter quelques dispositions à l'énumération de Paul pour la compléter.

SECTION I

Loi des Douze tables

Nous n'avons pas, sur la loi des Douze tables, des renseignements aussi précis que nous pourrions le désirer; plusieurs auteurs nous en ont transmis des fragments qu'il faut rapprocher les uns des autres pour arriver, autant que possible, à former un ensemble complet.

Gaius nous dit que la peine prononcée pour injures par la loi des Douze tables était, pour un membre brisé, le

talion, pour un os brisé ou démis, une amende de 300 as, s'il s'agissait d'hommes libres, et de 150 s'il s'agissait d'esclaves. Pour les autres injures, on avait établi une peine de 25 as, et ces peines pécuniaires semblaient suffisantes en ces temps de profonde pauvreté. (G., III, 223.)

Paul (V, IV, § 6) dit que la loi des Douze tables prévoyait : *carmen famosum, membrum ruptum, os fractum*.

Il y avait certainement une disposition qui visait la diffamation. Les renseignements que nous trouvons dans Gaius et Paul ne peuvent suffire à le démontrer, mais saint Augustin nous a conservé un fragment cité par Cicéron, qui prévoit la diffamation et prononce des peines fort sévères — C'est le § 10 du livre IV *de Rep.*

« Chez les Grecs, une loi permettait à la comédie de tout dire et de nommer tout le monde... Nos lois des Douze tables au contraire, qui prononcent en si peu de cas la peine capitale, ont voulu que le dernier supplice fût infligé à celui qui réciterait publiquement des vers injurieux et diffamatoires. *Si quis occentavisset sive carmen condidisset quod infamiam faceret, flagitiumve alteri.* » (Cicéron, *de Rep.*, trad. Nisard.)

Nous trouvons au sujet des Douze tables d'autres renseignements fort précieux dans Aulu-Gelle, liv. XX, chap. 1.

L'auteur nous fait assister à une discussion entre le jurisconsulte Cæcilius et le philosophe Favorinus. Après avoir constaté que dans certains cas la loi des Douze tables lui semble inhumaine, Favorinus ajoute : « Mais j'ai dit que ces lois péchaient aussi d'autres fois par une excessive douceur. Que penses-tu de la peine infligée pour injures ? *Si injuriam alteri faxit viginti quinque æris pœnæ sunt*, dit la loi. Or quel est l'indigent qui se privera, pour 25 as, du plaisir de faire une insulte ? Aussi, Q. Labéon, votre Labéon lui-même, n'approuvait pas cette loi. Il

raconte à ce sujet, dans ses ouvrages sur la loi des Douze tables, une singulière habitude d'un certain L. Veratius, homme sans entrailles et d'une bizarre méchanceté : son plaisir était d'appliquer la paume de sa main sur la joue d'un homme libre. Un esclave le suivait, une bourse pleine d'as à la main, et à mesure que le maître avait donné un soufflet, l'esclave, selon la prescription de la loi, comptait 25 as. Dans la suite, les préteurs jugèrent qu'il fallait abandonner cette loi, et qu'ils nommeraient des récupérateurs pour l'appréciation des injures.

Plus loin le même Favorinus cite cet autre fragment *Si membrum rupit, ni cum eo pacit, talio esto*. Il fait la critique de la loi, et considère comme impossible d'exécuter cette disposition : « Qu'arrivera-t-il si on a rompu le membre sans le vouloir ? Il faudra pour qu'il y ait talion, châtier par imprudence celui qui aura agi par imprudence... Mais comment pour punir un imprudent, user du droit d'imprudence, le seul que donne la loi ?... On ne voudra pas de blessure plus large ou plus profonde que celle qu'on aura faite. Je me demande où sont les poids et les mesures pour régler cela. Si donc on a fait plus ou différemment, quelle ridicule atrocité ! La loi va permettre un nouveau talion, et une réciprocité de blessures jusqu'à l'infini ! »

Cécilius fait remarquer que le peuple romain a renoncé à ses lois, mais que ce n'est pas une raison pour les critiquer ; elles ont été bonnes, mais les lois doivent changer avec les mœurs, les temps, les intérêts du moment. Notons avec soin les réponses du jurisconsulte aux objections que nous venons d'exposer ; elles sont de nature à jeter un grand jour sur la matière : « Une injure était punie de 25 as, dit-il. — On n'était pas quitte à si bon marché, mon cher Favorinus, de toutes sortes d'injures... Les injures graves faites non pas seulement aux hommes libres, mais

aux esclaves mêmes, un os brisé par exemple, étaient plus sévèrement punies. Il y avait pour certaines injures la peine du talion... Qu'ont voulu les decenvirs ? Diminuer ou même supprimer les coups et les blessures, et ils ont cru les prévenir par la peur du talion... Quelle sévérité y a-t-il, je te prie, à te faire ce que tu as fait à un autre ? Encore, te laisse-t-on le droit d'accommoder, et si tu souffres le talion, c'est que tu l'as choisi. Je ne veux pas te laisser ignorer que la peine du talion finissait toujours par ramener les parties devant le juge. L'accusé qui n'avait pas voulu accommoder était condamné à la peine du talion ; n'obéissait-il pas, le juge estimait le dommage et prononçait l'amende. (Aulu-Gelle, liv. XX, ch. 1, trad. Nisard.)

Résumons, en quelques mots, ce que ces divers fragments ont pu nous apprendre de la loi des Douze tables : la peine la plus légère qu'elle prononçait était une amende de 25 as ; il est impossible de dire avec certitude à quelles sortes d'injures elle s'applique, mais, en admettant que la loi des Douze tables ait prévu l'injure verbale simple, ce qui pourrait peut-être être contesté, ce doit être à cette espèce d'injure, et à l'injure réelle légère, les plus fréquentes, mais les moins dangereuses. Un second degré de peine est l'amende de 150 as pour le cas où la victime est esclave, 300 as si elle est homme libre, — *propter os fractum*. En troisième lieu, le talion *propter membrum ruptum*. Enfin, la peine capitale en cas de *carmen famosum*.

Sauf ce dernier cas, la peine était toujours pécuniaire, puisqu'au cas même où le talion était prononcé, il se réduisait, en cas de contestation, à une simple amende. Du reste, il n'y avait lieu à aucune estimation particulière ; la considération de la personne n'était pour rien dans la détermination de cette amende, et une peine uniforme atteignait tous les coupables.

SECTION II

Action prétorienne

L'action de la loi des Douze tables tomba peu à peu en discrédit, et fut remplacée ou tout au moins modifiée profondément par la législation prétorienne. Gaius, après avoir exposé le système des Douze tables, ajoute : *Sed nunc alio jure utimur : permittitur enim nobis a prætore ipsis injuriam æstimare, et judex vel tanti condemnat quanti nos æstimaverimus, vel minoris prout illi visum fuerit*. Il y a donc dans le système prétorien comme dans la loi des Douze tables une condamnation pécuniaire, mais la peine, au lieu d'être déterminée à l'avance d'une manière fixe, varie suivant les cas. Le plaignant lui-même est admis à estimer la somme qu'il entend obtenir, et si le juge reconnaît son droit fondé, il pourra lui accorder la totalité de ce qu'il demande ; il pourrait diminuer le chiffre des dommages-intérêts demandés, mais il lui est interdit de l'élever. Il ne s'agit ici que de l'injure légère ; la règle est différente au cas où il s'agit d'injure atroce : *Sed cum atrocem injuriam prætor æstimare soleat, si simul constituerit quantæ pecuniæ nomine fieri debeat vadimonium, hac ipsa quantitate taxamus formulam, et judex, quamvis possit vel minoris damnare, plerumque tamen, propter ipsius prætoris auctoritatem, non audet minuere condemnationem*. Dans le cas donc où il s'agit d'injure atroce, ce n'est plus la partie lésée, c'est le préteur lui-même qui fait l'estimation ; le demandeur la reporte dans sa formule, et le juge, qui pourrait cependant condamner à une somme moindre, ne le fera jamais par respect pour l'autorité du préteur (1).

(1) *Collatio legum Mosaic. et Rom.*, t. II, ch. II.

Nous trouvons le texte même de l'édit du préteur, en grande partie tout au moins dans la loi 15 au *Digeste*, de inj. : *Ait prætor : qui adversus bonos mores convicium cui fecisse, cujusve opera factum esse dicetur quo adversus bonos mores convicium fieret ; in eum judicium dabo.* Inutile de reparler ici du *convicium*, puisque nous avons déjà examiné, en étudiant les diverses sortes d'injures, ce que ce mot pouvait signifier. Ulpien, qui commente le texte que nous venons de rapporter, insiste sur l'importance de ces mots : *adversus bonos mores*. Il faut qu'il n'y ait pas eu seulement des cris poussés, mais aussi un scandale, un outrage réprouvé par les bonnes mœurs.

Nous avons une autre disposition fort générale dans la loi 15, § 25, *D., de inj.* : *Ne quid infamandi causa fiat. Si quis adversus ea fecerit, prout quæque res erit, animadvertam.* — Le préteur devra examiner la qualité du plaignant et celle du coupable, car le refus de l'action peut en dépendre. Nous avons vu, par exemple, qu'en cas d'injure légère, le préteur n'accordait pas l'action à l'affranchi contre son patron. De son côté, le juge devait s'attacher pour déterminer le montant de la condamnation, à toutes les circonstances que nous avons examinées plus haut ; il devait se reporter, pour estimer la réparation, au moment où l'injure avait été commise, et non au moment où il jugeait. Cette règle avait une grande importance, car la condition et la considération des parties pouvait s'être gravement modifiées entre ces deux termes. (L. 15, § 18. — L. 21, *D., de inj.*)

C'est aussi le préteur qui avait introduit l'action d'injure pour le cas où la personne injuriée était un esclave. (L. 15, § 34, *D., de inj.*) *Prætor ait : Qui servum alienum adversus bonos mores verberavisse, de eo injussu domini questionem habuisse dicetur : in eum judicium dabo.* — *Item si quid aliud factum esse dicetur, judicium dabo.* Nous avons étu-

dié ce texte en détail et nous avons dit que l'action qui d'abord avait été donnée seulement au cas où le maître aurait pu être considéré comme atteint par l'injure faite à son esclave, avait ensuite été étendue au cas même où l'esclave seul serait atteint, pourvu qu'il s'agît de quelque injure grave. — Si, par exemple, on a frappé l'esclave de verges, ou si on lui a appliqué la question, *hanc enim (injuriā) et servum sentire palam est.* (L. 15, § 35, D., de inj.) Du reste, le prêteur, pour toute autre injure, se réservait le droit d'accorder l'action d'injure, *causa cognita: Si vero aliam injuriā passus sit, non aliter competit quam causa cognita.* (L. 15, § 43, D., de inj.) — Nous devons encore citer pour mémoire la loi 17, § 10 (D., de inj.), que nous avons étudiée plus haut: *Si ei qui in alterius potestate erit injuria facta esse dicetur: et neque is, cujus in potestate est, praesens erit, neque procurator quisquam existat qui eo nomine agat, causa cognita ipsi qui injuriā accepisse dicetur judicium dabo.*

Quelques mots maintenant sur l'action en elle-même: on l'appelait *pretorienne* ou *honoraire*, c'est-à-dire créée par le magistrat lui-même, par opposition à *civile*, c'est-à-dire découlant d'une loi.

1° Comme la plupart des actions créées par le prêteur, elle était rédigée *in factum* (Accarias, t. II, p. 917, *in fine*), c'est-à-dire que les faits devaient être exposés dans la demande: *Prætor dixit: Qui agit injurarum actum dicat quid injuriæ factum.* Ulpien en donne pour raison que l'action d'injure étant infamante, il ne faut pas sur de vagues allégations mettre en danger la réputation d'autrui (1). On exige donc que les faits soient détaillés et précisés. (7, pr.,

(1) On évite ainsi de prononcer le mot, *injuria*, mais cela doit venir, dit M. Accarias, de la rédaction des *legis actiones*, où l'on était habitué à préciser le fait injurieux au lieu de se borner à l'allégation générale d'injure. (Accar., t. II, p. 864, note 2.)

D., de inj.) — Il ne faut pas se contenter de dire : j'ai été frappé ; il faut dire à quelle place et comment ; voici un exemple de formule : *Quod A. Agerio a N. Negidio pugno mala percussa est...* Mais on ne va pas jusqu'à exiger que l'on dise si c'est la main droite ou la main gauche qui vous a frappé, ni si c'est la joue droite ou la joue gauche qui a été atteinte. C'est, du reste, au prêteur à juger si la précision est suffisante : *Certum an incertum dicat cognitio ipsius prætoris est.* (*Coll. Mosaic, leg.*, t. II, chap. VI, § 3.)

Une autre remarque à faire est que, si plusieurs injures connexes ont été commises contre une même personne par le même individu, elles devront être réunies dans la demande. (L. 7, § 5, *D., de inj.*)

2° L'action d'injures est une action personnelle : en effet, nous agissons contre une personne obligée envers nous *ex maleficio*. (*Inst.*, liv. IV, t. VI, § 1, *de actionibus*.)

3° C'est une action pénale, *pænæ tantum persequendæ causa comparata*. (*Inst.*, *loc. cit.*, § 18.) On ne cherche pas à obtenir une restitution quelconque (*rei persecutio*), mais seulement une somme d'argent à titre de peine. Il résulte de ce caractère purement pénal que l'action d'injures ne peut être transmise activement ni passivement, ainsi que nous le verrons en étudiant les modes d'extinction de l'action.

4° L'action est noxale, c'est-à-dire que si le maître est poursuivi du fait de son esclave, il ne sera pas tenu au delà de la valeur de cet esclave, et pourra, afin d'éviter le paiement de dommages-intérêts, en transférer la propriété au plaignant.

5° Le cumul des actions pourra avoir lieu, de sorte que si plusieurs personnes sont coupables d'un même délit, la condamnation de l'un ne saurait empêcher celle de l'autre. S'il s'agissait d'une action *rei persecutoria*, il n'en serait pas de même parce qu'ils'agirait de rentrer en possession d'une

valeur, et qu'une fois cette valeur obtenue, on n'aurait plus rien à réclamer ; mais l'action d'injures est *pænæ tantum persecutoria*, et les coupables seront tenus *in solidum*. Chacun devra payer, indépendamment des autres, l'amende à laquelle il aura été condamné.

6° Notre action est *in bonum et æquum concepta*, c'est-à-dire que le juge y jouit d'une latitude toute particulière et doit dans son jugement faire une large part à l'équité naturelle.

7° Elle ne fait pas, avant la *litis contestatio*, partie de notre patrimoine. (L. 28, D., de inj.) En effet, elle ne repose sur aucun intérêt pécuniaire (Accarias, p. 1150, note 1), puisque l'injure n'atteint aucunement la fortune, mais seulement l'*existimatio*. Il en résulte :

1° Qu'elle ne peut faire l'objet d'une cession, puisque nous ne pouvons céder que les actions qui font partie de notre patrimoine ;

2° Qu'elle ne sera pas soumise au rapport : si un fils émancipé veut arriver à une *bonorum possessio* et partager avec ses frères la fortune paternelle, l'équité veut qu'il rapporte les biens qu'il a acquis depuis son émancipation ; en effet, ceux que ses frères ont acquis font partie intégrante de la fortune à laquelle il prétend ; mais en cas d'injure, il n'y aura pas lieu de rapporter l'action, puisqu'elle n'est pas considérée comme un bien ;

3° Qu'elle ne peut être transmise à nos héritiers : *Injuriarum actio neque heredi, neque in heredem datur*. (L. 13, pr., D., de inj.) *Actio injuriarum, quæ ex convicio nascitur, in heredes non est reddenda, sed nec heredi*. (L. 15, § 14, D., de inj.) Mais après la *litis contestatio*, il y a transformation du droit déduit *in judicium* : *Incipit reus teneri litis contestatione* (G., III, § 180), et la créance qui naît ainsi pourrait passer aux héritiers. *Sciendum est ex omnibus causis lites contestatas et in heredem similesque personas transire*. (L. 58, D., de obl.)

SECTION III

De la loi Cornelia

La loi Cornelia *de inj.*, qui avait été rendue sous la dictature de Sylla (*D.*, 112, *in fine, de accus.*) fut en vigueur parallèlement à l'édit du préteur. D'après cette loi, une action était donnée *ob eam rem quod quis se pulsatum, verberatumve, domumve suam vi introitam esse dicat*. Ulpien, d'après Ofilius, nous explique la différence qui existe entre *pulsatio* et *verberatio* qui semblent tout d'abord synonymes : *pulsatio*, c'est une simple poussée, sans qu'il en résulte de douleur ; *verberatio*, ce sont des coups douloureux. — La violation de domicile, le troisième cas prévu, a lieu si l'on est entré de force dans une maison que vous habitez comme propriétaire ou locataire, peu importe. On décide même que la loi doit s'appliquer s'il s'agit d'un jardin attenant à une habitation, et en général toutes les fois que quelqu'un est entré de force dans une maison quelconque, les étables et les boutiques exceptées. (L. 5, *D.*, *de inj.*, § 38.)

Ulpien, commentant la loi Cornelia, nous en révèle plusieurs particularités :

1° Elle permettait de récuser tout juge qui serait parent ou allié à un certain degré du plaignant. (5, pr., *D.*, *de inj.*)

2° L'action qu'elle accordait était personnelle à celui qui avait souffert l'injure : ainsi un père de famille n'aurait pu l'exercer au nom de son fils outragé. *Illud quæritur, an pater, filio familias injuriam passo, ex lege Cornelia injuriarum agere possit ? Et placuit non posse : deque ea re inter omnes constat ; sed patri quidem prætoriam injuriarum actio competit, filio vero legis Corneliæ.* On voit donc que le père ne serait pas dépourvu de recours, puisqu'il aurait à sa disposition l'action prétorienne. (L. 5, § 6, *D.*, *de inj.*)

3° Une autre particularité de l'action qui nous occupe est relative à la preuve : on ne s'en tient pas à la règle *actori incumbit probatio*. *Permittitur hac lege actori iusjurandum deferre, ut reus juret se injuriam non fecisse*. — Ainsi, le défendeur devra jurer, sous peine d'être condamné, qu'il n'y a pas eu de sa part intention d'injurier : la présomption est renversée, et au lieu de penser que le défendeur est innocent, on le présume coupable. Bien entendu, et le mot *permittitur* en est une preuve, il n'y a là qu'une faveur accordée au demandeur, et il peut, en y renonçant, user du droit commun. (L. 5, § 8, D., *de inj.*)

Les préteurs avaient fini par étendre cette procédure à l'action honoraire, et la règle établie pour la loi Cornelia devint alors générale. Le serment n'éteint pas l'action, il l'empêche plutôt de naître ; il doit être d'une grande utilité au cas où l'on peut douter de l'intention injurieuse. Le demandeur qui le fait prêter n'a plus rien à réclamer, puisqu'on lui déclare que l'on n'a aucunement voulu entacher son honneur ; et il semble que, pour ceux du moins qui ne cherchent pas à spéculer sur les avanies qui leur sont faites, ce soit la meilleure manière d'obtenir satisfaction.

La loi Cornélia avait institué deux actions : la première, dont nous venons de parler, était une action civile, tendant à une peine pécuniaire, assez semblable à l'action prétorienne, dont elle différait cependant sous deux rapports :

1° Elle était, comme nous l'avons vu, personnelle à l'injurié (§, § 6, D., *de injur.*)

2° C'était dans tous les cas le juge qui estimait le montant de la réparation à obtenir, alors que, dans l'action prétorienne, l'estimation était faite par la partie elle-même ou par le préteur suivant que l'injure était légère ou atroce.

La seconde action à laquelle donnait ouverture la loi Cor-

nélia était une action criminelle, qui, par extension, fut ensuite accordée pour toute espèce d'injure : *Sciendum est de omni injuria eum qui passus est posse vel criminaliter agere, vel civiliter.* (*Inst., de inj.*, § 10.) Si l'on avait choisi la voie criminelle, la peine, au lieu d'être une simple amende, était une *pœna extraordinaria* : ce pouvait être l'exil, les mines, ou les travaux publics. (*Paul. Sent.*, l. V, tit. IV, § 8.) Il ne faut pas croire du reste qu'on ne tienne ici aucun compte de la personne ; ce sera au contraire, comme dans l'action civile, un des éléments principaux d'appréciation : *De injuria nunc extra ordinem ex causa et persona statui solet.* (L. 45, *D., de inj.*) C'est ainsi qu'on appliquait la peine des verges aux esclaves avant de les rendre à leurs maîtres, qu'on fustigeait les gens de basse condition, et condamnait à l'exil temporaire ou à l'interdiction de certains droits les personnes d'un rang plus élevé. (*Loc. cit.*, *D.*)³

Il nous reste à propos de la loi Cornélia à examiner deux questions fort importantes :

1° L'action criminelle de la loi Cornélia est-elle un *judicium privatum* ou un *judicium publicum* ?

2° Le demandeur a-t-il toujours le choix entre ces deux actions ?

PREMIÈRE QUESTION. — Si la loi Cornélia *de injuriis* et la loi Cornélia *de sicariis* étaient une seule et même loi, la question ne pourrait se présenter, car Justinien range cette dernière parmi les actions publiques (L. 4, tit. XVIII, § 5, *Inst.*) Mais rien n'est moins prouvé que cette identité, et la plupart des auteurs y sont opposés. Il faut donc décider quelle est celle dont Ulpien a voulu parler dans la loi 7 § 1. *D. de inj.*, qui sert d'argument principal aux partisans de l'identité. Pour nous il est évident qu'il s'agit là de la loi Cornélia *de sicariis* : en effet, on vient de parler d'un assassinat commis. La loi 7, § 1, ne peut donc rien prouver

en faveur de l'opinion que nous venons d'exposer. Ce qui nous confirme dans notre idée, ce sont les nombreux arguments qui militent en faveur du second système. 1° L'énoncé même de la loi Cornelia. — Quand il s'agit d'une action publique, il est dit qu'une peine sera donnée contre tel ou tel, mais on ne précise pas à qui. (L. 5, § 9 et 10 ; L. 6, D., *de inj.*) Ici au contraire : *Lex Cornelia de injuriis ei competit qui, etc.* ; l'action appartient donc à celui-là seul qui a souffert l'injure.

2° La première phrase de la loi 11 au Code, *de injuriis* : *Si quando injuriarum actio, quam inter privata delicta veteris juris auctores connumerant, etc.*

3° La loi 7 au Code, qui vient confirmer sans réplique ces deux premiers arguments : *Injuriarum causa non publici judicii, sed privati continet querelam* (1).

DEUXIÈME QUESTION. — Cette question est connexe à la précédente. Si on admet que la loi Cornélia soit publique, on se trouve en présence de deux textes de Paul et de d'Ulpien.

Ulpien (loi 7, § 1, D., *de inj.*) suppose le concours entre l'action publique de la loi Cornélia et l'action privée d'injure ; il pense que l'action privée pourrait constituer un préjugé à l'action publique, et dit que le prêteur fera mieux de la refuser : *rectius fecerit si hujusmodi actionem non dederit*. Ces termes n'ont rien de bien affirmatif et semblent simplement l'expression d'une opinion personnelle, d'autant plus que la règle générale, exposée par Paul (L. 6, D., *de inj.*) et rappelée par Ulpien dans la loi 7, § 1, est que : *nemo est prohibendus privato agere judicio quod publico judicio*

(1) Nous pourrions encore invoquer la loi 7, D., *publicis judiciis*, où il est dit que les condamnations résultant d'actions privées n'emportent pas infamie, sauf les actions *furti, vi bonorum raptorum, injuriarum*.

præjudicatur. — On ne peut donc voir là qu'un conseil donné au prêteur, qui, en vertu de son pouvoir arbitraire, accordera ou refusera l'action.

Pour nous, qui venons de nier que l'action de la loi Cornélia soit une action publique, nous pensons que les deux textes précités, quels qu'en soient le sens et la portée, ne doivent pas être invoqués dans la matière. En effet, ils supposent la rencontre de deux actions, l'une publique, l'autre privée, alors que nous avons supposé celle d'un *crimen privatum* et d'une action civile. Nous laisserons donc, sans aucune distinction le choix au demandeur.

SECTION IV

Documents complémentaires

Il nous reste à parler de quelques documents épars dans le Digeste, qui compléteront ce que nous venons de voir sur la législation romaine sur l'injure.

a. — (L. 37, D., de *injuriis*.) Un sénatus-consulte prévoyait le cas où l'on aurait placé sur les monuments publics des inscriptions ou autres choses diffamatoires : *Constitutionibus principalibus cavetur ea quæ infamandi alterius causa in monumenta publica posita sunt, tolli de medio*.

b. — (L. 38, D., de *inj.*) Un autre sénatus-consulte défendait de porter l'image du prince en laissant entendre qu'il y avait là une protection contre tel ou tel. Les mêmes dispositions se retrouvent dans la loi 28, D., de *pœnis*. Il est défendu de se réfugier auprès des statues de l'empereur ou de porter son image *in injuriam alterius*. En effet les lois procurent une égale sécurité à tous, et c'est plutôt en haine de quelqu'un que par défense personnelle qu'on se réfugie auprès de la statue du prince. Aussi Antonin le Pieux

avait-il fait condamner aux *vincula publica* une personne coupable de cette sorte d'injure.

c. — La loi 5, § 9, et s., et la loi 6, *D., de injuriis*, mentionnent un sénatus-consulte dont le nom n'est pas indiqué, et qui punissait quiconque aurait écrit, composé, ou édité un libelle diffamatoire, alors même que l'écrit porterait un faux nom ou serait anonyme.

En cas de condamnation, le coupable était *intestabilis*, c'est-à-dire incapable de figurer comme témoin dans un acte, et de faire son testament. Le même sénatus-consulte atteignait ceux qui, par inscriptions, images, ou autres emblèmes sans écriture, auraient outragé autrui ; le vendeur et l'acheteur même étaient punis. Le dénonciateur, qu'il fût libre ou esclave, recevait selon estimation du juge, une récompense proportionnée à la fortune du coupable. — Ce pouvait être, par exemple, la liberté pour l'esclave. Nous sommes ici en présence d'une action publique, ouverte à tous ; Paul nous dit que ce sénatus-consulte (*L. 6, D., de inj.*) est nécessaire au cas où le nom de la personne outragée n'est pas mentionné ; la preuve serait alors difficile à faire, et pour faciliter la répression, le sénat a voulu que la poursuite fût ouverte à tous. Du reste, si le nom est indiqué, on peut agir par l'action ordinaire : ce n'est pas parce que l'action publique est ouverte qu'on doit refuser la voie privée, car il ne s'agit en définitive que d'intérêt privé. Cependant, si le choix est permis, le cumul est défendu, et si l'on a déjà exercé l'action publique, on ne pourra plus agir par l'action privée et réciproquement. (*L. 6, D., de inj.*)

d. — Sur les libelles diffamatoires nous trouvons un rescrit des empereurs Valentinien et Valens qui forme la loi unique au *Code de famosis libellis* : *Si quis famosum libellum sive domi, sive in loco publico, vel quocunque loco*

ignarus repererit, aut corrumpat priusquam alter inveniatur aut nulli confiteatur inventum. Les empereurs, pour réprimer plus sévèrement le délit, ne se contentent pas d'appliquer à l'auteur du libelle la peine capitale, ils menacent de la même peine celui qui, au lieu de détruire ou brûler le libelle comme ils l'ordonnent, en aurait révélé le contenu : *Si vero non statim easdem chartulas vel corruperit, vel igni consumpserit, sed vim earum manifestaverit, sciat se quasi auctorem hujusmodi delicti capitali sententiæ subjugandum.* On encourage du reste ceux qui craignent pour leur salut ou pour l'intérêt public, à faire des révélations de vive voix au lieu d'user de libelles, ce qui permet de penser que les libelles dont il s'agit devaient être des plaintes, dénonciations ou mémoires anonymes qu'on faisait parvenir au prince.

e. — Une constitution d'Arcadius et d'Honorius prévoit le cas d'outrages faits à la religion ou à ses ministres : *Si quis in hoc genus sacrilegii prorupit ut in ecclesias catholicas irruens sacerdotibus, ministris, vel ipsi cultui locoque aliquid importet injuriæ, quod geritur a provinciæ rectoribus animadvertitur.* Le gouverneur de la province devra poursuivre d'office, sans attendre que l'évêque demande raison de l'injure qu'il a soufferte : *Cui sanctitas ignoscendi gloriam dereliquit.* La peine prononcée est la peine capitale, et l'action est ouverte à tous : *Sit cunctis laudabile factas atroces sacerdotibus aut ministris injurias veluti crimen publicum persequi.* (L. 10, C., de *episc. et cler.*) Il ne faut pas conclure du mot *atroces* qu'il y a lieu d'établir une distinction entre les injures atroces et les injures légères faites aux prêtres; quand il s'agit en effet de prêtres revêtus de leurs ornements et officiant dans leur église, cas prévu par notre rescrit, toute injure devient atroce : *Atroce sine dubio injuriam esse factam manifestum est si tibi illata est cum esses*

in sacerdotium et dignitatis habitum, et ornamenta præferres.
(L. 4, C., de inj.)

f. — Une constitution de Zénon, qui forme la loi 11 au Code, de inj., permet aux personnes illustres d'intenter l'action criminelle d'injure et d'y défendre par procureur : *Licere illustri accusatori vel reo... causam injuriarum per procuratorem criminaliter suscipere vel movere.* Le même privilège est étendu aux fils, aux femmes et aux filles des personnes illustres (quand elles ont perdu leur mari ou leur père). Nous avons vu qu'au civil toute personne pouvait agir par procureur : *Agere quis injuriarum et per se et per alium potest, ut puta procuratorem.* (L. 11, D., de inj.) — L'avantage qui résulte ici de la faculté donnée aux personnes illustres n'est pas purement honorifique comme on pourrait le croire. En effet, nous verrons que la condamnation pour injure entraîne l'infamie : si le demandeur recourait à la voie civile, le défendeur pouvait échapper facilement à cette conséquence, en choisissant un *procurator*, car la condamnation prononcée contre le *procurator* n'entraîne infamie ni contre le mandataire ni contre le mandant : *Si quis aliquo nomine condemnatus fuerit non laborat infamia et ideo nec procurator meus vel defensor... infamia notabuntur, nec ego.* (L. 6, § 2, D., de his qui not. inf.) — Au criminel, la même ressource n'était pas accordée, sauf l'exception établie par la constitution de Zénon en faveur des personnes illustres.

Conséquences de la condamnation pour injure

Celui qui a été condamné pour injures, nous dit Paul, (liv. V, tit. IV, § 9) devient *famosus* ; même règle se

trouve dans la loi 4, *de publicis judiciis*, D., et dans la loi 1, *de his qui not inf.* (1).

Le coupable encourait l'infamie même au cas où il aurait fait un pacte avec l'offensé : nous verrons cependant que le pacte éteint l'action d'injures (L. 4, § 5, *de his qui not inf.* — *Inst.*, liv. IV, tit. XVI, § 2) parce que, nous dit-on, c'est avouer son crime que de transiger (L. 5, D., *eod.*), — et que la cause première de la dette ainsi contractée est un délit (*Instit.*, *eod.*)

Mais en cas de représentation, nous venons de voir qu'il n'y a infamie ni pour le mandant ni pour le mandataire.

Outre l'infamie, le coupable pouvait encourir certaines déchéances telle par exemple celle-ci : *Atrocis injuriæ damnatus in ordine decurionum non esse potest.* (L. 40, D., *de inj.*) Dans la loi 45, *eod. loc.*, nous voyons que pour la personne d'un certain rang, il peut y avoir lieu de prononcer l'*interdictio certæ rei* ; c'était probablement au juge de préciser et de fixer, s'il y avait lieu, le temps que devait durer la déchéance.

(1) On peut se demander ici si l'infamie n'est pas la même chose que la perte de l'*existimatio* dont nous avons parlé plus haut. On ne sait pas bien ce qu'est l'infamie ; c'est peut-être en grande partie chose de fait, de telle sorte qu'en déclarant qu'elle résulterait de telle ou telle action on n'ait fait que donner satisfaction à l'opinion générale. Ce sont bien là des caractères de la perte partielle de l'*existimatio*. Quoi qu'il en soit, nous trouvons au *Digeste* un texte qui semble devoir faire conclure à l'assimilation : *Minuitur existimatio quotiens manente libertate circa statum dignitatis poena plectimur sicuti cum relegatur quis... Vel in eam causam incidit quæ edicto perpetuo infamiæ causa enumeratur.* (L. 5, § 2, *de extraord. cogn.*)

Extinction de l'action d'injure

L'action d'injure s'éteint 1^o *remissione* 2^o : *morte* ; 3^o *tempore*.

I. — Si l'offensé semble ne pas ressentir l'injure au moment où elle lui est faite, s'il affecte de la mépriser, il ne pourra plus tard et après réflexion poursuivre l'offenseur : *dissimulatione aboletur*.

S'agit-il ici d'une personne qui, injuriée par exemple indirectement en public, ressent fort bien l'injure, mais dissimule tout d'abord son ressentiment par amour-propre ? Ou plutôt peut-être de celui qui pardonne aussitôt l'injure faite, mais qui s'en repent plus tard ? Les termes employés par Ulpien (L. 44, § 4, D., *de inj.*) semblent indiquer cette seconde manière de voir : *Si quis injuriam dereliquerit, postea ex penitentia injuriam remissam non poterit recolare*.

— Justinien emploie les mêmes termes dans le § 12, liv. IV, tit. IX, *de injur.* Ce mode d'extinction vient de ce que l'action d'injures étant *ex bono et æquo*, toutes les fois que le pardon sera promis ou même probable, l'action sera refusée. Mais il peut se faire que le seul silence de l'offensé ne suffise pas à établir une semblable présomption, et dans ce cas, ce ne serait pas un motif suffisant pour faire refuser l'action.

Au lieu de n'être que présumée, comme dans le cas de *dissimulatio*, la remise peut être certaine : elle est alors gratuite, ou à titre onéreux.

a. — *Gratuite*, elle n'exige qu'une volonté, celle de l'offensé qui pardonne, soit parce qu'il est clément, soit parce qu'il a reçu une satisfaction extra-judiciaire (1)

(1) Il ne faut pas entendre par là une réparation pécuniaire, mais bien une satisfaction morale ; par exemple, l'offenseur a fait des excuses acceptées, etc. etc.

(L. 17, § 6, D., *de inj.*) : *qui accepit satisfactionem injuriam remisit*. Voet (XLVII, tit. XI, n° 23) remarque que dans ce cas, si le pardon de l'injure par la partie lésée met fin à l'action privée, il n'empêche pas la poursuite publique qui appartient aux prêteurs, parce que chacun peut renoncer à son droit privé, mais non au droit de la société. C'est ainsi que nous avons vu recommander au gouverneur d'une province de poursuivre malgré le pardon de l'évêque ceux qui auraient commis quelque outrage envers cet ecclésiastique. (L. 10, C. *de episc. et cler.*)

La remise, de la part du père, d'une injure faite à son fils, a pour effet, en général, de priver le fils de son action ; mais cette règle ne serait pas applicable à l'action de la loi Cornélia sur laquelle le père n'a aucun droit. (L. 5, § 6, D., *de inj.*)

Quant au fils, il ne porterait en tout cas préjudice qu'à lui-même en renonçant à l'action d'injures.

Si plusieurs personnes ont souffert d'une même injure, la remise faite par l'un ne préjudicie en rien au droit des autres. (L. 1, C. *inter alios acta.*) — *Inter alios res gestas aliis non posse præjudicium ferre sæpe constitutum est*.

b. — La remise à titre onéreux exige le concours de deux volontés, celle de l'offenseur et celle de l'offensé : ce sera un pacte : *Si nuda voluntate injuriam remisit, indubitate dicendum est extinguere injuriarum actionem*. (17, § 6, D., *de inj.* — 17, § 1, D., *de pactis*.) Cette extinction a lieu *ipso jure*, elle a été instituée par la loi des Douze tables, et cela, nous dit M. Accarias (II, 643), à cause des peines parfois excessives auxquelles l'action d'injures aboutit. Nous avons vu, du reste, que le pacte intervenu entre l'offensé et l'offenseur n'empêche pas ce dernier d'encourir l'infamie.

II. — MORT. — La mort de l'offenseur et celle de l'offensé éteignent également l'action d'injures. (15, § 14, D., *de inj.*)

Cette action a un caractère trop évidemment pénal et trop purement répressif, pour être donnée contre les héritiers de l'offenseur. (L. 13, pr. *D.*, de *inj.* — Gaius, C. IV, 112. — 15, § 3, *D.*, ad *sen. Turpill.*) — Ils n'ont rien recueilli au détriment de l'offensé, ne sont point coupables envers lui et ne sont tenus en conséquence en aucune façon.

Quant aux héritiers de l'offensé, la règle n'est pas absolue : on leur donnera l'action lorsque la *litis contestatio* l'aura fait entrer dans le patrimoine du défunt. (13, pr., *D.*, de *inj.* — 28, *D.*, de *inj.*) En outre, ils auront l'action quand elle sera née en quelque sorte en leur propre personne, bien que l'outrage soit adressé au défunt. (I, § 6 et s., *D.*, de *inj.*)

III. — PRESCRIPTION. — Quel en est le délai ? La loi 5, *D.* de *inj.*, semble par la généralité de ses termes devoir faire décider que la prescription dans tous les cas est fixée à un an ; mais il s'en faut de beaucoup que cette opinion soit adoptée par tous les auteurs : Voet, par exemple, veut que la prescription de l'action civile de la loi Cornélia soit de trente ans, et que l'action criminelle pour injure dure vingt ans, parce que tel est le délai ordinaire des prescriptions criminelles. (L. 12, *C. ad. legem Corn. de fals.*) Malgré tout, nous croyons devoir décider que dans tous les cas la prescription est d'un an : la loi 5, *C.*, ne distingue pas, et, en outre, l'intérêt est le même dans tous les cas, et le délai d'un an passé sans plainte aura toujours la même signification. D'ailleurs, ce délai est un délai utile et non pas un délai continu, c'est-à-dire que l'année de la prescription ne doit compter que des jours où le magistrat rend la justice, où le défendeur peut en fait être poursuivi, où une cause légitime n'empêche pas le demandeur d'agir.

Nous en trouvons la preuve dans la loi 14, §§ 1 et 2, *quod metus causa* : Ulpien, après avoir dit que l'action *quod metus*

causa est accordée après le délai d'un an mais seulement *causa cognita* et s'il n'y a point d'autre action, ajoute : *Et sane, cum per metum facta injuria anno quidem utili exoleverit idonea esse causa debet ut post annum actio hæc dari debeat.*

Quant au point de départ du délai de la prescription de l'injure, il semble que ce soit le moment où l'offensé en a eu connaissance : la prescription, nous le croyons du moins, reposant sur une présomption de pardon, cette présomption ne sera admissible qu'au cas où l'injure a été connue.

DROIT FRANÇAIS

DE LA RÉPRESSION DE L'INJURE

Nous ne pouvons avoir la prétention d'énumérer et d'étudier en détail toutes les lois diverses qui, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, ont pu prévoir le délit d'injures ; les bornes de cette modeste étude sont trop peu étendues pour nous permettre un travail si considérable. Nous citerons seulement quelques exemples pour donner un aperçu de la législation aux différentes époques.

Après avoir étudié les dispositions de la loi salique, qui représentera le droit barbare, nous parlerons de quelques sources primitives de l'ancien droit, telles que les *Établissements de saint Louis* et les chartes des communes ; dans une seconde partie nous reconstituerons autant que possible la théorie de l'injure telle qu'on la comprenait dans la législation antérieure à 1789. Enfin dans une troisième partie, nous exposerons brièvement le droit moderne.

PREMIÈRE PARTIE

Nous avons relativement peu de choses à dire sur la première période, au début surtout. Que dirions-nous des Gaulois par exemple? Nous n'avons à ce sujet que bien peu de renseignement : à peine quelques phrases recueillies çà et là dans les *Commentaires* de Jules César ; encore sont-elles relatives au droit de famille, et n'ont-elles par conséquent aucun rapport avec notre sujet. (V. P. Viollet, *Précis de l'hist. du droit français*, p. 5 et s.) Le droit romain a-t-il supplanté leurs coutumes ou les a-t-il respectées comme il respectait en général les coutumes. (Klimrath, *Essai sur l'étude historique du droit*, p. 7.) Il est impossible de donner une solution, je ne dis pas certaine, mais même probable. Nous sommes en face d'une sorte de chaos : les Barbares envahissent l'empire romain, le parcourent en tous sens, apportent chacun une loi différente, et s'établissent tantôt à une place tantôt à une autre : il est certain qu'ils ressentent l'influence du droit romain, et que cette influence se fait ressentir pendant toute la période carlovingienne, mais cependant sans faire perdre aux lois barbares leur originalité.

Loi salique

Comme type de lois barbares, nous allons étudier en détail le texte de l'une d'elles; la loi salique, la plus célèbre de toutes. On suppose qu'elle remonte à Clovis, et a été rédigée entre 486 et 496.

Nous y trouvons un titre entier relatif à notre sujet, ce titre contient six paragraphes ou articles.

§ 1. — *Si quis alterum cinnitum vocaret* MALB QVINTVO DC *den qui faciunt sol. XV culpabilis judicetur* (1). On n'est pas bien d'accord sur la signification qu'il faut donner au mot *cinnitum*. Les uns pensent qu'il faut entendre par là un homme de rien ; d'autres, que c'est un synonyme de *cænosum*, *id est fœtidum, spurcum, lutulentum*, etc. D'autres, qu'il faut entendre par là : *puer meritorius* ce qui est plus probable, comme le démontre Eccard dans une glose sur cet article.

Les mots MALB QVINTVO sont ce qu'on appelle la glose malbergique, c'est-à-dire la traduction de l'expression latine en langue franque ; on suppose qu'il y avait d'abord un texte franc salien, et que le latin ou quasi-latin qui nous reste ne serait qu'une traduction de cette rédaction perdue, et qu'enfin les gloses malbergiques elles-mêmes seraient des fragments du texte original, auquel il fallait bien recourir quand le latin était insuffisant ou obscur. (Vid. Viollet, *Histoire du droit français*, liv. I, ch. II.)

La peine prononcée par notre article est de six cents deniers : *DC den. qui faciunt sol. XV*. Dans cet article comme dans les suivants, les sommes sont exprimées en deniers et en sous, et voici la raison qu'en donne M. Viollet : il est clair que les Saliens avaient besoin en ce moment de compter deux fois, pour ainsi dire, et pourquoi ? C'est évidemment que leur monnaie venait d'être modifiée. Ils se servaient depuis peu d'une monnaie divisionnaire nouvelle, à laquelle ils n'étaient pas habitués. Ils maniaient de nouveaux deniers. Leur sou, il s'agit de sou d'or, comprenait maintenant quarante deniers d'argent..., il succédait à une division différente, à un denier d'argent d'une plus grande

(1) *Eccardi et Wendelini leges Salicæ*, 1720.

valeur qui était le douzième du sou. De là les comptes perpétuels de la loi salique, qui évalue toutes les compositions en sous d'or et en deniers d'argent.

II. — *Si quis alterum falsatorem, et mulier alteram mulierem meretricem clamaverit* MALB EXTRABO D C den. qui faciunt solid. XV culpabilis judicetur. Il y a là deux injures différentes punies d'une même peine. Dans d'autres versions (1) nous trouvons deux articles séparés, dont l'un est ainsi conçu : *Si quæ mulier ingenua, aut vir mulierem meretricem clamaverit et non poterit adprobare*. Le texte est ainsi plus complet, puisqu'il prévoit le cas où un homme aurait commis l'injure, et permet la preuve du fait allégué. La disposition relative à la femme qui aurait injurié une autre femme n'a pas besoin de commentaire. — Quant à la seconde, nous voyons dans la glose d'Eccard, que c'était une injure fort grave chez ces Francs, qui, *ut ceteri Germani omnes recti bonique tenacissimi erant*. Il raconte à ce propos que Berthoald, chef des Saxons, apercevant Lothaire, roi des Francs, contre lequel il était irrité, l'avait appelé *bale jumentum*, ce qui signifiait *animal falsarium vel perfidum*. Aussitôt le roi, rempli d'indignation, et ne pouvant supporter une telle injure, lance son cheval à la nage, traverse le fleuve qui les sépare, et poursuit Bertoaldus, le vainc dans un combat singulier, et lui coupe la tête qu'il rapporte au milieu des siens.

III. — *Si quis alterum concacatum aut vulpeculam vocaverit* CXX den. qui faciunt Sol. III culpabilis judicetur.

A. — CONCACATUM. *Quem enim veteres sordibus aut cæno perfundebant, is summa ignominia affectus erat*, dit Eccard ; il ajoute que Chuntgramnus, roi des Francs, voulant faire un sanglant outrage au roi Childebert *jussit super capita*

(1) *Pactus legis salicæ*, dans l'édition d'Eccard, p. 153.

euntium projici equorum stercora, putrefactas hastulas, paleas ac fœnum putredine dissolutum, ipsumque fœtidum urbis lutum. Quibus rebus maculati graviter, non sine immensa injuria atque contumelia abierunt.

B. — VULPECULA. C'est-à-dire renard, homme rusé, et surtout, timide, peureux, poltron ; on regardait comme injure équivalente *caudator* (à cause de la belle queue du renard) et c'est de là qu'est venu notre mot de couard. — La peine prononcée est moins forte que pour les injures précédentes : 120 deniers ou 3 sous d'or.

IV. — *Si quis alterum leporem clamaverit CCXL den. qui faciunt solid. VI culpabilis judicatur.* L'injure est considérée comme plus grave puisque l'amende est du double. Chez les Germains rien n'était plus honteux que la fuite.

V. — C'est un reproche de même genre que celui que prévoit l'art. 5. *Si quis homo ingenuus alio impropaverit quod scutum suum jactasset, et fuga lapsus fuisset, et non poterit adprobare* MALB AUSTRAPO, *DC den. qui faciunt sol. XV culpabilis judicetur.* « *Scutum reliquisse præcipuum flagitium : nec aut sacris adesse, aut concilium inire, ignominoso fas ; multique superstites bellorum infamiam laqueo finierunt.* (Tacite, *Mœurs des Germains*, VI, *in fine.*)

Ce qu'il y a d'assez remarquable dans cette disposition c'est qu'elle semble générale aux premiers peuples : nous l'avons déjà vue dans la législation grecque. De même du reste que la législation grecque, la loi franque admet la preuve du fait avancé : Si la preuve est administrée, le coupable n'encourra aucune peine. Dans les articles précédents, on ne dit rien de la preuve, mais nous ne savons trop s'il faut conclure qu'elle ne serait pas admise, puisque nous avons vu que, dans une version, on avait ajouté à l'art 5 : *et non poterit adprobare.* D'ailleurs nous ne voyons pas bien

pour quelles raisons on pourrait l'admettre dans un cas et pas dans l'autre.

VI. — *Si quis alterum delatorem clamaverit et non poterit adprobare* MALB. LEVDARDI, DC *den qui faciunt solid. XV culpabilis judicetur*. Pas de commentaire à ce texte : *delatorum nomen odiosissimum semper fuit*, dit la glose.

En 819 nous trouvons, parmi les capitulaires destinés à compléter ou modifier la loi salique, une ordonnance rendue par le roi Louis en son palais d'Aix-la-Chapelle et prononçant des peines particulières contre ceux qui auraient outragé ou frappé un prêtre dans une église ; une forte amende était infligée au coupable, et s'il n'avait de quoi la payer, il devait se constituer esclave de l'Église jusqu'au moment où par son travail il aurait remboursé ce qu'il devait.

Chartes des communes

Sans nous arrêter plus longtemps aux lois barbares, dont nous venons d'étudier la plus connue, nous allons passer à l'époque féodale. A ce moment nous trouvons de nombreuses dispositions relatives aux injures dans les chartes communales. Citons comme exemples les lettres par lesquelles, en 1190, Philippe-Auguste, reconnaît comme commune la ville d'Amiens. L'art. 40 de la charte porte : *Qui juratum suum turpibus et inhonestis conviciis lacesserit, et duo vel tres audierunt ipsum, per eos statuimus convinci et quinque solidos, duos scilicet conviciato, et tres communie dabit*. Et l'art. 37 : *Si quis Majorem in placito vel intra placitum turpibus et inhonestis verbis provocaverit, domus ejus prosternatur ; aut secundum pretium domus in misericordia Judicum redimatur*.

On trouve de même dans les lettres de Charles IV en

1325, confirmant les privilèges et coutumes de la ville de Riom en Auvergne, une disposition ainsi conçue : *Qui gladium emolutum contra alium irato animo traxerit, licet non percusserit, si clamor factus fuerit et legitime probatum fuerit, nobis in LX solidos pro justitia puniatur et emendet injuriam passo secundum consuetudinem villæ diutius approbatam.*

Cette disposition rappelle la loi 5, § 1, D., de inj : *Si quis pulsatus quidem non est, verum manus adversus eum levatae et saepe terribus quasi vapulaturus : utili injuriarum actione tenetur.*

Citons encore des lettres de Charles V (28 janvier 1368), confirmant celles par lesquelles Philippe-Auguste avait établi une commune dans la ville de Péronne. Il y est dit dans l'art. 9 que si quelqu'un est convaincu d'avoir dit des injures à un autre, il payera 10 sols, qui seront employés aux fortifications de la ville. Celui qui aura, étant en colère, poussé rudement quelqu'un, sera condamné, si le fait est prouvé, à 50 sols, qui seront employés aux fortifications de la ville. — Si le délit n'est pas prouvé, il s'en purgera par serment.

Et dans l'art. 24 : celui qui aura dit des injures au maire, aux échevins ou à quelque personne que ce soit qui se trouveront dans les rues pour affaires publiques, payera 40 sols à la commune. Si celui à qui l'injure a été faite en porte sa plainte, on lui fera justice.

Ces exemples suffiront pour donner une idée des dispositions que contenaient les chartes des communes ; nous allons maintenant passer à des dispositions d'un caractère plus général, et plus importantes parce que, bien qu'ayant pas un rôle officiel, elles exercèrent une grande influence.

Établissements de saint Louis

Dans les *Établissements de saint Louis*, qui, croyons-nous, remontent à 1270 nous trouvons deux chapitres relatifs aux injures :

Chapitre cXLVIII de la première partie. Le texte donne d'abord quelques exemples d'injure : « Se aucuns en apele un autre faus ou larron ou meurtrier ou punais ou d'aucune autre folie vilene ou desloial... » En ajoutant ces derniers mots, la loi prend un caractère de généralité que nous n'avons pas encore rencontré : toute injure verbale peut être ainsi atteinte. Dans le même chapitre, nous trouvons des indications curieuses sur la procédure à suivre : le plaignant se présentait devant le roi et devait dire : « Sire, il m'a appelé desleal ou larron a veüe et seüe de moy et de gens, si vüel que vous m'en facez droit. Et seli autre dit : Je m'en deffens et en feré ce que devré ». Si le défendeur jurait alors qu'il n'avait pas injurié, il était absous ; mais s'il n'osait prêter serment, il devait payer 5 sols à la justice et 5 sols au plaignant.

Dans la seconde partie des *Établissements* nous trouvons un autre chapitre qui contient les mêmes dispositions, mais que nous mentionnons cependant à cause de ces mots qu'il ajoute pour terminer : « Més la femme ne paye que demi amende de 3 sols. » Les femmes avaient ainsi jadis double privilège, car nous voyons dans les œuvres de Loisel, VI, II, 34, que les injures qui leur étaient faites étaient punies d'amendes doubles, et cet usage était fort ancien.

Coutume de Beauvoisis

Pour donner une idée plus complète de cette époque, il nous faut jeter un coup d'œil sur l'œuvre de l'un des plus

célèbres jurisconsultes d'alors, je veux dire Beaumanoir. — (Beaumanoir, né en 1226, mort vers 1293, était bailli de Clermont en Beauvoisis.) Voici ce que nous trouvons au chapitre xxx de son *Commentaire de la coutume de Beauvoisis* : « C'est annuize chose quant nostre coustume sueffre que un petit Hons de pooste puet ferir homme vaillant et si n'en payera que cinq sols d'amande et pour che je m'accort que longue prison li soit baillée, si que par le doute des prisons li musarts'en chastient de fere tex folies. » Beaumanoir trouve que la coutume n'était pas assez sévère dans ce cas. A vrai dire, la peine était plus forte quand il y avait une circonstance aggravante de lieu. Par exemple : « Se bature est fete devant juge en court vestue, l'amande est à la volenté dou seigneur. » Beaumanoir dit à ce propos : « Il avint que un bourgeois de Clermont feri un homme là ou li Prevos tenait ses Ples ; je en levai trente livres d'amande, il s'en alla plaindre au roy et empetra une letre que je li fesse lamande jugier par les hommes de Clermont, je ne vous, ains alai en Parlement, et le bourgeois present je proposai le fet, il fut regardé qu'il ne convenait pas metre chel cas au jugemens le conte pour che que le fet touchait le despit au seigneur, et fut dit au bourgeois qu'il en avait bon marchié quant il en estoit quites pour 30 livres et pour che pouvés vous savoir que en pluriex cas qui touchent despits as seigneurs, les amandes sont à la volenté des seigneurs. »

Beaumanoir parle ensuite des peines prononcées en Beauvoisis pour injure, et exprime à ce sujet son opinion, plus sévère que la *Coutume* : « Or veon doncques, se un Hons dit vilenie et s'il s'en plaint à qui le vilenie est dite, l'amande est de cinq sols, s'il est homme de pooste, et s'il est gentilhons l'amende est de dix livres et encorem'accorde je se un hons dit vilenie à un vaillant homme que il ait paine de

prison si que par la peine de la prison li musart en soit chastié. »

Comme en matière de coups, l'amende est bien supérieure au cas où il y a des circonstances aggravantes de lieu : « De vilienne qui est dite devant le juze, si comme là où li Prevos tient ses ples ou le baillis entre gens de pooste lamande est de 60 sels et entre gentixhommes lamande est de 60 livres. »

Il y a également circonstance aggravante quant à la personne injuriée : « De vilenie qui est dite as Prevos ou as serjans d'homme de pooste lamande est de 60 sols et de gentilhomme de 60 livres. »

Toutes les dispositions, fort nombreuses du reste, que nous pourrions trouver à cette époque sont particulières, spéciales à un territoire plus ou moins étendu ; les énumérer toutes nous semble un travail peu fructueux, et nous pensons que celles que nous venons de passer en revue suffiront pour donner une idée de la législation d'alors.

DEUXIÈME PARTIE

A partir des ^{xiii}^e ^{xiv}^e siècles, le droit romain, longtemps abandonné, fait sentir son influence ; les ordonnances deviennent plus générales ; on rédige les coutumes ; de savants jurisconsultes les commentent et cherchent souvent à les ramener à l'unité ; la jurisprudence devient stable et prend une autorité qu'elle n'avait pu avoir jusqu'alors : c'est notre seconde période. Nous cessons ici de classer des documents par ordre de dates pour faire un exposé général de notre sujet dans le droit ancien.

Nous n'avons plus ici de simples énumérations, et ce ne sont pas seulement des cas spéciaux que l'on vise ; la doctrine plus savante a permis de généraliser, et nous allons rencontrer une législation bien différente de celle dont nous venons d'exposer quelques dispositions.

Si l'on voulait faire une comparaison, on pourrait dire avec assez de vérité que les lois de la première période du droit français rappellent celles de Solon ; la seconde, les lois romaines. Mais il n'y a dans le premier cas qu'une analogie fortuite, alors que dans le second, c'est une véritable similitude. Cela est facile à comprendre : les dispositions législatives ayant trait à notre sujet sont assez rares, et le droit qui est suivi en cette matière n'est autre que le droit romain, commenté par les jurisconsultes. Comme en droit romain, il y a donc des injures graves et des injures légères ; des injures *re, verbis* ou *litteris* ; comme

en droit romain l'intention est considérée comme élément nécessaire de l'injure. Ce sont toutes choses que nous avons déjà traitées ; il sera donc à peine besoin d'en dire quelques mots. Mais c'est dans la répression qu'apparaîtra toute l'originalité de la législation que nous allons étudier. En droit romain nous n'avons vu que des peines pécuniaires ; ici des ressources toutes nouvelles vont venir en aide à la répression.

Nous allons tout d'abord examiner rapidement les diverses sortes d'injures :

A. — INJURE VERBALE

Ce sera toute parole injurieuse ou tout propos outrageant portant atteinte à l'honneur ou à la réputation d'autrui. L'injure verbale peut être directe ou indirecte, résulter de cris et d'invectives ou d'allusions blessantes. Elle peut être faite en présence ou en l'absence de l'offensé, et, comme le dit Bouchel : « Autant ou plus méfait celui qui injurie la personne en derrière qu'en sa présence. » (Bouchel, *Trésor du droit français*, au mot *injure*). Il ne servira de rien de faire précéder l'injure d'une *præfatio honoris*, d'y joindre, par exemple, ces mots : « Sauf votre respect », car les mots sont en désaccord avec le fait.

Il y aurait injure à reprocher à quelqu'un un défaut naturel : calvitie, etc. ou une accusation qui aurait jadis pesé sur lui ; il y aurait injure à reprocher pour de mauvaises raisons un juge ou un témoin.

« Il est permis de proposer tous les faits qui peuvent faire rejeter leurs suffrages, mais lorsque ces faits ne sont pas prouvés, l'imputation dégénère de plein droit en calomnie. » (Dareau, I, S, I.)

Cette règle se trouve dans l'article 41 de l'ordonnance

de Villers-Cotterets rendue en 1539 par François I^{er} : « Que pour chacun fait de reproches calomnieusement proposé, qui ne sera vérifié par la partie, y aura condamnation, c'est à scavoir, en nos cours souveraines de 20 livres parisis d'amende, moitié à nous et moitié à la partie, ou de plus grande peine pour la grandeur de la calomnie desdits propos à l'arbitration de la justice, et moitié moins en nos cours inférieures.

Dans le même ordre d'idées, nous trouvons deux dispositions dans l'édit de 1667. Il y est dit, au titre XXIII, art. 2 : « S'il est avancé dans les reproches que les témoins ont été emprisonnés, mis en décret, condamnés ou repris de justice, les faits seront réputés calomnieux, s'ils ne sont justifiés avant le jugement du procès, par les écrous d'emprisonnement, décrets, condamnations ou autres actes.

L'article 29, titre XXIV, de la même ordonnance porte : « Celui dont les récusations auront été déclarées impertinentes et inadmissibles, ou qui en aura été débouté, faute de preuves, sera condamné en deux cents livres d'amende, etc. » — Les amendes, comme dans l'ordonnance de Villers-Cotterets, varient suivant le degré plus ou moins élevé de la juridiction.

Quant aux injures légères, il est inutile de les énumérer ; elles peuvent servir à l'infini ; ce peut être même un simple souhait, comme en cite Jousse : « Le diable vous emporte ! — Je voudrais vous voir mort ! » Mais nous croyons que c'est là la moindre des injures, et aujourd'hui nous ne saurions y voir qu'une simple vivacité sans caractère outrageant.

B. — INJURES ÉCRITES

Elles ont lieu par placards, chansons, vers, pasquinades, aussi bien que par lettres, mémoires, requêtes, et en géné-

ral par quelque écrit que ce soit. On les considère comme plus graves que les autres injures, parce qu'elles peuvent laisser des traces durables sur « le bien le plus précieux de la vie civile et dont la perte est le plus difficile à réparer : l'honneur. » (Muyart de Vouglans, tit. XX, *Inst. crim.*) Que les écrits soient ou non signés, qu'ils nomment les personnes injuriées ou les désignent seulement par quelques traits qui les fassent reconnaître, dans tous ces cas l'injure existe et doit être punie.

C. — INJURES RÉELLES

Elles se commettent de plusieurs façons, et l'on peut dire que ce sont toutes injures qui ne sont ni verbales, ni écrites.

a. — Elles peuvent atteindre la personne elle-même : si on la frappe avec la main ou avec un bâton, si on la pousse violemment ou qu'on arrête son cheval par la bride, etc. On range aussi dans la catégorie des injures réelles les menaces même écrites. Jousse, dans son *Traité de justice criminelle*, cite un arrêt confirmatif d'une sentence rendue au bailliage criminel d'Orléans le 7 octobre 1746 par laquelle le nommé Jean-Paul Bruyard, un naïf pâtissier de Meun, avait été condamné à trois ans de galère, pour avoir écrit à monseigneur l'évêque d'Orléans une lettre anonyme portant menace de le tuer ainsi que son bailli et ses domestiques, s'il n'envoyait audit Bruyard la somme de 600 livres.

b. — Elles peuvent atteindre l'honneur de la personne : si l'on plante des cornes devant la porte d'un homme marié (il paraît qu'en Italie des statuts particuliers prévoyaient cette sorte d'injure); si l'on montre à quelqu'un une roue ou une potence, pour faire entendre aux assistants qu'il est digne d'y être attaché.

On peut faire rentrer dans cette catégorie les injures par

gestes dont la moindre peut-être serait, comme dit Bouchel, « de sortir sa langue en contumélie d'autrui. »

c. — Elles peuvent atteindre les biens seulement : si l'on coupe les arbres d'autrui ou si on les dépouille de leur écorce, ainsi que cela arriva à Montreuil près Paris, où des paysans s'amuserent, pour se moquer d'un bourgeois amateur de jardinage, à enlever l'écorce de tous les arbres de son jardin. A vrai dire, il faut dans ce dernier cas, qu'on ait eu l'intention de tourner en dérision le propriétaire : si on a voulu prendre ses arbres, il y a vol ; si on a accompli un acte de méchanceté, il y a tort causé, *injuria* au sens large, mais non outrage proprement dit.

Du reste, les jurisconsultes qui ont écrit sur l'injure prennent très souvent *injuria* dans le sens le plus étendu. Ainsi Jousse (*Inst. crim.*, III) comprend dans les injures réelles l'incendie, qu'il divise en deux catégories : 1° l'incendie public, qui a lieu lorsqu'on incendie des landes ou des forêts ; 2° l'incendie privé, qui a lieu lorsqu'on n'a brûlé que des maisons. La peine est dans la plupart des cas d'être brûlé vif. Nous ne relatons ce délit que pour mémoire, car il nous semble qu'il ne doit pas être compris parmi les injures, avec lesquelles il n'a rien de commun.

Un autre injure réelle qui se rattache à notre sujet par son caractère outrageant est le violement de sépulchre qui peut se commettre de plusieurs façons et pour divers motifs : dissection, vol de vêtements, etc. L'auteur précité rapporte plusieurs arrêts condamnant des fossoyeurs ou des religieux pour violation de sépulture et vols de cercueil de plomb ; et aussi un arrêt assez curieux condamnant le fils du fossoyeur de Saint-Sulpice, qui avait vendu des cadavres à des chirurgiens (1).

(1) On trouve dans les additions de M. Fournel à l'œuvre de Dureau une note qui donne une triste idée du respect que l'on avait

Circonstances aggravantes

Les différentes injures que nous venons d'étudier peuvent se présenter avec plus ou moins de gravité suivant les circonstances.

Il faut avoir égard :

1° A la personne tant celle de l'offenseur que celle de l'offensé. L'injure faite à un gentillomme ou à un prêtre revêtu de ses ornements, les outrages proférés contre Dieu ou les saints, le roi ou sa famille, ont un caractère particulièrement grave. Les officiers ministériels sont particulièrement protégés par les édits; on considère que l'offense qui les atteint rejaillit sur le roi lui-même et que l'intérêt de la justice veut qu'ils soient à l'abri de tout outrage. L'article 34 de l'ordonnance de Moulins (1), contient à cet égard des dispositions formelles : « Défendons sous peine de la vie à tous nos sujets en quelque qualité qu'ils soient, outrager ou excéder aucun de nos officiers, huissiers ou sergents faisant ou exploitant actes de justice, dont n'entendons être expédiées lettres de grâce ou de rémission. » Le roi déclare même ensuite qu'il ne veut recevoir de personne des supplications pour celui qui se serait rendu coupable d'un tel crime, et que si des lettres de grâce venaient à être accordées malgré tout, il n'en faudrait tenir aucun compte et les considérer comme non avenues.

L'article 190 de l'ordonnance de Blois, rendue en 1579 par Henri III, reproduit à peu près l'article 34 de l'ordonnance de Moulins :

alors de la sépulture : « c'est chose notoire, dit-il que les fossoyeurs n'achètent jamais de bois l'hiver; ils se chauffent avec le bois des bières qu'ils ont brisé; par la même raison, ils achètent rarement de chemises. »

(1) Rendu en 1566 par Charles IX.

« Défendons sous peine de la vie à nos sujets, de quelque qualité qu'ils soient excéder et outrager aucun de nos magistrats, officiers, huissiers ou sergents faisant, exerçant ou exécutant acte de justice. Voulons que les coupables de tels crimes soient rigoureusement châtiés sans espoir de miséricorde, comme ayant directement attenté contre notre autorité et puissance. Faisons très étroites inhibitions à tous princes, seigneurs et autres..., faire aucune requeste pour obtenir grâce, pardon et remission pour les dits coupables, et si par importunité aucune chose était accordée par nous, ne voulons nos juges y avoir égard quelque jussion ou dérogation que nous ferions ci-après à la présente ordonnance. »

2° A la nature de l'injure : un coup de poing sera moins grave que des coups de bâton ; une blessure à la main, moins grave qu'une blessure au visage, principalement, disent les auteurs, s'il s'agit d'une femme et surtout d'une jeune fille à marier.

3° Au plus ou moins de publicité.

4° Enfin, à une foule de circonstances qui peuvent se présenter en fait et qui sont laissés à l'appréciation du juge.

Excuses et circonstances atténuantes

Sans plus insister sur les circonstances qui peuvent ajouter à la gravité de l'injure, nous allons passer en revue celles qui au contraire peuvent atténuer la peine ou même excuser le coupable (1).

Nous trouvons en premier lieu le défaut d'intention cou-

(1) De même que la considération de la personne peut aggraver le délit, elle peut l'atténuer : si un seigneur injurie un roturier, il n'y a là qu'injure légère.

pable qui doit être une excuse suffisante, pourvu toutefois qu'il n'y ait point faute ou négligence. Dans bien des cas, la question sera facile à résoudre, mais il est des points délicats sur lesquels nous devons donner quelques explications : Que décider, si dans une conversation avec un ami, vous avez révélé certains faits de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la réputation d'autrui ? Que décider, si ces renseignements sont contenus dans une lettre livrée ensuite à la publicité ? Si vous avez eu une intention coupable, vous devez être condamné ; mais si vous n'avez fait par exemple que donner des renseignements sur un commerçant à un ami auquel vous avez voulu épargner de mauvaises affaires, si vous avez mis dans vos renseignements toute la discrétion désirable, que pourrait-on vous reprocher ? Si votre ami a fait ensuite un mauvais usage de vos paroles ou de votre lettre, ce sera lui et non vous qui devra être poursuivi.

En fait d'injures l'intention est donc toujours un critérium infaillible. Il faut décider en conséquence que celui qui ne jouit pas de salubre volonté est incapable d'injure, — un enfant, un fou, par exemple. — Mais que penser de ceux qui ont perdu la raison dans l'ivresse, ou que la colère aveugle ? L'opinion de Jousse, conforme aux principes purs, est que l'injure proférée dans ces deux cas est moins grave et peut même être excusée s'il y a ensuite rétractation ; on ne peut dire en effet que l'intention soit évidemment coupable au moment où l'injure est faite. Voët pense que l'ivrogne est aussi coupable qu'un autre, parce que c'est une faute grave de s'enivrer, surtout si l'on sait mal porter le vin ; mais, comme l'ivrogne n'a pas sa raison, on a coutume, dit-il, lorsque des injures ont été proférées *inter spumantia meri pocula*, d'envoyer le lendemain un notaire avec des témoins demander à l'offenseur s'il maintient son dire. Il faut agir

de même pour les injures proférées dans un moment de colère : elles ne sont punissables que *quantum perseverantia mentis apparuerit*.

Telle est également l'opinion de Bouchel en son *Trésor du droit français*.

On suit un système analogue s'il s'agit d'injures verbales légères. La peine est réduite à rien si l'offenseur déclare ne pas maintenir ses paroles et tenir pour homme de bien l'injurié ; le juge, sans prononcer d'amende ni de dommages-intérêts se contentera de donner au demandeur acte de la déclaration, en autorisant l'affiche du jugement si elle est demandée, et condamnant aux frais le défendeur.

On admet excuse dans le cas où l'injure est faite *in excipiendo*. — Bouchel dans son *Trésor du droit français*, au mot *injure*, rapporte un arrêt du 6 août 1588 qui le décide ainsi. Voici l'espèce : Un nommé Chesnet avait eu le fouet pour larcin, mais avait été réhabilité : il brigait la place de procureur fiscal du sieur marquis de Resnel en même temps qu'un nommé Porillon. Porillon, pour l'évincer, dévoila sa condamnation et fut pour ce poursuivi par action d'injures. Après plusieurs jugements en sens divers, il fut décidé par arrêt définitif que Porillon n'était pas coupable parce qu'il n'avait eu pour but que de se défendre et de servir sa cause et non d'injurier Chesnet, auquel on en donnait acte. Nous pensons qu'une telle décision est injuste et fort dangereuse, car c'est presque toujours l'intérêt qui pousse à injurier et à diffamer ses adversaires, et il nous semble qu'admettre la solution qu'on nous présente, c'est montrer de l'indulgence au cas où le besoin de sévérité se ferait le plus sentir.

Faut-il décider que la vérité du fait allégué constitue une excuse ? Non en principe, tous les auteurs sont de cet avis, mais il est quelques explications et quelques détails

sur lesquels ni eux, ni la jurisprudence ne sont bien d'accord.

Jousse distingue les faits injurieux révélés en justice et ceux révélés hors de justice : dans le premier cas, il s'agit d'accusations, récusations, requêtes, mémoires, plaidoyers, etc. : Si les faits sont prouvés, il y a excuse. « Cette règle est très utile, dit Bouchel, aux jeunes avocats qui sont très enclins et affectionnés en leurs écrits, à brocarder et lardonner leur partie adverse. » Il faut ajouter cependant que la révélation doit avoir un rapport direct ou indirect avec l'affaire présente, et que, pour être vraie, une révélation injurieuse n'en est pas moins coupable si elle n'a pour but l'utilité de la défense.

Dans le second cas, c'est-à-dire il s'agit d'injures extrajudiciaires, l'auteur émet une opinion très nette relativement aux libelles : ils seront punis dans tous les cas et sans avoir égard à la vérité des faits y contenus. Pour les injures verbales, son opinion est moins bien arrêtée : il distingue si elles constituent ou non une réponse à une autre injure. Si oui, cette circonstance, jointe à la vérité du fait, excuse ; si non, elles seront toujours punies sauf s'il s'agit de faits dont la preuve est toute faite, comme ceux relatés dans un jugement. Nous ne voyons pas bien pourquoi on permettrait la preuve dans le premier cas ; il y a bien une circonstance atténuante, qui est la provocation, mais cela ne suffit pas, selon nous, à écarter le système qui punit indistinctement toute révélation : la peine sera atténuée, mais par cette seule cause que le coupable a été provoqué.

Muyart de Vouglans est plus affirmatif : pour lui, l'intention coupable doit être punie dans tous les cas, alors même que les faits reprochés seraient vrais, notoires et publics. Cependant, il fait exception pour les faits contenus

dans un jugement ou autre acte authentique et pour les reproches de témoins.

Denisart ne fait exception que dans ce dernier cas, et pense que ce serait autoriser la diffamation que d'admettre la preuve.

Dareau, dans son *Traité des injures*, dit « qu'il est des propos d'une vérité si connue qu'ils ne participent presque pas de l'injure », dans le cas où il y a une notoriété de fait ou notoriété de droit : la notoriété de fait a lieu pour les choses qui sont connues de tous : « Qu'on reproche, par exemple, une espèce d'infamie à un homme qui fait profession de monter sur le théâtre, il ne sera pas reçu à s'en formaliser parce que sa réputation ne souffre nullement de ces propos, attendu qu'il est encore dans nos mœurs de regarder comme infâmes tous ceux qui se font un métier du théâtre. » La notoriété de droit est celle qui résulte d'un acte public : elle constitue excuse suffisante. Pour résumer, en employant les termes de Dareau, tous les auteurs admettent la notoriété de droit comme excuse, quelques-uns même la notoriété de droit.

CHAPITRE IV

De l'action

Une offense ou une injure peut n'atteindre aucun particulier : c'est ce qui aura lieu au cas de blasphème, d'outrage à Dieu ou à ses saints ; elle peut au contraire n'atteindre qu'un particulier, au cas où elle est légère ; elle peut enfin, si elle est plus grave, causer un scandale et nécessiter une peine dans l'intérêt de la justice et de la société, en même temps qu'une réparation à l'offensé. Il faut en conclure que deux sortes d'actions sont nécessaires : l'action publique

et l'action privée. Elles pourront s'exercer séparément ; elles pourront aussi se trouver réunies et marcher de concert.

A. — ACTION PUBLIQUE

Elle s'exerce à la requête des parties publiques, qui sont les procureurs généraux ou procureurs du roi dans les cours et justices royales. Elle n'a lieu que dans les cas qui présentent une certaine gravité, comme lorsqu'il s'agit d'outrages ou d'injures graves, de blessures importantes, etc. Le ministère public peut agir de lui-même ou sur dénonciation. Cependant il n'a pas toujours pleine et entière liberté : dans deux cas il sera obligé d'attendre pour agir la plainte de la partie lésée. C'est lorsqu'il s'agit : 1° d'une injure grave faite par un fils à son père ; 2° d'une injure de mari à femme. Dans ces deux cas, l'action publique ne peut être mise en mouvement que par une plainte préalable du père ou de la femme.

B. — ACTION PRIVÉE

Les particuliers peuvent choisir l'action civile ou l'action criminelle. L'action est purement civile quand elle ne tend qu'à la réparation du dommage, soit qu'on l'exerce séparément, comme on pourrait aujourd'hui, en vertu de l'art. 1382, intenter une action en dommages-intérêts, soit qu'on se porte partie civile dans une action intentée par le ministère public.

Si l'offensé intente l'action criminelle, il est dans une situation toute particulière qui a besoin d'explication. Dans l'ancien droit, la distinction n'était pas aussi nettement établie qu'elle l'est aujourd'hui entre l'action publique et l'ac-

tion privée. En étudiant cette question dans le *Traité de justice criminelle* de Jousse, fort complet sur cette matière, voici ce que nous trouvons sur la théorie de l'action criminelle privée : quoique l'action criminelle ne réside à proprement parler que dans la personne des procureurs du roi ou fiscaux ou autres parties publiques, néanmoins les parties privées peuvent aussi user de cette action pour raison de l'offense qui leur est faite, avec cette différence seulement qu'on n'instruit le procès par voie de recolement et confrontation que quand il est de nature à mériter une peine publique ; auquel cas le procureur du roi ou fiscal doit intervenir dans la cause et se joindre à la partie privée pour la poursuite du procès ; et c'est pour cette raison que tous les procès poursuivis par voie de plainte doivent toujours être communiqués à la partie publique pour voir s'ils sont de nature à exciter son ministère. L'offensé a ici une part fort grande : il est maître du procès et de la procédure ; rien ne peut s'y faire sans lui. Quant au ministère public, on voit que c'est un personnage en quelque sorte secondaire, qui peut fort bien n'être pas partie au procès, ce qui arrivera toutes les fois que les peines à prononcer ne seront pas publiques, c'est-à-dire s'il ne s'agit que de réparations et d'amendes au profit de la partie. A vrai dire, lui seul peut réclamer l'application des peines publiques (1), mais la partie civile est toujours préférée à la partie publique dans la poursuite et l'accusation ; elle est nommée dans tous les actes de procédure, et ces actes se font sous son nom et à sa requête. Le procureur du roi ou fiscal est seulement joint aux qualités.

L'offensé qui peut user à son choix des deux actions,

(1) Encore cela n'est-il pas absolu, car dans une poursuite en adultère, le mari pouvait requérir contre sa femme une peine publique.

civiles ou criminelles, ne peut plus, lorsqu'il s'est pourvu d'abord par la voie civile, procéder criminellement. En procédant civilement, il est censé avoir fait la remise de la réparation de l'injure et s'être restreint aux conclusions civiles (1). En sens inverse, la partie qui a choisi le criminel ne peut plus agir civilement, si elle a été déboutée de sa demande, à moins toutes fois que l'action civile ne lui ait été réservée.

Pour compléter cet aperçu, il faut y joindre quelques observations de détail :

a. — Quand on choisit l'action civile, il faut assigner en réparation celui qui a fait l'offense devant son juge naturel, ce qui est une suite de la règle générale *actor sequitur forum rei*. Mais si on prend la voie criminelle, la plainte doit être portée devant le juge du lieu du délit.

b. — Si un procès a été commencé par voie civile, les juges peuvent ordonner qu'il sera poursuivi extraordinairement, s'ils reconnaissent qu'il peut y avoir lieu à quelque peine corporelle (2). Dans ce cas, bien que la poursuite criminelle ne puisse plus être intentée à la requête de la partie privée, (ce qui est une suite de la maxime *una electa via non recursus datur ad alteram*), mais sur celle du ministère public, cela n'empêche pas que cette partie ne puisse rester au procès pour avoir ses dommages et intérêts et autres fins civiles qu'elle a choisies par sa demande originaire. C'est ce qui arriverait en cas d'injures violentes et d'excès. (Muy. de Voug., *Inst. crim.* — Ord. 1670, tit. XX, art. 1.)

Si au contraire l'offensé a choisi la voie criminelle et que l'affaire ne paraisse pas aux juges devoir être poursuivie

(1) Mais cette circonstance ne peut influer en rien sur l'action publique, et le ministère public peut faire informer à sa requête.

(2) Le règlement à l'extraordinaire est le jugement qui ordonne que les témoins seront récolés et confrontés.

criminellement, ils recevront les parties en procès ordinaire. Les règlements défendent d'informer s'il ne s'agit que d'injures verbales ; ils ordonnent alors de porter à l'audience les demandes en réparation de ces sortes d'injures et de les instruire par aveu ou dénégation et par la voie de l'enquête en cas de contrariété dans les faits (1). Denisart, *Coll. de décisions nouvelles*, au mot *injure*.)

Les juges saisis au moment de cette conversion du procès en gardaient néanmoins la connaissance, mais, pour éviter les longueurs et les vexations, il était interdit de procéder à des informations ou autres procédures criminelles : ils devaient régler sur-le-champ à l'audience le montant de la réparation. C'est ce qu'on appelait l'instruction au petit criminel.

c. — Ce n'était pas toujours la juridiction laïque qui était compétente en matière d'injures ; en effet, le délit d'injures comptait parmi ceux qu'on appelait les délits communs, et pouvait être jugé par les tribunaux ecclésiastiques. — Le délit commun était tout excès de fait ou de parole qui ne devait entraîner que des réparations pécuniaires ou autres. On l'appelait commun parce que, s'il était commis par un ecclésiastique envers un autre (2), il pouvait être jugé soit par le tribunallaique, soit par le tribunal ecclésiastique, car c'est un délit défendu à la fois par les lois de l'Église et par les lois du Royaume. Si le renvoi de l'affaire était de-

(1) Deux arrêts du 28 novembre 1608 et 18 février 1609 défendent au bailli et au juge du Fort-l'Evêque de faire longues procédures et récolements pour raison d'injures verbales, « ains en cas de besoin, faire comparoir les témoins à l'audience, les ouïr là sommairement, et faire droit aux parties à peine de répétition de ce qu'ils auront pris, dommages et intérêts des parties, et estre en outre procédé contre eux ainsi que de raison. » (Bouchel, au mot *injure*.)

(2) S'il s'agissait d'injures d'ecclésiastique à laïque, on donnerait la préférence au juge civil.

mandé *in limine litis* par les ecclésiastiques, il y aurait lieu de l'accorder.

d. — La preuve se fait dans l'action d'injures conformément aux principes généraux, par aveu et par témoins. C'est au demandeur à prouver que tel fait a été commis ou que telle parole a été dite ; mais, une fois cette preuve faite, ce sera au défendeur à détruire la présomption de culpabilité qui peut en résulter pour lui, et à prouver qu'il n'a pas eu l'intention d'injurier.

Lorsque l'injure est équivoque, il faut l'interpréter dans le sens favorable.

Extinction de l'action

Comme en droit romain, nous rencontrons trois modes d'extinction : la remise, la mort, la prescription, nous pouvons en ajouter un quatrième : la compensation.

A. — LA REMISE

Elle peut être expresse ou tacite. Dans ce dernier cas, il y a des circonstances qui constituent présomption : Si l'offenseur a donné réparation par écrit ou autrement à l'offensé, qui l'a acceptée ; si les parties ont, depuis l'injure, conversé, bu et mangé ensemble et se sont réconciliés. Il y a néanmoins des auteurs qui prétendent que la personne injuriée n'est censée avoir remis que la vengeance par la réconciliation, et qu'elle peut encore demander des dommages-intérêts. (V. Denisart, *Collection de décisions nouvelles*.) Muyart de Vouglans fait également observer que ces marques de réconciliation peuvent être excitées uniquement par les principes de la charité chrétienne, et ne doivent pas empêcher les poursuites de l'offensé pour les

dommages-intérêts. — Ce mode d'extinction n'a lieu que pour les injures verbales de peu d'importance; on ne l'admettrait pas s'il s'agissait d'injures réelles.

La remise, soit expresse soit tacite, n'éteint l'action qu'à l'égard de celui qui la fait; elle ne peut donc empêcher le ministère public d'agir, ni le père, quand il a l'action du chef de son fils outragé et que le fils a pardonné.

B. — LA MORT

Celle de l'offenseur et celle de l'offensé éteignent en principe l'action d'injure.

Cependant, si l'action tend seulement à une réparation pécuniaire, on permet à l'héritier de l'offensé d'agir pour obtenir des dommages-intérêts; on lui donne aussi l'action dans tous les cas où elle est en cours, ayant été intentée par le *de cujus*.

Quant aux héritiers du coupable, ils ne peuvent être poursuivis, en vertu du principe de la personnalité des peines: cependant on admet que dans le cas où un dommage aurait été causé par sa faute, ils seraient tenus de le réparer.

C. — LA PRESCRIPTION

Pour les injures verbales, on a adopté le système romain: elles se prescrivent par un an. « Toutes actions d'injures... sont tollues par an et jour. » (Loisel, l. V, t. III, m. 3.)

L'action criminelle se prescrit par vingt ans; cette prescription n'est pas interrompue par les procédures qui auraient été faites s'il n'y a eu sentence ou jugement définitif.

Quand la condamnation a été prononcée par un jugement

définitif, la peine ne se prescrit plus que par trente ans à partir de l'arrêt, mais il faut pour cela que le jugement, s'il est rendu par contumace, ait été exécuté en effigie. (Jousse, *Commentaire sur l'ord. d'août 1670.*)

La prescription de vingt ans éteint non seulement l'action criminelle, mais aussi l'action en dommages-intérêts. On l'avait décidé ainsi après controverse par cette raison que l'action civile est intimement liée à l'action criminelle et n'en est que la dépendance : *Accessorium sequitur principale*.

Mais dans le cas où une sentence a été rendue, qu'elle soit ou non contradictoire, l'action pour obtenir les dommages-intérêts qu'elle a prononcés ne peut se prescrire que par trente ans ; car, à partir du jugement, ce n'est plus en vertu du délit qu'une réparation est due, c'est en vertu d'une nouvelle obligation née du jugement.

D. — RÉCIPROCITÉ

S'il y a eu injures réciproques, on pense qu'il y a eu compensation ; mais il faut pour cela que la gravité des injures et la qualité des personnes soient sensiblement les mêmes. Donc, point de compensation de bourgeois à gentilhomme, pas de compensation si l'un a invectivé, l'autre frappé.

La règle n'a lieu du reste qu'à l'égard des parties, et, tout en refusant de leur accorder satisfaction, des injures qu'elles ont reçues, on peut les poursuivre l'une et l'autre et les condamner à l'amende ou autres peines.

A qui est donnée l'action d'injures

L'action d'injures peut être exercée par quiconque a

souffert un outrage. Cependant il faut pour cela n'avoir pas perdu ses droits civils. Ainsi un religieux qui est mort civilement ne peut agir : ce serait à l'abbé, chef de la communauté, d'agir en son lieu et place. Il en sera de même pour tous autres qui auraient encouru la mort civile, comme les condamnés aux galères perpétuelles ou au bannissement à perpétuité hors du royaume. — Dans bien des cas une personne qui n'a pas été directement atteinte aura l'action. Ainsi, le père peut agir pour son fils, le tuteur pour le mineur et le mari pour la femme. Mais le fils ne pourrait agir pour son père, ni la femme pour son mari : toutes ces décisions sont conformes à celles du droit romain. Il y a lieu de remarquer cependant une notable différence entre les deux législations : Le pouvoir paternel n'est pas le même, et ce n'est pas forcément le père qui doit agir pour le fils. Le fils, même sous puissance paternelle, peut agir seul, — un mineur même pourrait agir sans l'assistance du tuteur. Quant aux femmes, elles peuvent également agir seules et sans le consentement et l'autorisation du mari (1), mais ce point est controversé. Jousse (III, p. 628, *Inst. crim.*) rapporte la discussion et dit que l'usage au Châtelet de Paris était de laisser agir la femme seule ; et que même en cas d'opposition du mari, on exécutait les meubles de la communauté pour payer les frais qu'aurait faits la femme ou les dommages-intérêts auxquels elle aurait été condamnée.

Le maître pourrait agir contre celui qui a outragé son domestique dans les fonctions auxquelles il l'a préposé ; si par exemple on a couvert de boue le cocher et le carrosse d'un seigneur, il est certain que l'injure n'atteint pas seulement le domestique, et que le maître lui aussi peut légi-

(1) Bouchel, *Trésor du droit français*.

timent se considérer comme outragé : on lui accordera donc l'action d'injures. Le motif qui la fait accorder en ce cas la fera donner toutefois que l'injure, en frappant directement une personne, en atteindra une autre : on donnera donc action au seigneur dont le juge a été insulté, et à l'évêque si quelqu'un des ecclésiastiques placés sous ses ordres a été outragé par mépris du clergé. On la donnera encore aux corps constitués où à la famille injuriés dans la personne d'un de leurs membres (1).

Dans tous ces cas, ou nous venons de voir qu'un même délit donne naissance à plusieurs actions en faveur de différentes personnes, l'exercice de l'une ne détruit jamais l'autre, car les réparations à obtenir ne sont pas les mêmes.

Contre qui est donnée l'action

Contre celui qui est coupable d'injure ; ce peut être même un mineur, et l'action criminelle sera alors intentée contre lui sans que son tuteur soit mis en cause ; elle peut l'être aussi contre une femme mariée sans qu'elle ait besoin de l'autorisation de son mari ; mais, dans ce cas, la condamnation qui intervient ne peut se payer sur les biens du mari, ni sur les biens acquis à la communauté pendant le mariage.

Le père sera tenu de l'injure faite par son fils, si le fils l'a commise en sa présence et sans qu'il cherchât à l'en em-

(1) Si des injures regardent toute la famille, comme si l'on avait appelé un quidam : ladre et race de ladre, les parents peuvent agir *actione injuriarum*, ainsi qu'il a été jugé par arrêt donné à la Tournelle le 12 janvier 1582 ; ... Fut la femme injuriant condamné à se dédire en jugement présents les parents de l'injurié et ordonné qu'elle déclarerait et reconnaitrait la famille ou race exempte de tout soupçon de lèpre et qu'elle se repentait d'avoir dit et proféré de telles injures contre l'honneur de cette famille. (Papon, *Arrêts*, p. 470.)

pêcher ; a fortiori, s'il lui a donné des ordres. Quant à la question de savoir si le père doit être responsable des outrages, blessures ou accidents dont son fils impubère serait l'auteur, elle était fort discutée, et les arrêts se prononcent en sens divers. La doctrine qui semble en résulter est que dans tous les cas où l'on pourra reprocher au père une faute ou une négligence dans la manière dont il surveille, ou dont il a élevé son fils, il sera soumis à l'action d'injure ; sinon il ne sera pas responsable. Il faut donner, au cas où il s'agit d'un mineur ou d'un fou une décision analogue relativement au tuteur ou curateur.

Le mari peut aussi être poursuivi du fait de sa femme, le maître, du fait de son domestique, lorsque les circonstances révèlent de leur part négligence ou intention coupables.

Le mandant est tenu comme le mandataire et exécuteur.

Nous avons vu que la mort civile empêche celui qui l'a encourue d'agir en justice pour une injure qui lui a été faite ; de même elle sera un obstacle à l'exercice de l'action contre celui qui en est frappé ; par conséquent, au cas où l'on a souffert une injure de la part d'un religieux, il faut agir contre sa communauté et non contre lui-même.

Contre un fou, on ne peut intenter l'action criminelle, puisqu'il n'est pas responsable de ses actes, mais on pourrait agir contre son curateur pour se faire désintéresser, s'il y a lieu, du dommage causé.

Pour terminer, disons que, dans deux cas, l'action criminelle n'est pas admise : c'est quand il s'agit d'injures ou mauvais traitements de père à fils, ou de mari à femme. On pense que dans ces deux cas il ne faut pas empiéter sur les pouvoirs paternel et marital, et du reste, il est assez conforme aux idées des anciens jurisconsultes de vouloir que

la femme se montre très endurante. Mais le mari doit encore garder une certaine mesure ; il ne doit pas en public par exemple « tancer sa femme, la blasmer et picquer de rudes et aigres paroles ». (Bouchel.) Si donc les excès sévices ou injures étaient par trop considérables, non seulement il y aurait droit pour la femme à obtenir séparation de corps, mais le mari pourrait en outre être condamné au bannissement ou à toute autre peine.

Les pères et maris peuvent en tout cas agir pour injures à eux faites par leurs fils ou femmes, et il y aura même ici une gravité particulière puisque l'injure porte atteinte au respect dû au père et au mari. Ils peuvent du reste user du droit de correction.

Comment on punit l'injure

Il n'y a point en général de textes qui prévoient la peine de l'injure : elle est arbitraire et dépend des circonstances appréciées par le juge. « A la réserve des injures qui se commettent entre officiers militaires, gentilshommes et officiers de robe, pour lesquels il y a des peines déterminées par des règlements particuliers, nous ne trouvons d'ailleurs dans nos lois, aucune disposition précise sur le genre de peines attachées à cette espèce de délit. » (Muyart de Vouglans, *Inst. Crim.* : des injures.)

Injures verbales

Généralement, les injures verbales se poursuivent par la voie civile : le juge ordonne au coupable de ne pas récidiver, et le condamne aux frais et à une réparation pécuniaire, s'il y a lieu. Le demandeur, après taxe du juge, jure que pour telle somme il ne voudrait souffrir telle injure, et on lui alloue son estimation à titre de

dommages intérêts. On peut ordonner au coupable de se retracter et de faire à l'offensé une réparation d'honneur, soit par écrit, au greffe, soit verbalement et en présence de plusieurs personnes à l'audience ou en la chambre du conseil (1). On peut, si l'injure est très grave, prononcer le bannissement ; si elle est constituée par des menaces, il y a lieu de faire promettre sous serment à l'offenseur qu'il ne les accomplira pas.

Injures écrites

Les injures écrites sont punies fort sévèrement. On considérait que les libelles étaient fort dangereux et pouvaient jeter le trouble dans les esprits, surtout au moment des querelles religieuses, où ils étaient, paraît-il, devenus fort communs ; aussi se montre-t-on impitoyable pour leurs auteurs.

Dans l'ordonnance de Moulins, l'article 77 porte : « Défendons très étroitement à tous nos sujets d'écrire, imprimer et exposer en vente aucuns livres, libelles ou écrits diffamatoires et convicieux contre l'honneur et renommée des personnes sous quelque prétexte et occasion que ce soit. Et déclarons dès à présent tels scripteurs, imprimeurs et vendeurs et chacun d'eux infracteurs de paix et perturbateurs du repos public et comme tels voulons être punis des peines contenues dans nos édits. Enjoignons à nos sujets qui ont tels livres ou écrits de les brusler dedans trois mois, sous peine de nos dits édits. »

En 1561 déjà, Charles IX avait, à propos de la répression de troubles nés à l'occasion de la religion réformée,

(1) Bouchel rapporte que « la façon ancienne en Normandie d'amender une injure était telle ; qu'en assise ou en plaid ou en Église à jour solennel celui qui avait injurié, se prenait par le bout du nez et disait . De ce que je t'ay appelé larron ou homicide (ou ce de quoy il estait atteint) j'ai menty : car ce crime n'est pas eu toy ; et, de la bouche dont je l'ay dit, je suis mensonger.

fait une déclaration dont l'article 13 portait : « Voulons, en outre, que tous imprimeurs, semeurs et vendeurs de placards et libelles diffamatoires soient punis pour la première fois du fouet, et pour la deuxième de la vie. » — Il faut croire que ces mesures ne suffisaient pas, puisque, pour faire droit aux plaintes et doléances du clergé, le même Charles IX fit, en 1571, une autre déclaration qui contient les mêmes dispositions que la précédente, sauf que les peines ne sont pas spécifiées : art. 10 : « Défendons à peine de punition corporelle tous libelles, livres, placards et portraits diffamatoires, et sera procédé extraordinairement tant contre les auteurs, compositeurs et imprimeurs, que contre ceux qui les publieront à la diffamation d'autrui. »

On peut aussi consulter au sujet des libelles l'édit de 1757.

Pour terminer, citons deux arrêts relatifs aux injures écrites que rapporte Papon. Le premier est fort intéressant en ce qu'il nous montre comment on en usait à l'égard des insolvable qui ne pouvaient payer de dommages-intérêts : « Guillaume Courtable, cordonnier de Paris, avait présenté à la cour une requête pleine d'injures atroces et diffamatoires contre maistre Jean de la Porte, conseiller au parlement de Paris. Traduit en justice, il fut condamné par arrêt dudit parlement, donné le 25 mai 1429, à faire amende honorable, crier mercy à Dieu et demander pardon au roi, à la justice, et audit de la Porte, conseiller, en confessant que faussement et mauvairement il avait fait dresser et présenter ladite requête. Et pour ce qu'il était connu extrêmement pauvre et n'avait du tout rien, fut condamné à faire abstinence en prison, un mois, au pain et à l'eau. »

Le second arrêt ne présente pas moins d'intérêt : « Un maître d'école avait composé une chanson diffamatoire contre une femme et son mari ; il fut condamné par arrêt du 16 décembre 1628, à faire déclaration nu-tête, à genoux

et les mains jointes, en présence du mari et de la femme, ainsi que du peuple qui voudrait s'y trouver, qu'indiscrètement, à tort et comme mal avisé, il avait composé ladite chanson et en avait distribué les copies ; l'arrêt l'oblige de tenir les offensés pour gens de bien et d'honneur, fait défenses de récidiver, le condamne en 100 livres d'amende, 100 livres de réparation civile et aux dépens. Ceux qui avaient chanté la chanson furent condamné à faire la même déclaration avec 25 livres d'amende et autant de réparation civile. » (V. Papon, *Arrêts au mot injure.*)

Injures réelles

Les injures réelles doivent le plus souvent être poursuivies par la voie criminelle, à cause de leur gravité ; elles entraînent comme peines le blâme et l'admonition, la réparation à l'audience, l'amende avec dommages-intérêts. Elles peuvent aussi entraîner le bannissement, les galères et même la mort, s'il s'agit de blessures qui ont causé la mort (1).

Nous venons de voir les différentes peines qui atteignent l'injure, variant selon qu'elle est verbale, écrite ou réelle ;

(1) Bouchel nous donne une taxe assez curieuse qui avait été établie en l'Échiquier de Pasques, tenu à Rouen, l'an 1406. En voici quelques articles :

- D'un coup de poing, 12 deniers ;
- D'un coup de poing avec pierre, 5 sols ;
- De cracher au visage, 5 sols ;
- D'arracher le chaperon, 5 sols ;
- De tirer le nez sans sang, 10 sols ;
- Et s'il y a sang, 10 sols ;
- De playe à sang au-dessous des dents, 36 sols ;
- De playe au-dessus des dents, 72 sols ;
- De test fendu, 7 liv. 4 sols ;
- De fistule engendrée, 25 liv. ;
- De dents de derrière rompues, 7 liv. 4 sols, etc.

il nous faut ajouter que la qualité de l'offenseur peut donner lieu à des peines spéciales : si le coupable est un officier public, il peut être contraint de se démettre de sa charge. L'injure faite par le vassal à son seigneur entraîne la com-mise ou perte du fief, et peut, en outre, se punir de différentes peines : amendes, réparation morale, bannissement, galère et même la mort suivant la gravité.

Si le coupable est un affranchi, l'injure faite aux maîtres est prévue par l'édit de 1685 sur la police des îles d'Amérique : art. 58 : « Commandons aux affranchis de porter un respect singulier à leurs anciens maîtres, à leurs veuves et à leurs enfants, en sorte que l'injure qu'ils leur auront faite soit punie plus grièvement que si elle était faite à une autre personne. »

Il nous reste à parler des édits qui prévoient l'injure de gens de robe à gentilshommes et l'injure entre gentilshommes et gens d'épée. C'est l'édit de 1704 qui a réglé le premier point ; sur le second, il y a toute une série d'édits destinés à prévenir les duels ; nous citerons seulement, à titre d'exemple, l'édit de 1651 rendu par Louis XIV et celui de 1723, par Louis XV.

L'édit de 1704 comprend sept articles. Le premier porte que toute personne qui aura proféré les injures de sot, lâche, traître ou autres semblables, sans que lesdites paroles aient été repoussées par d'autres semblables ou plus graves, sera condamné à deux mois de prison ; après sa sortie, il devra demander pardon à l'offensé et lui faire des excuses.

L'article 2 est plus sévère encore : pour démenti, menaces de main ou de bâton, il prononce quatre mois de prison, et oblige également l'offenseur à demander pardon de ses injures.

Pour un soufflet, l'art. 3 punit de deux ans de prison. —

Si le soufflet a été amené par un démenti, ce ne sera qu'un an. Le plus curieux est qu'il y a ici une sorte de talion : « L'offenseur devra se soumettre à recevoir de l'offensé des coups semblables à ceux qu'il a donnés, et demander pardon. »

Si l'on frappe de coups de bâton après avoir reçu un soufflet : deux ans de prison, et excuses à l'offensé, si l'on frappe sans provocation, quatre ans de prison (art. 4).

Dans tous ces cas, les juges pouvaient ordonner que lesdites satisfactions se feraient en présence de telles personnes qu'ils désigneraient à ce propos (art. 5).

L'art. 6 porte que celui qui aura offensé et outragé sa partie à l'occasion d'un procès intenté et suivi devant les juges ordinaires, pourra, outre les peines spécifiées ci-dessus, être condamné au bannissement.

L'art. 7 fait une distinction assez étrange au point de vue pénal : « Si on a frappé par-devant avec un bâton, une canne ou autre instrument : quinze ans de prison ; si on a frappé par derrière : vingt ans. » Il n'y a là qu'une question de lâcheté, et non de culpabilité.

Édit de 1651. Louis XIV, voulant mettre un terme aux duels, ordonna aux maréchaux de France et aux gouverneurs de province de s'employer très soigneusement et incessamment à terminer tous les différends qui peuvent survenir entre ses sujets ; les mesures les plus efficaces devront être prises, au besoin l'emprisonnement, pour éviter les voies de fait. C'est la constitution d'une sorte de tribunal d'honneur dont les pouvoirs sont très étendus. Si les maréchaux viennent à apprendre que des paroles outrageantes aient été échangées entre gentilshommes, ils devront faire aux parties défenses très expresses de se livrer à des voies de fait et les assigner à comparaître devant eux ; ils auront plein pouvoir pour exiger de l'offenseur telle réparation qu'ils jugeront convenable, sans préjudice d'une

peine qui peut être la prison, le bannissement ou l'amende. Si un gentilhomme se refuse à comparaître devant les maréchaux ou à donner satisfaction, il sera contraint et emprisonné ; au besoin, ses revenus seront saisis.

Édit de 1723. Le roi Louis XV renouvelle les défenses faites par Louis XIV ; son édit contient, à peu de choses près, les mêmes dispositions que celui de 1651. En cas de contestations et de querelles entre gentilshommes, gens de guerre et autres personnes ayant le droit de porter les armes, l'offenseur et l'offensé doivent porter leur différend aux maréchaux de France, qui seront juges du point d'honneur. Si l'on a négligé de recourir au jugement des maréchaux et qu'il y ait eu duel, on sera puni de mort ; si, malgré le recours aux maréchaux il y a eu rencontre fortuite, l'agresseur sera puni de la même peine. L'art. 7 est ainsi conçu : « Enjoignons à tout officiers de nos justices ordinaires, même à tous prévôts de nos dits cousins les maréchaux de France ou leurs lieutenants, à peine d'interdiction, d'informer des querelles, outrages, insultes et voies de fait dont ils auront avis ou connaissance par quelque voie que ce soit, et d'envoyer leurs procès-verbaux et informations à nos dits cousins les maréchaux de France pour y être par eux procédé contre les coupables suivant la rigueur de notre édit et conformément aux règlements. »

Il résulte de ces édits, qui, nous le répétons, n'étaient pas les seuls sur la matière, que les injures des gentilshommes, étaient soumises à une juridiction spéciale, celle des maréchaux. C'était un tribunal d'honneur, qui pouvait prononcer des peines, mais dont le premier devoir était de concilier les parties et d'empêcher que les querelles n'eussent une suite fâcheuse.

TROISIÈME PARTIE

Le droit que nous venons d'étudier a été en vigueur jusqu'en 1789 ; de savants jurisconsultes l'ont commenté et j'oserais même dire, constitué, en se reportant à une même source, le droit romain. Il est peut-être difficile de le juger à distance sans préjugés, mais il semble tout au moins qu'une critique puisse lui être adressée : il ne contient que fort peu de dispositions précises et conduit ainsi à des peines arbitraires qui répugnent complètement à nos idées modernes.

Dans le droit que nous allons maintenant étudier, nous allons voir des modifications profondes et nous pourrions constater un des résultats de l'amélioration générale du système pénal : tout est classé et défini, rien n'est laissé au hasard ou à l'arbitraire, et les peines sont soigneusement prévues et taxées.

Avant d'entrer dans l'examen détaillé de la législation actuellement en vigueur, il ne nous semble pas sans intérêt de donner un aperçu de quelques-unes des dispositions qui depuis un siècle ont successivement réglé la matière dont nous nous occupons, je veux dire le Code pénal et les lois sur la presse. Nous n'avons point l'intention d'ailleurs d'en faire une longue et inutile énumération ; nous nous bornerons à dire quelques mots des plus connues.

Code pénal (1810)

Dans ses articles 222 à 227, le Code pénal prévoyait l'outrage fait à des personnes revêtues d'un certain caractère

public ; ces articles ont été modifiés, comme nous le verrons, par la loi du 13 mai 1863. Dans les articles 367 à 377, il exposait la théorie de la calomnie et des injures : « Sera coupable du délit de calomnie celui qui, soit dans des lieux ou réunions publiques, soit dans un écrit imprimé ou non, qui aurait été affiché, vendu ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens. » On punit donc le reproche portant sur des faits, qui peuvent être vrais du reste, mais que l'on répute faux, sans que la preuve contraire puisse être administrée. Cependant on admet la preuve toute faite, la preuve légale. Les art. 368 et 370 expliquent que celui-là seul sera à l'abri de toute peine qui pourra rapporter des faits qu'il a avancés une preuve légale résultant d'un jugement ou de tout autre acte authentique. Tout autre écrit, la notoriété publique même, seraient insuffisants. Quant aux peines prononcées, l'amende et l'emprisonnement, elles étaient plus ou moins graves, selon la peine dont le fait reproché devait être puni. L'article 375 portait : « Quant aux injures ou aux expressions outrageantes qui ne renferment l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice déterminé, si elles ont été proférées dans des lieux ou réunions publiques, ou insérées dans des écrits imprimés ou non qui auraient été répandus et distribués, la peine sera une amende de 16 fr. à 500 fr. » Toutes autres injures qui n'auraient pas ce double caractère de gravité et de publicité, devraient être punies de peines de simple police (art. 376). — L'article 377 prévoit les injures ou imputations contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties ou dans les plaidoyers, et prononce la suppression des injures ou des écrits, la suspension pendant

six mois, ou provisoirement seulement, si le tribunal saisi ne peut juger le délit. Ces différents articles, sauf l'article 376 ont été abrogés ou modifiés par la loi de 1819 et la loi du 13 mai 1863.

En résumé, le Code pénal prévoit : l'outrage à des personnes revêtues d'un caractère public, la calomnie et l'injure. Nous ne trouvons pas encore le mot de diffamation, qui n'apparaît que dans la loi de 1819, mais la calomnie telle qu'elle est ici comprise, en est l'équivalent. Dans son sens ordinaire, la calomnie est l'imputation de choses fausses, et on ne peut donner ce nom au délit prévu par le Code pénal que grâce à la fiction par laquelle tout fait reproché est présumé faux, sauf admission de la preuve légale. Le Code reconnaît deux sortes d'injures : l'une plus grave, punie de peines correctionnelles : c'est celle qui est commise publiquement, et qui contient l'imputation d'un vice déterminé ; l'autre punie de peines de simple police, qui manque de l'un ou de l'autre des deux caractères qui constituent l'injure grave.

Loi des 17 et 26 mai 1819

Elle est aujourd'hui abrogée dans son entier, mais c'est un document fort important car la plupart de ses définitions et de ses dispositions ont été transportées dans la loi de 1881 aujourd'hui en vigueur.

L'article 9 de la loi punissait l'offense envers la personne du roi d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 10,000 fr. Le coupable pouvait en outre être interdit de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant un temps égal à celui de l'emprisonnement ; le temps courait du jour de la libération. L'offense envers les membres de la famille y était orale

punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 fr. à 500 fr. L'offense envers les chambres et l'offense envers les souverains ou les chefs des gouvernements étrangers était punie de la même peine (art. 10, 11, 12.)

Dans le chapitre v de la loi de 1819 nous trouvons des définitions précieuses de la diffamation et de l'injure : « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure. »

Il y a donc une distinction assez nettement établie entre l'injure et la diffamation : la première est toujours vague ; c'est un terme grossier ou offensant, d'un caractère général, et qui ne repose sur aucun fait précis ; la seconde présente au contraire un caractère de précision qui la rend plus dangereuse et nécessite une répression plus sévère.

Après avoir donné la définition de la diffamation et de l'injure, la loi énumère les différentes peines qui doivent frapper ceux qui s'en sont rendus coupables. Ces peines varient suivant la qualité de la personne diffamée ou injuriée. La diffamation envers les cours, tribunaux ou autres corps constitués, est punie d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de 50 fr. à 4,000 fr. ; envers un dépositaire ou agent de l'autorité publique, pour faits relatifs à ses fonctions, d'un emprisonnement de huit jours à dix-huit mois, et d'une amende de 50 f. à 3,000 fr., envers les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques, d'un emprisonnement de huit jours à dix-huit mois et d'une amende de 50 fr. à 3,000 fr. — L'injure contre ces mêmes personnes était punie d'un emprisonnement de cinq jours à un an et

d'une amende de 25 fr. à 2,000 fr. — Suivant les circonstances, on pouvait, dans tous ces cas, prononcer cumulativement les deux peines de l'amende et de la prison, ou l'une d'elles seulement.

S'il ne s'agissait que de particuliers, la diffamation était punie d'un emprisonnement de cinq jours à un an et d'une amende 25 fr. à 2,000 fr. ; l'injure, d'une amende de 16 fr. à 500 fr.

On reconnaissait deux sortes d'injures : l'injure punie de peines correctionnelles, que les commentateurs appellent injure grave, et l'injure punie de peines de simple police, qu'on appelle injure légère.

La première se dépare de la diffamation en ce qu'elle ne renferme pas l'imputation d'un fait, et deux traits la caractérisent : elle est publique et renferme l'imputation d'un vice déterminé. L'injure légère est celle qui manque de l'un de ces deux caractères. — C'est la même division qu'avait adoptée l'article 376 du Code pénal.

Le chapitre vi de la loi contient l'énumération de certaines immunités : les discours tenus dans le sein de l'une des deux chambres, ainsi que tous les rapports et toutes les pièces imprimées par l'ordre des deux chambres ne doivent donner lieu à aucune action : on veut assurer une pleine et entière liberté aux discussions politiques. Il en est de même des comptes rendus fidèles des séances publiques de la chambre des députés, rendus de bonne foi dans les journaux, et des discours prononcés ou des écrits produits devant les tribunaux ; mais dans ce cas, les juges peuvent prononcer la suppression des écrits injurieux ou diffamatoires et condamner à des dommages-intérêts. Ils peuvent aussi faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels, et même les suspendre pendant un espace de six mois au plus ou d'un an en cas de récidive.

La loi du 26 mai 1819 avait complété la loi du 17 mai ; elle était relative à la procédure, et traitait de la poursuite et du jugement des délits prévus par la loi précédente.

Dans le cas d'offense envers les chambres, le souverain, les cours, tribunaux, etc., on n'autorisait la poursuite qu'après une plainte de l'offensé.

Les délits d'injures et de diffamation verbales ou autres, envers les corps ou personnes que nous avons énumérés plus haut étaient poursuivis devant la Cour d'assises. Si l'offensé était un simple particulier, c'était le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police qui devenait compétent.

L'article 20 comprenait cette disposition bien importante : « Nul ne sera admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, si ce n'est dans le cas d'imputation contre les dépositaires ou agents de l'autorité ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public, de faits relatifs à leurs fonctions. Dans ce cas les faits pourront être prouvés par-devant la Cour d'assises par toutes les voies ordinaires, sauf la preuve contraire par les mêmes voies. »

Le système du Code pénal est donc profondément modifié ; il ne s'agit plus dans notre loi de la calomnie mais de la diffamation : on punit toute allégation vraie ou fausse sans permettre de rapporter même une preuve légale. Par contre, dans les cas où, par exception, on permet la preuve, on la facilite, et l'on admet quelque manière que ce soit de l'administrer.

La prescription de l'action publique est de six mois, à compter du jour où le délit a été commis ; celle de l'action civile est de trois ans, à compter, de la même date.

Pour terminer, citons la loi du 25 mars 1822, dont l'article 5 avait ainsi remplacé l'article 15 de la loi du 17 mai 1819 : « La diffamation ou l'injure envers les cours, tribunaux,

corps constitués, autorités ou administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de 150 fr. à 5,000 fr. On avait été amené à ajouter à la rédaction primitive les mots « autorités ou administrations publiques » à cause du sens un peu vague des mots, « corps constitués », et des discussions qui s'étaient élevées au sujet de l'interprétation qu'il fallait leur donner.

Les différentes lois que nous venons de citer, à l'exception cependant de plusieurs dispositions du Code pénal, ne sont plus aujourd'hui en vigueur, et il nous suffira d'en avoir en quelques mots montré le caractère général. Elles ont été abrogées et remplacées par la loi du 29 juillet 1881 (art. 68). C'est cette loi que nous consulterons désormais : en y joignant les dispositions du Code pénal relatives à l'offense, nous pourrons constituer une théorie complète de l'injure.

De la diffamation

Nous avons vu que, dans le droit moderne, l'injure et la diffamation sont assez nettement séparées. Nous pourrions donc laisser de côté cette dernière et nous occuper uniquement de l'injure; cependant, la diffamation renferme toujours quelque chose d'injurieux : elle n'est, à proprement parler, qu'une injure plus grave que les autres. On pourrait donc facilement la confondre avec le délit voisin, si elle n'était définie tout d'abord. Il nous paraît donc indispensable de la faire connaître en quelques mots; nous pourrions ensuite apprécier avec plus de justesse les différents éléments de l'injure en les comparant et au besoin en les opposant à ceux qui constituent la diffamation.

La loi de 1881, que nous devons consulter à cet égard,

rappelle en bien des points la loi de 1819 ; la théorie de la diffamation y est la même. Bien que notre loi soit une loi relative à la presse, elle ne se contente pas de réprimer les délits commis au moyen de l'écriture ; elle atteint la diffamation par quelque moyen qu'elle se produise. L'article 29, qui donne la définition de la diffamation n'est que la reproduction de l'article 13 de la loi du 17 mai 1819 : « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation. » Il faudra la réunion de plusieurs éléments ; il faut :

a. — Qu'il y ait *animus injuriandi*, c'est-à-dire intention coupable, nous en dirons quelques mots en parlant de l'injure.

b. — Qu'il y ait allégation ou imputation d'un fait portant atteinte à l'honneur ou à la considération. Les mots allégation ou imputation peuvent être regardés comme synonymes ; cependant si on veut voir une différence entre les deux expressions, il faut dire que l'imputation est plus directe et plus affirmative que l'allégation.

Le mot important de cette partie de la définition, c'est le mot *fait* ; nous verrons que c'est là la seule différence qui sépare l'injure de la diffamation. Cette dernière seule contient l'imputation d'un fait. Il importe peu du reste que le fait ou l'acte reproché soit vrai ou faux : « La diffamation n'est pas nécessairement un mensonge. Il ne faut donc point, pour l'appréciation d'un fait diffamatoire, au moins en ce qui concerne la qualification, se préoccuper de la question de savoir s'il est vrai ou faux. (Grellet-Dumazeau, 1^{er} vol., l. I, § 15.)

De ce qu'il faut un *fait* reproché pour constituer la diffamation, nous devons conclure qu'il ne suffit pas pour qu'elle existe qu'on ait appelé quelqu'un voleur ou faus-

saire, il faudrait que l'on eût reproché tel vol ou tel faux. Le fait peut du reste consister en un acte ou en une omission : les auteurs admettent que ce serait une diffamation de raconter que telle personne a reçu un soufflet sans en demander réparation, car son honneur et sa considération pourraient être ainsi atteints.

c. — Il faut encore que l'imputation soit faite à une personne ou à un corps ; comme, en droit romain, l'offense faite à une personne incertaine ne peut donner ouverture à l'action, mais ce sera aux tribunaux à décider si dans le cas où le nom de la personne ou du corps n'est pas mentionné, il y a néanmoins désignation suffisante pour qu'ils soient aisément reconnus.

d. — Qu'il y ait eu publication ou publicité. — Ainsi, des propos tenus entre amis ne peuvent donner ouverture à l'action ; « s'il en était autrement, il n'y aurait plus de liberté dans les festins, de confiance dans les familles, de fidélité dans les serviteurs. Il n'y a qu'une législation tyrannique qui puisse songer à troubler les confidences de la conversation et à transformer en délits de simples écarts de langage. » (Chassan, p. I, liv. I, ch. II.) Cette condition de publication ou publicité n'est pas exprimée dans l'article 29 qui donne la définition de la diffamation, mais les articles 30, 31 et 32 de la loi renvoient aux articles 23 et 28, qui indiquent comme moyens de commettre le délit : les discours, cris et menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, les écrits ou imprimés vendus ou distribués mis en vente ou exposés dans les lieux ou réunions publics, les placards ou affiches exposés au regard du public, les dessins, gravures, peintures, emblèmes vendus, distribués ou exposés, en un mot toutes formes constituant publicité ; nous y reviendrons à propos de l'injure.

La diffamation envers les cours, tribunaux, armées de

terre et de mer, corps constitués et administrations publiques est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 fr. à 3,000 fr. Les mêmes peines atteignent celui qui a diffamé à raison de leurs fonctions ou qualité un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une des deux chambres, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un ministre de l'un des cultes salariés par l'État, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un juré ou un témoin à raison de sa déposition. Ces délits sont poursuivis devant la Cour d'assises. On admet le prévenu à faire contre lesdites personnes la preuve des faits qu'il a avancés, s'ils sont relatifs aux fonctions, et cette preuve le met à l'abri de toute peine.

La diffamation envers les particuliers est de la compétence du tribunal correctionnel ; elle est punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 25 fr. à 2,000 fr.

Il n'entre pas dans notre cadre de donner plus de détails sur la diffamation ; ce rapide aperçu suffira du reste à en donner une idée ; nous la laisserons désormais de côté pour nous occuper uniquement de l'injure.

De l'injure et de ses éléments constitutifs

Nous ne retrouverons pas ici la même classification qu'en droit romain : plus de distinction entre les injures verbales, écrites et réelles, plus d'injures légères et d'injures atroces. Ce n'est pas à dire du reste que nous en soyons revenus au système de la loi des Douze tables, et qu'il n'y ait qu'un tarif unique pour les délits de même genre. Les juges auront à prononcer des peines plus ou moins graves suivant les cas ; mais ce que nous voulons constater ici tout

d'abord, c'est que la législation française ne considère que l'injure en elle-même sans s'attacher à la manière dont elle s'est produite. « Nos lois... établissent la même peine, le même jugement pour le délit commis par la parole comme pour l'infraction commise par la voie de l'écriture. » (Chassan, *Traité des délits et contrav. de la parole et de la presse.*)

On distingue aujourd'hui deux classes seulement d'injures les injures publiques et les injures non publiques. Les premières sont naturellement plus graves ; ce n'est pas le même tribunal qui est appelé à juger les unes et les autres, et les mêmes peines ne leur sont pas applicables. Nous revenons sur cette distinction, après avoir donné quelques détails sur les divers éléments qui constituent l'injure en général.

Voici la définition que la loi de 1881 donne de l'injure : « Toute expression outrageante, terme de mépris ou injektive qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure. » Sans que cette définition soit bien instructive, puisqu'elle ne donne pour expliquer un mot que ses synonymes, elle suffit cependant à faire connaître les éléments dont se compose notre délit : pour la plupart ce sont ceux que déjà nous avons rencontrés en droit romain, mais l'application n'en est pas toujours la même, et nous devons dire quelques mots de chacun.

Quatre conditions sont nécessaires pour constituer l'injure : *A.* L'intention d'injurier. — *B.* Une expression outrageante. — *C.* Une personne à qui elle s'adresse. — *D.* Enfin, dans le cas d'injure grave, la publicité. Nous allons successivement passer en revue ces éléments.

A. — INTENTION D'INJURIER

Le principe est le même que déjà nous avons rencontré en droit romain : Sans intention coupable le délit d'injures n'existe pas. La loi n'exprime pas cette première condition, qui est normale et résulte des principes admis en droit criminel. L'intention peut du reste ne pas répondre au fait : une injure, un outrage proférés contre un homme très considéré peuvent ne lui nuire en rien et se retourner contre l'offenseur, mais peu importe le résultat obtenu ; l'intention suffit à motiver la répression. En sens inverse, une qualification maladroite d'un ami peu réfléchi pourra nous causer grand dommage sans que l'action d'injure nous soit ouverte, puisque, nous le supposons du moins, l'intention coupable fait ici défaut.

Il ne sera pas toujours facile de reconnaître à première vue l'existence de l'intention, mais nous suivrons ici le même système que nous avons déjà vu employer en droit romain. Si les paroles dites sont injurieuses dans leur sens propre, nous déciderons qu'il y a une présomption de culpabilité, que le prévenu sera obligé de détruire en prouvant qu'il n'a eu aucune intention coupable : *Sibi injuriandi consilium defuisse*. Si au contraire il a employé des termes ambigus ou n'ayant naturellement aucun sens outrageant, nous devons dire que c'est au demandeur à établir l'existence de l'injure et à prouver qu'en réalité il a été offensé.

L'intention coupable dont il s'agit ici, ne signifie pas précisément : idée de nuire à autrui ; c'est plutôt la traduction des mots latins *animus injuriandi*. La différence, qui n'apparaît peut-être pas bien tout d'abord entre ces deux termes, est que le second est plus général et comprend des classes

de délits que le premier laisserait de côté : par exemple, dans l'invective non publique, nous ne pouvons trouver l'intention de nuire, puisque personne n'est présent qui puisse en tirer des conclusions défavorables au détriment de l'offensé, mais nous y voyons certainement l'*animus injuriandi* et cela suffit à motiver la répression.

B. — EXPRESSION OUTRAGEANTE

Remarquons tout d'abord qu'il faut écarter le cas où cette expression renferme l'imputation d'un fait, car nous avons vu qu'il n'y aurait pas alors injure, mais bien diffamation. En théorie, la ligne de démarcation est nette, mais en fait l'application sera souvent plus difficile. Si, par exemple, j'appelle quelqu'un voleur, n'est-ce pas lui reprocher un fait de vol ? Cependant, le fait n'est pas assez précis pour constituer une diffamation, et il n'y aura là qu'injure. Par contre, si on avait employé l'expression de banqueroutier, l'imputation deviendrait assez précise pour que l'on décidât qu'il y a non seulement injure, mais bien diffamation.

Nous n'insisterons pas sur les termes employés par la loi : « expression outrageante, terme de mépris ou invective, » ils se comprennent d'eux-mêmes.

Quant à citer des termes injurieux, ce serait chose inutile ; ce n'est pas toujours le terme employé qui constitue l'injure : l'inflexion de la voix, le geste, la tournure de phrase, mille circonstances diverses peuvent faire un outrage d'un mot en apparence innocent ; telle parole est un compliment aujourd'hui qui sera une insulte demain. C'est aux tribunaux qu'il doit appartenir d'apprécier les diverses circonstances de la cause : les termes employés, la qualité des

personnes (1), le milieu où elles sont appelées à vivre, etc.

Sous l'empire de la loi de 1819 on devait examiner si l'expression employée contenait ou non l'imputation d'un vice déterminé. Si oui, l'injure était dite injure grave, à condition toutefois qu'elle fût publique, et c'était le tribunal correctionnel qui était compétent pour la juger. Si non, elle n'était qu'injure simple, et de la compétence du tribunal de simple police. Nous n'usons plus aujourd'hui de cette distinction : nous retrouvons, il est vrai, la division des injures en injures publiques et injures non publiques, mais il n'y a plus à s'occuper comme circonstance aggravante de l'imputation d'un vice déterminé.

Il ne faut pas prendre trop à la lettre les mots : « expression outrageante : » à les considérer comme indiquant limitativement les modes d'injurier, on réprimerait seulement l'injure verbale et l'injure écrite. Il faut compléter l'énumération par l'article 23 de la loi de 1881, qui prévoit d'une façon plus générale les divers moyens de publicité employés pour commettre l'injure et la diffamation. En effet l'article 33 porte : « l'injure commise de la même manière... » c'est-à-dire de la manière indiquée par l'art. 23. La publicité peut résulter de discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics : — c'est l'injure verbale ; ou d'écrits imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics — c'est l'injure écrite ; ou de placards ou affiches ; ce troisième mode, à notre avis, doit comprendre non seulement l'injure écrite proprement dite, mais aussi les délits voisins tels que l'injure résultant de dessins et caricatures, qu'on ne saurait

(1) « Le terme de « gamin » qui ne blesserait pas un enfant, outragerait un adulte ou un vieillard ; l'épithète de « manant » serait injurieuse pour un homme du monde alors qu'elle paraîtrait inoffensive à un valet de ferme. » (Grellet, Dumaz. I. I, ch. II, § 4.)

désigner, en l'absence de légende, par les termes de l'art. 29 — Du reste, on peut dire que la loi n'a fait une énumération qu'*exempli causa*. Pour avoir une idée exacte de l'injure il faut compléter le § 2 de l'art. 29 par le § 1. Bien que celui-ci s'applique à la diffamation, la rédaction employée permet de conclure qu'il a également trait à l'injure, et que cette dernière est, en général, comme la diffamation, *une atteinte à l'honneur et à la considération*. La seule différence que la loi établisse entre les deux délits est en effet que l'un renferme l'imputation d'un fait, l'autre non. Il y aura avantage à adopter ces termes plus généraux qui engloberont tout outrage, quel qu'il soit, commis par paroles, dessins, gravures, gestes, etc.

Remarquons en terminant que la loi ne fait aucune distinction entre les injures verbales et les injures écrites : toutes sont au même rang sans qu'il y ait lieu de s'occuper du genre de manifestation. On a semblé parfois le regretter ; pourquoi, dit-on, ne pas adopter le système romain, et ne pas prononcer des peines plus graves au cas où l'injure est écrite ? On fait aussi remarquer que la loi anglaise a maintenu la même distinction. Pour nous, nous pensons qu'il n'y a rien à regretter et que la loi est à l'abri de toute critique. — Que l'injure écrite soit plus grave, nous ne le nions pas, mais c'est précisément cette sorte d'injure que notre loi a eu surtout en vue, puisqu'elle est une loi de presse. — Les peines seront donc très suffisantes : elles peuvent aller jusqu'à deux mois de prison et 300 fr. d'amende ! D'autre part, le minimum de la peine est de cinq jours de prison et 5 fr. d'amende, ou même l'une de ces deux peines seulement. — S'il s'agit d'une injure légère, les juges auront toute facilité de prononcer une peine minime : la distinction proposée ne nous semble donc présenter aucune utilité.

C. — DE LA PERSONNE OU DU CORPS

Par personne il faut entendre un individu quelconque : peu important son âge et sa capacité ; on conçoit fort bien qu'un enfant puisse être injurié. Le corps sera une pluralité de personnes unies par un lien commun de manière à constituer une individualité. Pour les détails, nous pouvons renvoyer au droit romain ; les principes seront les mêmes ici : peu importe que l'injure soit directe ou indirecte : invectiver une personne ou faire à son sujet des allusions injurieuses nous semble également coupable. De même si vos écrits ont trait à une personne que vous désignez clairement, et que vous en parliez d'une manière injurieuse, qu'importe que vous ne l'ayez pas nommée ? Sans doute, il n'y a pas d'injure faite à une *incerta persona*, mais pour constituer l'*incerta persona*, il ne suffit pas de l'absence du nom ; il est même des cas où le nom serait une désignation moins sûre que certains signes ou caractères.

Il n'y aura pas lieu de distinguer entre les personnes présentes et les absentes : la raison de punir est la même dans les deux cas.

Les commentateurs de la loi de 1819 se sont fort préoccupés de la question de savoir si comme en droit romain une personne pouvait exercer l'action sans avoir été personnellement injuriée. Chassan cite Voet, et, s'appuyant sur son autorité, se décide pour l'affirmative. Mais en réalité, il n'est pas si affirmatif qu'il le semble car dans les exemples qu'il cite, les personnes auxquelles il donne l'action ont été personnellement atteintes, et il n'est que normal de la leur accorder : « Si l'imputation, dirigée en apparence contre le fils ou le membre d'une compagnie atteint le père ou la compagnie entière, il est difficile de ne pas considérer ce fait comme diffamatoire à leur égard ». Ce n'est

pas résoudre la question, comme le fait, du reste, remarquer M. Grellet-Dumazeau en se prononçant pour la négative. Il nous semble que cette dernière opinion est seule admissible dans l'état actuel de notre législation : nous n'avons plus d'esclaves et par conséquent plus de maîtres à qui l'action soit acquise indirectement ; notre puissance paternelle n'est en rien semblable à celle des Romains, et ce n'est pas au père que profitent les acquisitions du fils ; nous ne voyons donc pas quelle disposition on pourrait invoquer pour échapper ici au droit commun et permettre l'exercice de l'action à qui n'a point souffert.

D. — PUBLICITÉ

Lorsqu'elle fait défaut, l'injure est moins grave sans cesser pour cela d'être punissable : c'est un élément ordinaire, mais non point essentiel de l'injure. Nous en trouvons les conditions dans l'article 23 de la loi de 1881. Elle peut résulter : 1^o de la profération des injures dans les lieux ou réunions publics ; 2^o de la mise en vente ou exposition dans les lieux ou réunions publics de placard ou affiches, etc. Dans le premier cas il s'agit d'injures verbales. Il faut remarquer le mot « proférer », qui est employé par la loi : il ne s'agit évidemment pas de simples injures dites à voix basse ou dans une conversation : il faut que les proposaient été dits à haute voix de façon à être entendus. Cela résulte du terme employé par la loi et aussi de la discussion qui a précédé l'adoption de l'article. (Nous ne parlons pas de la loi de 1881, où l'article a été inséré sans difficulté, mais de la loi de 1819, où le même article se trouve dans les mêmes termes). Dans le projet de la loi il y avait alors : « Quiconque, soit par des discours tenus, etc. » M. Jacquinet de Pamplune

fit remarquer que la publicité serait réelle et non douteuse quand elle résulterait d'écrits ou imprimés vendus ou distribués ; mais qu'en employant le mot « tenus » ou atteindrait des propos sans publicité effective, des propos tenus à voix basse dans des lieux publics. (*Moniteur*, séance du jeudi 15 avril 1849.)

Reste une question importante. Que faut-il entendre par lieux ou réunions publics ?

Ceux où toute personne est admise, soit sans aucune condition, comme une rue, un jardin, une place publique, soit à certaines conditions, comme un restaurant, un théâtre ; dans ce cas le lieu n'est public qu'à partir du moment où les portes sont ouvertes à tous, et dans les parties non réservées. Il est assez difficile du reste de fixer une limite exacte entre les lieux publics et les lieux non publics : si moyennant une somme d'argent, l'entrée dans un certain lieu est permise à tous, ce lieu sera public, mais en sera-t-il de même si les conditions d'admission sont autres ? Que décider si, par exemple, une salle a été louée par une société, et que les membres seuls de la société, fort nombreux du reste, y puissent pénétrer ? Il serait, à notre avis, inutile et dangereux de faire une énumération des lieux publics : nous croyons qu'il y a là une question de fait qui ne saurait être résolue a priori et que les tribunaux apprécieront suivant les circonstances.

Suffit-il que l'injure ait été proférée dans un lieu ouvert à tous pour qu'elle soit publique, ou faut-il que la publicité soit réelle et effective, c'est-à-dire qu'au moment où l'injure a été dite un certain nombre de personnes aient pu l'entendre ? Si nous nous attachions à l'idée probable des rédacteurs, ne devrions-nous pas dire qu'il faut une publicité réelle, effective ? N'était-ce pas l'idée que M. Jacquinot de

Pamplune avait fait consacrer lors de la première rédaction? Cependant les termes de l'article 23 sont formels et n'admettent pas de distinction; il nous faut donc décider que les injures proférées en pleine place publique, sans que d'ailleurs personne soit présent n'en sont pas moins punissables comme publiques. Réciproquement nous devons décider que l'injure proférée dans un endroit non public est une injure simple, alors même qu'au moment où elle est dite il y aurait pour l'entendre un grand nombre de témoins. Que cela soit étrange, nous n'en disconvenons point, mais en présence du texte si précis de la loi, il nous est impossible de ne point admettre ces solutions.

De l'injure grave et de l'injure simple

Nous avons étudié avec assez de détails les divers éléments de l'injure pour ne pas nous attarder sur ce sujet : l'injure grave est celle qui comprend tous les éléments que nous venons d'énumérer; elle ne diffère qu'en un point de la diffamation : c'est qu'elle ne contient l'imputation d'aucun fait. Ce qui la sépare de l'injure simple, c'est qu'elle est publique. Voici donc les définitions qu'on en peut donner en conservant les termes employés par la loi elle-même : toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait et qui reçoit la publicité prévue par la loi, constitue une injure grave. Toute injure non publique est une injure simple. Nous devons en conclure que l'imputation non publique d'un acte ou d'un fait propre à entacher l'honneur ne pourra être poursuivi que comme injure simple. Il manque en effet dans cette hypothèse un élément pour constituer la diffamation : la publicité. D'autre part elle en comprend un autre qui est incompatible avec l'in-

jure grave : l'imputation d'un fait. En d'autres termes, la diffamation non publique n'est pas une diffamation : c'est une injure simple. — La jurisprudence s'est toujours décidée en ce sens. Ainsi jugé par le tribunal correctionnel de la Seine : La dame Lhabitant était poursuivie pour diffamation ; le tribunal correctionnel la condamna comme tribunal de simple police, à cause du défaut de publicité, à 5 fr. d'amende et 4,000 fr. de dommages et intérêts. En appel, la cour se déclara incompétente conformément à l'article 192 du Code d'instruction criminelle ; — et la Cour de cassation rejeta le pourvoi : attendu qu'aux termes de l'article 14 de la loi du 26 mai 1819, la diffamation et l'injure qui ne sont pas publiques sont de la compétence des tribunaux de simple police, et que le tribunal correctionnel, légalement saisi du reste, puisque la dame Lhabitant n'avait pas demandé son renvoi, n'avait violé aucune loi. Nous pouvons nous approprier cette décision, car les dispositions de la loi de 1881 reproduisent sur ce sujet celles de la loi de 1819. (V. Dal., 1834, 1, 436.)

Injures contre les morts

On discutait avant la loi de 1881 le point de savoir si les imputations injurieuses envers les morts pouvaient faire naître une action au profit des héritiers. Voici comment, dans sa circulaire du 9 novembre 1881, le ministre de la Justice résume la question : « L'article 34 (de la loi de 1881) résout législativement la question controversée de la diffamation envers les morts. La Cour de cassation a décidé que la diffamation pouvait résulter des seules imputations dirigées contre la mémoire des morts : la Cour de Paris et d'autres Cours d'appel repoussaient cette doctrine. Quelques arrêts admettaient cependant un système mixte aux termes

duquel il y avait diffamation punissable dans les imputations contre les morts toutes les fois que les héritiers étaient personnellement atteints par ces imputations, alors même qu'elles n'auraient pas été dirigées intentionnellement contre eux.

Les auteurs admettaient en général, et contrairement à la Cour de cassation, que l'action ne pouvait exister dans aucun cas. « Aux yeux du sage et pour le for intérieur, le délit est complet dans les éléments qui concourent à le former; mais pour la loi positive, qu'est-ce qu'un mort? Un corps inerte, une pincée de poussière. — Qu'est-ce que la mémoire d'un mort? Rien. » (Grellet-Dumazeau, I, 39.)

M. Chassan, dans son ouvrage sur les contraventions de la parole et de l'écriture, expose le système aujourd'hui consacré par la loi de 1881. Ce système se réduit à dire que l'outrage ou la diffamation envers les morts ne peuvent constituer des délits; si cependant l'injure adressée au mort doit atteindre les héritiers, et que l'intention de l'offenseur ait été précisément de les atteindre, l'action sera donnée. Il ne faut pas s'y tromper, il n'y a là aucun délit nouveau, et en y regardant de près, on voit que l'article 34 n'est qu'une application du droit commun, mais qu'il était nécessaire pour faire cesser les hésitations de la jurisprudence.

Ainsi quiconque s'adresse à la mémoire d'un mort est sûr de l'impunité. Doit-on le regretter? Faut-il chercher à combler cette lacune que présente la loi? Nous ne le croyons pas, et nous ne saurions mieux faire que de citer à l'appui de cette opinion cette belle page de M. Dumazeau (*De la diffam.*, I, ch. I, sect. II) : « Nous n'entendons pas nous porter le défenseur de l'outrage déversé sur la cendre des morts; selon les idées religieuses, un pareil acte est une impiété; dans l'ordre moral, c'est un abus; et sous

quelque rapport qu'on l'envisage, il y a justice à le flétrir.

« Mais à côté de l'abus se trouve le droit, droit protecteur de la liberté d'écrire et des franchises de l'histoire. L'abus présente-t-il des dangers graves et de nature à se produire fréquemment ? Non : il n'y a peut être pas d'exemple qu'il se soit attaqué à la vie privée. Presque toujours la mort d'un ennemi éteint ou assoupit ces mauvaises passions, nées d'intérêts mesquins qui s'agitent d'individu à individu, de famille à famille qu'alimentent la vue et le contact des personnes : la tombe impose aux ressentiments vulgaires .. La vérité n'a-t-elle pas accès dans la presse aussi bien que le mensonge ? Vienne l'histoire, l'histoire grave et méditative qui pèse les faits dans le silence de la retraite, dans le calme de l'impartialité, et restez convaincu qu'elle saura judicieusement faire la part du temps et des circonstances, des hommes et des choses... Le droit de dire la vérité sur les méchants quand l'ordre public ne doit pas en souffrir, est un hommage à la vertu. »

De l'offense et de l'outrage

Cette matière est très intéressante, car c'est une de celles qui ont été le plus discutées lors de l'élaboration de la loi de 1881. Elle comprend deux parties distinctes : 1° les outrages prévus par le Code pénal ; — 2° les outrages prévus par la loi de 1881.

I. — Nous avons fait tout à l'heure une distinction entre l'injure publique et l'injure non publique ; ici nous allons distinguer entre l'injure faite à des particuliers, et l'injure faite à des personnes revêtues d'un certain caractère public. De la première classe, nous n'avons rien à dire, puisque c'est l'injure de droit commun, pour ainsi dire.

Quant à la seconde, elle va nous retenir quelques in-

stants. Les délits prévus par le Code pénal prennent le nom d'outrages ; nous ne voulons point en donner d'autre définition, bien qu'on dise parfois : l'outrage est une injure d'une gravité particulière, — tout ce qu'on en peut dire, c'est que l'injure, grave ou légère, prend le nom d'outrage quand elle s'adresse à une certaine classe de personnes.

L'article 222 du Code pénal prévoit l'outrage par paroles, écrit, dessin non rendus publics à un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire, à un juré, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice. On a voulu assurer d'une manière plus certaine le respect dû aux magistrats et à ceux qui sont appelés à participer aux fonctions judiciaires. Il eût été injuste d'aggraver la peine alors même que l'offenseur n'eût pas connu la qualité de l'offensé ; il n'y a donc lieu d'appliquer notre article que dans le cas où il ne peut y avoir de doute sur le caractère de la personne, et ce serait aller trop loin de prétendre, comme l'ont fait certains auteurs, que le magistrat qui se rend au tribunal, commence dès lors à être dans l'exercice de ses fonctions. Il est vrai que dans ce cas l'aggravation pourra résulter de ce que l'insulte a eu lieu à l'occasion des fonctions.

Il y a donc deux cas distincts où notre article peut être applicable : A. — Il y a injure pendant l'exercice des fonctions : dans ce cas, toute injure, doit être punie comme outrage, par application de l'art. 222 ; que cette injure porte sur des faits relatifs à la fonction ou qu'elle porte sur des faits de la vie privée, peu importe. — B. — L'injure a lieu à l'occasion des fonctions. Le législateur a tenu à faire respecter les fonctions elles-mêmes, dans la personne de celui qui les exerce. Il faut donc ici, pour que l'article 222 soit applicable, que la personne ait été attaquée, non pas

comme personne privée, mais à raison de son caractère. Si donc une injure quelconque a été adressée à un magistrat en dehors de ses fonctions et n'y ayant point trait, ce ne sera qu'une injure ordinaire, sans circonstance aggravante.

L'article 223 punit l'outrage par paroles, gestes ou menaces à un magistrat ou à un juré dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Il semble à première vue que cet article 223 fasse double emploi avec l'article 222 ; il y a cependant entre eux une différence : l'art. 222 ajoute que l'outrage dont il parle tend à inculper l'honneur ou la délicatesse. Nous ne pensons pas qu'il faille s'arrêter à définir ces termes qui sont fort vagues ; remarquons seulement, que l'outrage peut être plus ou moins grave : ce sera au tribunal de le classer dans la première ou la seconde catégorie, suivant l'appréciation des faits.

L'article 224 prévoit l'outrage par paroles, gestes ou menaces à un officier ministériel, agent ou dépositaire de la force publique et à tout citoyen chargé d'un ministère de service public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. — Par exercice des fonctions, il faut comprendre tout acte de la compétence de celui qui le fait, et accompli au lieu où il a le droit d'exercer. La rédaction de l'article 224 est, on le voit, fort large ; elle accorde protection à tous officiers ministériels tels que greffiers, huissiers, etc., et à toutes personnes entre les mains de qui se trouve placée soit momentanément, soit d'une manière durable, une portion de la force publique, tels sont les gardes champêtres, les soldats, etc.

L'article 225 renvoie à l'article précédent, en prononçant des peines plus sévères au cas où il s'agirait d'un commandant de la force publique.

Loi de 1881

Après avoir énuméré les délits prévus par le Code pénal, il nous faut passer à l'étude de ceux que réprime la loi de 1881.

L'article 26 réprime l'offense contre le président de la République. Le délit d'offense a donné lieu à nombreuses discussions : beaucoup voulaient qu'on punit l'offense envers la République, envers le président de la République et envers les Chambres. Dans le projet de loi, l'article qui porte aujourd'hui le n° 26 prévoyait l'offense envers le président et l'offense envers la République ; la commission avait supprimé le second délit ; la Chambre ne voulut pas reconnaître le premier. — M. Marcou proposa à deux reprises de rétablir le délit d'outrage à la République en affirmant que ce serait la tuer et la pousser sur la pente d'une irrémédiable décadence que de lui enlever son armure et son bouclier. En sens contraire, M. Clémenceau trouvait la disposition dangereuse : « Je défie, disait-il, qui que ce soit, et il ne manque pas de jurisconsultes dans cette Chambre, de venir à cette tribune vous dire à quel signe le magistrat pourra reconnaître que la discussion cesse et que l'outrage commence. » Le rapporteur de la loi avait bien dit : « L'outrage est la gradation, l'augmentation de l'injure, » mais il aurait fallu pour que la définition fût utile, définir d'abord l'injure, ce qui est impossible. La Chambre accepta ces raisons, et ne revint pas sur sa première idée.

Une discussion analogue eut lieu quand il s'agit de l'outrage envers les Chambres. « Je crois, disait à ce sujet, M. Ballue, que lorsqu'on a l'honneur d'être investi d'un mandat politique, il ne faut point aller demander à un tribunal de vous venger de certains outrages : si vous avez

été des mandataires fidèles, ce sont vos électeurs qui vous vengeront ; si vous avez été des mandataires infidèles, ce ne sont ni les réquisitoires des magistrats de l'ordre judiciaire, ni les rigueurs de la loi qui vous protégeront contre le juste ressentiment de ceux que vous aurez trahis. » — Le délit d'outrages aux Chambres fut écarté.

Quant à l'outrage au président de la République, plusieurs orateurs étaient d'avis de le prévoir, et le rapporteur de la commission en disait : « Il y a délit, bien qu'il n'y ait pas dommage, il ya délit contre la paix publique en raison de la situation qu'occupe le magistrat outragé et de l'influence qu'exerce sa haute personnalité. » Cependant la Chambre avait en première lecture rejeté l'article qui punissait cet outrage et peut-être en eût-elle fait autant en seconde lecture sans la circonstance suivante : lorsqu'on s'occupa des offenses faites aux souverains étrangers, on admit sans difficulté, qu'elles constituaient un délit et devaient être réprimées assez sévèrement. Quelques députés firent remarquer alors, qu'il y aurait inconséquence à refuser au président de la République ce qu'on avait accordé aux chefs d'États étrangers, et c'est ainsi que fut votée la disposition qui est devenue notre article 26.

L'offense au président n'est pas définie, mais il appartiendra aux tribunaux d'apprécier ; cependant un élément est nécessaire d'une manière fixe, c'est la publicité : sans elle, pas d'offense.

Les articles 36 et 37 punissent l'outrage envers les chefs d'États étrangers, envers les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques accrédités près du gouvernement de la République. Nous en reparlerons à propos des peines ; constatons ici que, comme dans le cas d'outrage au président de la République, la publicité est un des éléments du

délit. La loi ne s'explique pas, du reste, sur les conditions de cette publicité, mais il y a tout lieu de croire qu'elle s'est référée à l'art. 23 que nous avons étudié plus haut.

Cette condition de publicité se retrouve dans tous les délits prévus par la loi de 1881 ; les articles 30, 31, 33 punissent l'injure *publique* envers les cours, tribunaux, armées de terre ou de mer, corps constitués et administrations publiques, ministres, membres de l'une ou de l'autre Chambre, fonctionnaires publics, dépositaires ou agents de l'autorité publique, ministres d'un culte salarié par l'État, citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, jurés ou témoins à raison de leur déposition. — Ce sont, à notre avis, les mêmes personnes que le Code pénal a protégées dans les articles 222 et suivants, mais dans les cas prévus par le Code, il n'y a point publicité ; ici, au contraire, elle existe.

Des peines

Elles consistent en général en un emprisonnement et une amende ; dans certains cas cependant, il peut y avoir réparation, comme nous l'avons vu dans l'ancien droit. Il ne semble pas du reste que cette peine soit souvent prononcée ; elle est facultative, et le caractère arbitraire qui la distingue la fera tomber en désuétude.

L'offense envers le président de la République (art. 26) et envers les souverains étrangers (art. 36) sont punies d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 fr. à 3,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement (1).

(1) Est-il besoin de rappeler que les outrages, injures et offenses dont il s'agit dans la loi de 1881 sont toujours publics.

L'outrage envers les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques accrédités près du gouvernement de la République est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 fr. à 2,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure publique envers les cours, tribunaux et autres personnes ou corps que nous avons énumérés en parlant de l'article 33, est punie de huit jours à un an d'emprisonnement et de 100 fr. à 3,000 fr. d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les outrages, prévus par le Code pénal, sont punis : contre les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, les jurés, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions : de quinze jours à deux ans de prison, et si l'outrage a lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal : de deux à cinq ans d'emprisonnement (222) ; l'outrage par gestes ou menaces à un magistrat, juré, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions : de quinze jours à deux ans de prison, et si l'outrage a lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal : d'un mois à deux ans d'emprisonnement ; l'outrage par paroles, gestes et menaces à un officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique et à tout citoyen chargé d'un ministère de service public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions : de six jours à un mois de prison et de 16 fr. à 200 fr. d'amende (art. 224.) L'une de ces deux peines seulement peut être prononcée. S'il s'agit d'un commandant de la force publique, la peine s'élève à quinze jours minimum, trois mois maximum d'emprisonnement, et à une amende de 16 fr. à 500 fr. (225).

Dans les cas prévus par les articles 222, 223 et 225, l'offenseur pourra, outre l'emprisonnement, être condamné à faire réparation soit par écrit, soit à la première audience.

Cette peine, est comme nous l'avons déjà remarqué, un vestige de l'ancien droit. Il fallait prévoir le cas où le délinquant se refuserait à l'exécuter : c'est en effet une obligation de faire et on peut dire ici surtout : *nemo ad factum cogi potest*. Aussi le législateur a-t-il pris soin d'établir un moyen de contrainte : pour être assuré que l'offenseur fera la réparation qui est exigée de lui, on ne compte le temps d'emprisonnement qu'à dater du jour où la réparation a eu lieu. Il faut supposer qu'en exécution du jugement, il y a eu incarcération préalable ; le condamné aura donc tout intérêt à se hâter, s'il veut sortir de prison.

L'injure publique envers les particuliers lorsqu'elle n'a pas été précédée de provocation sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 16 fr. à 300 fr. Quant à l'injure simple, c'est-à-dire non publique, l'article 471 du Code pénal, n° 11, la porte au nombre des contraventions punies des peines de simple police : 1 fr. à 5 fr. d'amende inclusivement.

Pour terminer, disons que si les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux ne peuvent, comme nous allons le voir, donner lieu à aucune action d'injures, ils peuvent cependant motiver des peines spéciales : les juges peuvent ordonner la suppression des discours injurieux, outrageants ou diffamatoires, et condamner à des dommages-intérêts. Ils peuvent aussi, dans les mêmes cas, faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels et les suspendre de leurs fonctions.

La durée de cette suspension ne peut dépasser deux mois et six mois en cas de récidive dans l'année. Nous pensons que le point de départ de l'année est l'expiration de la suspension prononcée.

RÉCIDIVE. — A part le cas que nous venons d'examiner, l'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera

pas applicable à la loi de 1881. Les termes de la loi sont généraux et la disposition doit en conséquence s'appliquer que les délits précédents soient punis par la loi ou qu'ils soient prévus par le Code pénal. Si donc on a commis le délit prévu par l'art. 222 du Code pénal et que plus tard on se rende coupable d'une injure ou d'un outrage publics, prévus par la loi de 1881, on sera protégé par la disposition de l'article 63. Mais que faut-il décider aux cas où les deux délits sont prévus par le Code pénal? Malgré ce que la décision peut avoir d'illogique, il nous faut décider que dans ce cas les peines de la récidive sont applicables. En effet l'article 63 porte : L'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera pas applicables aux infractions prévues *par la présente loi*. Il est donc impossible d'étendre cette disposition au Code pénal. Dans le projet primitif il y avait : « En cas de récidive des crimes et délits prévus et punis par la présente loi, l'aggravation des peines prononcées par le ch. iv, liv. I^{er} du Code pénal ne sera pas obligatoire. » Cet article avait été adopté en première lecture ; c'est en seconde lecture seulement et sur un amendement de M. Lorois que la rédaction fut modifiée dans le sens actuel. (Séance du 18 fév. 1881.)

CUMUL. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi, les peines ne se cumuleront pas, et la plus forte sera seule prononcée. Cela est conforme aux principes adoptés en matière criminelle, et relatés au code d'Instruction criminelle : En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée (art. 365). (V. Ortolan, liv. I, part. II, tit. IV : Pluralité des délits.)

Circonstances atténuantes, excuses et immunités

A. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES

L'article 63 du projet (aujourd'hui art. 64) portait : « L'article 463 du Code Pénal est applicable dans tous les cas prévus par la présente loi. Lorsqu'il y aura lieu de faire cette application, la peine prononcée ne pourra excéder la moitié de celle édictée par la présente loi. » M. Durand (Ille-et-Vilaine) proposait de réduire cet article à la formule du droit commun et de dire seulement : « L'article 463 est applicable à tous les cas prévus par la présente loi. » Il donnait pour raison que la rédaction proposée était une dérogation aux règles qui régissent les circonstances atténuantes, qu'on devait laisser aux juges une latitude absolue, et que ces derniers refuseraient souvent les circonstances atténuantes s'ils ne pouvaient prononcer une peine plus forte que la moitié de celle prévue par la loi. Le rapporteur de la commission répondit qu'il y avait bien une dérogation, mais qu'elle était en faveur de la liberté. Il faut, disait-il, distinguer en matière de répression les peines criminelles et les peines correctionnelles : les premières sont graduées, échelonnées ; quand le jury a admis les circonstances atténuantes, la Cour est obligée de se conformer à cette graduation. Quand il s'agit au contraire de peines correctionnelles, il n'y a plus de degrés. Ces peines sont : pour l'emprisonnement, de six jours à cinq ans et à dix ans en cas de récidive. Pour l'amende, de 16 fr. à un chiffre plus élevé. Dans cette dernière hypothèse, si le jury a admis les circonstances atténuantes, il a voulu par cela même que la peine fût modérée ; le juge n'a pas à tenir compte de cette

partie du verdict, parce que la loi n'a pas marqué de degrés en matière correctionnelle. La peine est du minimum au maximum. Le juge pourra en conséquence appliquer au prévenu même le maximum de la peine sans tenir compte de la déclaration du jury, ce qui est souverainement inique. Ces raisons ont fait adopter la rédaction de la commission (art. 64).

B. — EXCUSE

L'injure publique envers les particuliers, et l'injure non publique ne sont punissables que lorsqu'elles n'ont point été précédées de provocation. (Art. 33 de la loi de 1881, et 471 Code pénal, § 2). Cet article est ainsi conçu : « Seront punis... etc. 11° Ceux qui sans avoir été provoqué, auront *proféré* contre quelqu'un des injures. etc. » Ce mot *proféré* semblerait indiquer qu'il ne s'agit que d'injures verbales, mais il vaut mieux décider que l'article 471 vise toute injure non publique ; du reste l'article 33 de la loi 1881 ne permet pas une autre explication : Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du Code pénal (33 *in fine*) ; il n'y a là aucune distinction entre les diverses injures non publiques : toutes, verbales, écrites ou autres, sont soumises au Code pénal. Même avant la loi 1881 la Cour de cassation se prononçait en ce sens. Le 30 août 1851, elle confirma un arrêt punissant de peines de simple police (art. 471, C. pénal), des injures contenues dans une lettre missive. (Dal. 1, 303, 1851.)

Ni le Code pénal (art. 471, 11°) ni la loi de 1881 ne définissent ce qu'est la provocation qui constitue une excuse en matière d'injure. Nous pensons qu'il y a là une question d'appréciation de la part des tribunaux.

C. — IMMUNITÉS

Dans certains cas, et pour laisser pleine et entière la liberté de discussion, la loi déclare qu'aucune action ne sera donnée, bien que des propos outrageants aient pu être tenus. C'est lorsqu'il s'agit des tribunaux et des chambres.

Voici les dispositions contenues dans l'art. 41 : Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par ordre de l'une des deux Chambres. Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des deux Chambres fait de bonne foi dans les journaux. « Dans le projet de loi, cette dernière phrase n'existait pas ; M. Ribot fit remarquer que dans la loi du 17 mai, on avait accordé l'immunité aux comptes rendus fidèles des séances, et c'est l'amendement qu'il proposa en ce sens qui forme aujourd'hui notre dernier paragraphe. Il faut entendre limitativement l'immunité accordée en ce cas. Nous déciderons donc que si un orateur fait imprimer un discours qu'il n'a pas prononcé, il ne sera pas couvert par la loi et pourra être poursuivi à raison des expressions outrageantes que peut contenir le-dit discours ; nous donnerions la même solution au cas où le discours aurait été prononcé, mais imprimé sans ordre de la Chambre. En effet la loi dit : *les discours tenus*, donc, après qu'il ont été prononcés, si on leur donne une certaine publicité en dehors de la Chambre, l'immunité cesse. Comment ? dira-t-on, ne sont-ils pas imprimés tout au long dans l'*Officiel*, et ne sont-ils pas, dans ce cas, protégés par l'art. 41 ? Certes oui, nous sommes ici dans les termes de la loi ; mais nous en sortons dès qu'il s'agit d'une impression particulière faite sans ordre de la Chambre.

Quant aux comptes rendus, ils ne sont couverts qu'autant qu'ils sont de bonne foi. Dès qu'ils cessent d'être fidèles et de bonne foi, ils n'ont plus droit à la protection. Il est peut-être utile de faire remarquer que l'infidélité ne constitue pas à elle seule un délit, parce que sous l'empire de la loi de 1822 elle était regardée comme telle. Aujourd'hui, elle fait perdre une protection, rien de plus.

L'immunité s'applique encore : aux comptes rendus faits de bonne foi des débats judiciaires et aux discours prononcés ou aux écrits produits devant les tribunaux. Cette disposition repose, comme la précédente, sur la liberté de discussion ; on veut autant que possible donner une grande latitude aux avocats et aux parties. Il n'y a pas, du reste, impunité complète, mais il n'y a pas délit d'injure, et le juge se borne à prononcer la suppression des écrits, et au besoin, des dommages-intérêts. Nous suivrons ici la même doctrine que plus haut, et déciderons que l'interprétation du texte doit être restrictive. Si donc une des parties imprimait et distribuait hors du palais un discours injurieux, même ayant trait à sa cause, elle ne pourrait plus se réfugier derrière l'article 41.

De l'action

A. — COMPÉTENCE

La compétence est de juridiction ou territoriale. La première fixe l'ordre du tribunal qui est appelé à connaître du délit, la seconde, le tribunal qui, parmi ceux de l'ordre indiqué, est appelé à juger.

I. COMPÉTENCE DE JURIDICTION. — C'est la seule dont se soit occupée la loi de 1881. La règle générale est que les délits qu'elle prévoit sont déferés à la Cour d'assises. Ce-

pendant il y a des exceptions, surtout pour le sujet spécial qui nous occupe.

a. — Délits déférés à la Cour d'assises : 1° Offense publique au président de la République prévue par l'article 26. — 2° Offense publique commise envers les chefs d'États étrangers, leurs ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires, etc. (art. 36 et 37) — 3° Injures publiques envers les personnes désignées aux articles 30 et 31, c'est-à-dire les tribunaux, armées de terre et de mer, corps constitués, etc. »

b. — Délits déférés au tribunal correctionnel : 1° Outrages prévus par les articles 222 et suivants du Code pénal. 2° Injure publique envers les particuliers (art. 33, § 2, loi 1881).

c. — Contraventions déférées au tribunal de simple police : toute injure quelconque non publique.

II. — COMPÉTENCE DE JURIDICTION. — La loi n'en parle pas ; il faut donc nous reporter à l'article 63 du Code d'instruction criminelle qui forme le droit commun en cette matière. On pourra donc poursuivre le délinquant soit dans le lieu de sa résidence, soit dans le lieu où le délit a été commis.

B. — COMMENT L'ACTION EST INTENTÉE. PLAINTÉ PRÉALABLE

Le prévenu peut être cité soit par le ministère public, soit par la personne offensée, que ce soit la cour d'assises ou le tribunal correctionnel qui soient appelés à juger le délit.

L'outrage et l'injure ont toujours été regardés en quelque sorte comme des délits privés ; on comprend que celui qui a été outragé soit le souverain appréciateur du plus ou moins d'opportunité qu'il peut y avoir à exercer l'action. Souvent, on craindra de donner par les débats judiciaires

une dangereuse publicité à des paroles ou à des écrits qui peut-être passeront inaperçus ; souvent on méprisera l'injure sans en vouloir tirer d'autre vengeance. Les rédacteurs de la loi de 1881 ont donc admis que le ministère public n'aurait pas ici toute liberté, et qu'il ne pourrait agir que sur la plainte de la partie. Il en était déjà ainsi précédemment, mais le principe est aujourd'hui appliqué bien plus complètement, et la partie lésée est si bien maîtresse de la poursuite que l'action publique intentée ou non est complètement subordonnée à son bon vouloir. En conséquence si après avoir porté plainte, l'offensé transige ou déclare renoncer purement et simplement à l'action, le ministère public n'aura plus le droit de continuer les poursuites. Cela est contraire à la règle générale qui veut que l'action publique ne puisse plus être arrêtée, dès qu'elle a été mise en mouvement.

Voici les termes de l'article 47 : « La poursuite des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, aura lieu d'office et à la requête du ministère public sous les modifications suivantes :

« 1^o Dans le cas d'injure... envers les cours, tribunaux et autres corps indiqués en l'article 30, la poursuite n'aura lieu que sur une délibération prise par eux en assemblée générale et requérant les poursuites, ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, sur la plainte du chef du corps ou du ministre duquel ce corps relève. Ces derniers mots visent les armées de terre et de mer, qui sont, on s'en souvient, mentionnées par l'art. 30.)

« 2^o Dans le cas d'injure envers un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre Chambre, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne ou des personnes intéressées. On ne doit pas comprendre les ministres dans la désignation de « membres de la Chambre » ; c'est ce qui ressort

clairement du § 3 de l'art. 47, où il est dit : « Dans le cas d'injures envers les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité publique autres que les ministres... « C'est dire que, s'il s'agit de ministres, il n'y a pas dérogation au droit commun : le ministère public peut ici agir sans plainte préalable. Le § 3 continue son énumération en citant les ministres des cultes salariés par l'État et les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat publics. Dans les cas précités, la poursuite peut avoir lieu soit sur la plainte de la partie offensée, soit d'office sur la plainte du ministre dont relèvent ces fonctionnaires. Le § 3 nous montre un second cas de retour au droit commun. Il porte qu'en cas d'offense envers les chefs d'État ou d'outrages envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office sur leur demande adressée au ministre des Affaires étrangères, qui la transmet au ministre de la Justice ; or nous avons vu, dans les dispositions précédentes, l'offense au président de la République punie des mêmes peines et poursuivie devant la même juridiction que l'offense à un souverain étranger ; ici, l'assimilation cesse, et nous devons conclure du silence de la loi que l'offense au président peut être poursuivie d'office et sans plainte préalable.

L'article 47 que nous venons d'étudier est compris sous la rubrique : « Cour d'assises ». Si nous passons à la procédure devant le tribunal correctionnel, nous voyons la même règle : que le ministère public ne pourra poursuivre que sur la plainte de la partie injuriée.

Selon nous, la plainte préalable doit donc précéder toute action, qu'elle soit intentée en vertu de la loi de 1881 ou en vertu du Code pénal. Ce n'est pas que nous ayons aucun texte précis sur ce sujet, car le Code est muet, et les articles 47 et 60 que nous venons d'étudier ne semblent

bien s'appliquer qu'à la loi de 1881 ; mais, dans un cas comme dans l'autre, les mêmes raisons doivent amener la même solution. Bien plus, s'il est un cas où l'on doit laisser toute latitude au ministère public, c'est quand il s'agit de délits publics, connus de tous ou d'un grand nombre, ayant causé du scandale ; ce sont ceux-là surtout que la société est intéressée à punir ! Or, dans ce cas, prévu par la loi de 1881, l'action du ministère public est subordonnée à la plainte. Comment soupçonner qu'on va permettre au ministère public de prendre l'initiative alors qu'il ne s'agit que d'un délit non public et qui n'a produit aucun scandale, comme celui que prévoit l'art. 222 du Code pénal ? N'est-ce pas dans ce cas surtout qu'il faut laisser aux offensés toute liberté d'action ? Si, par exemple, un honorable magistrat reçoit une lettre injurieuse, n'aura-t-il pas le droit de mépriser l'outrage ? Quoi de plus personnel ?

A notre avis donc, pour tout délit d'outrage ou d'injures quel qu'il soit, à l'exception du cas où il s'agit du président de la République ou des ministres, la plainte préalable est une condition de l'action exercée par le ministère public.

Si cette plainte est nécessaire pour que l'action soit intentée, que doit-il arriver au cas où elle fait défaut ? L'action exercée alors par le ministère public est-elle valable ou nulle ? Pour dire que l'action est valable, on invoque le pouvoir du ministère public, qui ne peut, dit-on, dépendre complètement d'un simple particulier ; la loi ne fait qu'une recommandation générale : il est préférable qu'une plainte préalable ait été faite, voilà tout, mais on n'a pas eu l'intention de lier complètement l'action publique et la preuve en est que tous les auteurs reconnaissent au ministère public le droit d'intenter ou de ne pas intenter l'action alors que l'offensé lui demande d'agir : la plainte de l'offensé ne

le lie aucunement. Pourquoi ne pas aller plus loin et décider que si, malgré l'avis de la loi, l'action a été intentée sans plainte, elle sera néanmoins valable. N'est-il pas de règle du reste qu'une nullité ne se supplée pas. Où donc est prononcée celle qu'on nous propose ?

L'article 48 et l'article 50 prononcent des nullités au cas où certaines formalités qu'ils prescrivent ont été inobservées, et nous ne trouvons nullement la plainte préalable parmi ces formalités.

Malgré toutes ces raisons, nous nous déciderons pour l'opinion contraire parce que tel est le seul moyen d'assurer une sanction efficace à la loi ; parce qu'il nous semble d'intérêt public de ménager les susceptibilités de la partie qui a à se plaindre, de donner une garantie à la partie qui a à se défendre et surtout de modérer l'ardeur de la vindicte publique, pour employer les expressions de M. Lisbonne, le rapporteur de la loi. Telle devait bien être du reste l'opinion des rédacteurs, puisqu'ils ont été jusqu'à décider que le désistement de l'offensé arrêterait la poursuite commencée (art. 60) et qu'ils ont toujours considéré la personne injuriée comme étant seule maîtresse de l'action.

La plainte dont nous venons de parler n'est soumise par la loi de 1881 à aucune formalité, pas plus que sous les lois précédentes. Il suffit donc que l'offensé ait exprimé d'une manière quelconque sa volonté de poursuivre, et il suffirait d'un écrit, d'une lettre missive, par exemple, pour que la condition fût remplie. Il serait peut-être sage de décider qu'au moins la plainte doit être écrite, afin que le ministère public puisse avoir la certitude d'être à couvert, et qu'on ne pût lui reprocher plus tard d'avoir, sans y être invité, intenté à l'action de son chef. Cependant on ne devrait pas se montrer ici trop affirmatif, car la loi n'a fait aucune prescription, et ce serait aller au delà des droits de l'inter-

prétation que de vouloir imposer une forme quelconque à la plainte. Quoi qu'il en soit, nous pensons que l'on ne devra pas trop facilement induire de tel ou tel fait que la partie a voulu se plaindre : ce serait, dans bien des cas, rendre inutiles les précautions prises par la loi.

Réquisitoire. — Citation

Lorsque le ministère public requiert une information, il est tenu, dans son réquisitoire, d'articuler et de qualifier les outrages et injures, à raison desquels la poursuite est intentée avec indication des textes dont l'application est demandée, à peine de nullité du réquisitoire et de ladite poursuite. Si le ministère public cite directement devant la Cour d'assises, il devra, dans la citation, se conformer aux mêmes règles, ainsi que cela résulte de l'article 50 de la loi de 1881.

Quant à l'offensé, il a droit de citation directe devant la Cour d'assises (art. 47, 6°); sur sa requête, le président de la Cour d'assises fixera les jours et heures auxquels l'affaire sera appelée. La citation devra comprendre l'indication précise des écrits, imprimés, placards, dessins, gravures, etc., qui seront l'objet de la poursuite, ainsi que la qualification des faits. Elle indiquera les textes de la loi invoqués à l'appui de la demande et portera copie de l'ordonnance du président; elle contiendra élection de domicile dans la ville où siège la Cour d'assises et sera notifiée tant au prévenu qu'au ministère public. Toutes ces formalités seront observées à peine de nullité (art. 50).

Le délai entre la citation et la comparution en Cour d'assises sera de cinq jours francs, outre un jour par cinq myriamètres (art. 51).

Lorsque c'est le tribunal correctionnel ou le tribunal de

simple police qui sont compétents, la poursuite a lieu conformément aux dispositions du chap. II, du titre I^{er}, du liv. II du Code d'*Instruction criminelle*. En conséquence, la partie devra dans l'acte de citation, faire élection de domicile dans la ville où siège le tribunal (art. 183, *Inst. crim.*) Le délai entre la citation et la comparution sera de trois jours, plus un jour par trois myriamètres (art. 184 id.) Mais une modification est apportée ici par la loi de 1881 : au cas d'injure contre un candidat à une fonction électorale pendant la période électorale, le délai est réduit à vingt-quatre heures, outre le délai de distance. La citation, comme devant la Cour d'assises, doit préciser et qualifier les faits et indiquer les textes applicables à la poursuite.

De la Prescription

L'action publique et l'action civile se prescrivent par trois mois révolus à compter du jour où le délit a été commis ou du jour du dernier acte de poursuite qui a été fait. M. Cunéo d'Ornano, lors de la discussion de la loi, avait proposé d'effacer ces mots : « et l'action civile » ; mais il ne donna pas suite à cet amendement, que du reste repoussait la commission.

Dans la loi de 1819 la prescription était de trois ans pour l'action civile et de six mois pour l'action publique. (Art. 29 L. 26 mai 1819.)

Depuis 1852 la prescription était de trois ans pour l'une et l'autre action. (Art. 27 de la loi du 17 février 1852 qui renvoyait au Code d'Inst. crim.) Aujourd'hui, la loi ne fait pas de distinction, mais le délai est singulièrement abrégé. La prescription de trois mois est applicable aux peines de simple police prononcées en cas d'injure simple, car la loi porte : « l'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits, ou *contraventions*. » La personne offensée qui,

sans agir devant les tribunaux de répression viendrait directement porter sa demande devant le tribunal civil en vertu de l'article 1382, serait soumise à la même prescription : la loi veut qu'après trois mois on ne puisse plus rappeler le souvenir de l'injure, même indirectement ; et une demande de dommages-intérêts se fonderait évidemment sur l'injure reçue.

Quel est le point de départ du délai ? Ce n'est plus comme en droit romain le moment où la partie lésée a eu connaissance du délit, mais bien le moment où il a été commis ; de telle sorte qu'il pourra très bien arriver qu'on n'ait connaissance du délit qu'après l'accomplissement de la prescription. Il n'y a pas du reste à regretter ce résultat : le plus souvent on aura eu connaissance de l'injure : si elle a porté, on la poursuivra dès le début : si on l'a négligée, il importe qu'on ne puisse aller raviver de vieilles querelles, et le meilleur moyen était de n'accorder l'action que pendant un temps fort court.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. — Celui qui a perdu l'*existimatio* ne peut exercer l'action d'injures.

II. — La prescription de l'action d'injures est toujours d'un an, qu'il s'agisse d'action privée ou d'action publique.

III. — La peine prononcée par la loi des XII tables pour injures aboutissait toujours à une peine pécuniaire.

IV. — Le père peut être témoin dans le testament où son fils teste *de peculio castrensi*.

V. — Le § 6 de *capitis minutione* (*Institutes*) ne doit pas être pris d'une manière absolue, et l'on doit entendre que c'est sous certains rapports seulement que la *capitis minutio* même *media* et *maxima* détruisent la *cognatio*.

VI. — Les servitudes *stillicidii vel fluminis non recipiendi* et *altius non tollendi* supposent un droit commun contraire.

VII. — La règle formulée par la loi 35 de *adoptionibus* au *digeste* : *Per adoptionem dignitas non minuitur sed augetur* n'a pas été vraie de tout temps en droit romain.

VIII. — L'action de la loi Cornélia n'est pas publique.

DROIT CIVIL

I. — L'office qu'un mari possédait au jour de son mariage tombe dans la communauté,

II. — L'enfant renonçant peut retenir à la fois la quotité disponible et sa part dans la réserve.

III. — Les donations déguisées sous la forme de contrats à titre onéreux sont sujettes à rapport.

IV. — L'enfant naturel peut être adopté par son père qui l'a reconnu.

V. — Pour que les articles 135 et 136 du Code civil reçoivent leur application, il n'est pas besoin que l'absence soit déclarée; il suffit que l'on soit dans le cas de présomption d'absence.

VI. — Le délai de trente ans, à compter de l'envoi définitif, pendant lequel les enfants de l'absent peuvent demander la restitution de ses biens, est une prescription.

DROIT PÉNAL

I. — L'action pour injures intentée par le ministère public, sans qu'il y ait eu une plainte préalable, doit être frappée de nullité.

II. — L'article 474, 4^o, du Code pénal vise toute espèce d'injure et non pas seulement l'injure verbale.

III. — Les violences que le voleur commet pour assurer sa fuite constituent la circonstance aggravante de l'article 382 du Code pénal.

IV. — Il suffit, pour constituer la publicité prévue par l'article 23 de la loi de 1881, que l'injure ait été proférée dans un endroit public, sans que d'ailleurs on ait à s'occuper de la publicité de fait.

DROIT INTERNATIONAL

I. — Un État étranger ne peut être cité devant un tribunal de droit commun.

II. — Un État neutre ne doit pas interdire au commerce privé la vente d'armes et de munitions aux belligérants.

DROIT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

I. — Le commerçant failli peut prendre un brevet.

II. — Pour donner un brevet en gage, il suffit d'un écrit sous seing privé et de la mise en possession constituée par la tradition du titre.

III. — Si un brevet a été vendu, et que postérieurement il soit déclaré nul, la vente est inexistante faute d'objet.

Vu par le doyen,
Ch. BEUDANT.

Vu par le Président de la thèse,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer.
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD,

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
Première Partie	
CHAPITRE I. — Quelques mots sur la législation grecque. . .	4
DROIT ROMAIN	
CHAPITRE II. — <i>Section I.</i> De l'injure en général.	11
<i>Section II.</i> Caractères généraux de l'injure. . .	12
<i>Section III.</i> Injures légères et atroces. . .	15
<i>Section IV.</i> Injures verbales, réelles, écrites. .	16
CHAPITRE III. — <i>Section I.</i> Qui est coupable d'injures, qui peut être poursuivi par l'action d'injures. . .	21
<i>Section II.</i> Injures commises par les esclaves. .	22
<i>Section III.</i> Excuses	24
CHAPITRE IV. — <i>Section I.</i> Qui peut exercer l'action d'injures. .	31
<i>Section II.</i> Injures faites à celui qui a perdu l' <i>existimatio</i>	33
<i>Section III.</i> Comment nous acquérons par au- trui l'action d'injures.	34
Deuxième Partie	
CHAPITRE I. — <i>Section I.</i> Loi des XII tables.	45
<i>Section II.</i> Action prétorienne	49
<i>Section III.</i> Loi Cornélia	54
<i>Section IV.</i> Documents complémentaires. .	58
CHAPITRE II. — Conséquences de la condamnation pour injures.	61
CHAPITRE III. — Extinction de l'action.	63
DROIT FRANÇAIS	
Première Partie	
Loi salique, chartes des communes et autres documents . .	68
Deuxième Partie	
De l'injure dans l'ancien droit	77
Troisième Partie	
Droit moderne	105

LIBRAIRIE L. LAROSE & FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, 22

OUVRAGES DE DROIT

SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, ETC.

NEUFS ET D'OCCASION
